

**Les archives russes réfutent
une fois de plus les mensonges anarchistes**

Cronstadt, 1921: bolchévisme ou contre-révolution

PAGE 8

***Empire, Multitude*
et la « mort du communisme »**

La démence sénile du postmarxisme

PAGE 29

Femmes et Révolution



La Révolution russe et l'émancipation des femmes

PAGE 64

Correspondance avec *Revolutionary History*2

Pour un parti léniniste en Grèce! Pour une fédération socialiste des Balkans!

Fondation du Groupe trotskyste de Grèce3

Elizabeth King Robertson, 1951-20054

Correspondance avec *Revolutionary History*

La lettre de la Prometheus Research Library (PRL) ci-dessous, adressée à la revue *Revolutionary History*, a été publiée dans son numéro de 2005 (Vol. 9, n° 1) avec la réponse reproduite à la suite. La PRL est la bibliothèque d'archives et d'ouvrages de référence de la Spartacist League/U.S. (section américaine de la Ligue communiste internationale [quatrième-internationaliste]). Notre article sur Dog Days [Les années noires] est paru dans Spartacist édition française n° 35, printemps 2003.

Le 10 février 2005

A la rédaction,

Dans sa critique de notre livre, *Dog Days : James P. Cannon vs. Max Shachtman in the Communist League of America, 1931-1933* [Les années noires : James P. Cannon contre Max Shachtman dans la Communist League of America, 1931-1933], Al Richardson nous accusait de ressortir « le mensonge depuis longtemps discrédité » que c'était James P. Cannon et Maurice Spector qui avaient, en 1928, fait sortir clandestinement d'Union soviétique deux des trois parties de la Critique du programme de l'Internationale communiste de Trotsky. Richardson (*Revolutionary History*, Vol. 8, n° 4, 2004) maintenait qu'au contraire : « Il est bien connu que c'était George Weston » qui avait fait sortir une partie du document qui avait été distribué en copies numérotées aux membres de la Commission sur le programme (y compris à Cannon et Spector) au Sixième Congrès mondial de l'Internationale communiste en 1928.

Voici en réalité ce que nous avons écrit dans notre introduction à *Dog Days* : « Ayant pris la décision de se battre pour les conceptions de Trotsky, ils [Cannon et Spector] firent sortir clandestinement de Moscou un exemplaire incomplet de la Critique de Trotsky. » En nous accusant de répandre un « mensonge depuis longtemps discrédité », Richardson portait à un niveau qualitativement supérieur l'accusation qu'il avait publiée dans une critique de notre premier livre, *James P. Cannon and the Early Years of Ame-*

rican Communism [James P. Cannon et les premières années du communisme américain]. Il avait écrit : « Les rédacteurs refusent toujours d'accepter le fait que la Critique en question a été sortie clandestinement, non par Cannon mais par George Weston (p. 64), bien que cela soit totalement confirmé par les mémoires de Harry Wicks publiées récemment (*Keeping My Head* [Garder la tête froide], p. 158) » (*Revolutionary History*, Vol. 5, n° 1 [automne 1993]).

Dans *Keeping My Head* (Londres, Socialist Platform Ltd, 1992), Wicks disait que George Weston, qui avait rejoint très tôt le PC britannique, avait été chargé de travailler avec le Secours rouge international à Moscou, où il vécut en 1928 avec sa femme. Ailleurs, il est dit que Weston était Irlandais (voir *Revolutionary History*, Vol. 6, n° 2/3, été 1996). Wicks aussi était à Moscou à la fin des années 1920, où il étudiait à l'Ecole Lénine, et il a parlé de cet épisode de sa vie dans ses mémoires, qui n'étaient pas terminées lorsqu'il est mort en 1989. Wicks connaissait les Weston et a rapporté que Weston était un partisan de Trotsky avant même que Cannon n'arrive à Moscou pour le Sixième Congrès de l'IC. Wicks racontait :

« Lorsque j'ai rencontré la veuve de Weston à l'appartement de Tamara Deutscher au début des années 1970 (en présence d'un magnétophone qu'un camarade du nom de Ken Tarbuck avait amené), nous avons discuté de nos années à Moscou. Quand j'ai rencontré pour la première fois le couple Weston, ils avaient déjà une fille ; leur fils Vladimir est né pendant que j'étais encore à Moscou. Comme le travail de Weston s'est achevé avec la fin de ce congrès, il est retourné en Grande-Bretagne avec sa famille à peu près à cette époque-là. Madame Weston se souvient que cette Critique avait été insérée dans l'ours en peluche de Vladimir. C'est de cette manière qu'il a été transmis au groupe Fischer-Urbahns à Berlin. Je ne sais pas si la copie de Weston était celle de Cannon ou celle de quelqu'un d'autre. »

Wicks ne prétendait nullement tenir l'information de première main sur les circonstances dans lesquelles le document a été sorti clandestinement de Moscou. Son récit se base sur des souvenirs de Madame Weston, bien des années après les faits. Il ne savait pas si Weston avait fait sortir le document pour Fischer-Urbahns (des partisans de Zinoviev) ou pour Cannon. C'est loin de faire autant autorité que ne le donne à entendre Richardson.

Dans sa contribution au livre *James P. Cannon as We Knew Him* [James P. Cannon tel que nous l'avons connu] (New York, Pathfinder Press, 1976), Sam Gordon, un des premiers membres de la Communist League of America, qui a été personnellement très proche de Cannon et qui a vécu en Grande-Bretagne après la Deuxième Guerre mondiale, a aussi raconté comment le document avait été sorti clandestinement d'URSS dans l'ours en peluche du fils de Weston. Gordon disait qu'il tenait cette histoire de Wicks et de Madame Weston.

En 1963, au cours d'un entretien dans le cadre du programme d'histoire orale de Columbia University, Max Shachtman, qui était l'un des collaborateurs personnels et politiques les plus proches de Cannon en 1928, avait dit que Cannon et Spector avaient volé une copie du document d'un délégué australien, et que c'était Spector en personne qui l'avait fait sortir clandestinement dans ses bagages (p. 153-154). Tout comme la version de Wicks, c'est un récit de seconde main, raconté bien des années après les

suite page 6

édition française

SPARTACIST



Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Herminio Sanchez (responsable), Bruce André, Xavier Brunoy, Charles Galarnau, Elizabeth Gordon, Blandine Hauser, Alison Spencer

COORDINATION : Dominique Arnaud

REALISATION : François Donau (New York), Guillaume José (Paris)

DIFFUSION : Barry Janus (New York), Marc Guétier (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 37

759-C

été 2006

Fondation du Groupe trotskyste de Grèce

**Pour un parti léniniste en Grèce !
Pour une fédération socialiste des Balkans !**

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) a le plaisir d'annoncer la fondation du Groupe trotskyste de Grèce (TOE) comme section sympathisante. Nos camarades grecs ont été gagnés au programme de la LCI après une longue période de débats sur des divergences programmatiques et de travail commun au cours duquel nous avons testé notre accord.

Le premier contact avec la LCI avait été pris en 1995 par Spiros, un dirigeant de l'Organisation des travailleurs socialistes (SOE), qui en 1994 avait scissionné de sa tendance móréniste pseudo-trotskyste stalinophobe. En 1996 la majorité de la SOE fondait l'Organisation communiste des ouvriers révolutionnaires (KOOE). Spiros en démissionnait en janvier 1999 et débutait une correspondance avec la LCI. Peu de temps après, en mai-juin 1999, alors que notre opposition de principe à la guerre impérialiste contre la Serbie avait trouvé un écho parmi certains membres, la direction de la KOOE purgeait des membres perçus comme sympathisant avec la LCI. Certains de ceux qui avaient été ainsi exclus entreprenaient alors d'étudier le programme de la LCI et formaient, en mars 2000, un groupe informel de discussion. En janvier 2001 les membres de ce cercle d'étude écrivirent à un groupe d'ex-membres de la Ligue communiste/Pouvoir ouvrier (KSEE), qui avait scissionné de la SOE en 1995, et en mars 2001 ils constituèrent ensemble un groupe de discussion.

Le Groupe trotskyste de Grèce a été fondé par des camarades qui ont lutté sur la question de l'oppression des femmes en Grèce et scissionné avec Spiros, essentiellement sur la nécessité de se faire le champion des droits des minorités opprimées en Grèce, une question cruciale pour une organisation léniniste-trotskyste dans un pays des Balkans.

Le document suivant a été publié en grec en novembre 2004. La version française ci-dessous est traduite de l'anglais, paru dans *Spartacist* édition anglaise n° 59, printemps 2006.

Accord pour un travail commun entre les camarades grecs et la LCI (QI)

1. Le groupe actuel en Grèce vient de la scission d'un groupe qui était en discussion avec la LCI depuis 1999. La scission résultait d'une bataille de plusieurs mois autour de la question nationale – la défense des droits des minorités nationales en Grèce et l'opposition au chauvinisme grec. Auparavant il y avait eu des batailles avec d'autres membres du groupe initial sur la question russe, la centralité de la question femmes en Grèce, la question de la grève générale et la question du parti. Pour excuser sa rupture avec la LCI sur ces questions, une minorité du groupe a accusé cyniquement la LCI de « centrisme » et de « chauvinisme » lorsque le bombardement contre l'Afghanistan a commencé en octobre

2001 (*International Internal Bulletin* n° 54).

2. Les camarades du groupe grec ont été gagnés à la politique de la LCI à travers des batailles et des scissions sur la question russe. Deux des camarades avaient scissionné de la Ligue communiste/Pouvoir ouvrier [ex-móréniste] sur la défense de l'Etat ouvrier déformé chinois, tandis qu'une autre camarade du groupe initial avait écrit un document soutenant l'intervention de la LCI en RDA en 1989-1990. Une autre camarade du groupe actuel venait du Parti communiste (PC) grec. Etant donné l'influence que le PC a dans la classe ouvrière grecque, c'est le principal obstacle, donc il est très important pour l'avenir du groupe qu'un ex-membre du PC soit au nombre des camarades grecs. Le groupe est pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés – la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba – et pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie. Nous sommes parvenus à un accord avec l'analyse que fait la LCI de l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est en étudiant les « Textes de discussion et documents sur l'effondrement du stalinisme » de Seymour et St. John dans *Spartacist* (édition française n° 26, printemps 1991) sur lesquels un camarade de la LCI a fait un rapport. Le groupe grec est d'accord avec la position de la LCI sur l'Afghanistan, « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ». Il y a un accord initial avec la position de la LCI sur la Pologne bien que cela n'ait pas été discuté dans le groupe actuel. Nous rejetons la stalinophobie des pseudo-trotskystes grecs anticommunistes qui refusent d'intervenir dans le Parti communiste grec – un parti stalinien prosoviétique de masse qui a le soutien des couches les plus avancées de la classe ouvrière et de la jeunesse grecques.

3. La Grèce est un pays des Balkans, et c'est le seul pays des Balkans auquel la révolution d'Octobre ne s'est pas étendue. Et l'Etat capitaliste grec est le seul Etat des Balkans qui ne reconnaît aucune minorité nationale. Un groupe trotskyste en Grèce doit se battre contre le chauvinisme grec et défendre les droits des minorités nationales – qui ont été hellénisées de force – les Macédoniens, les Valaques [Aroumains], les Pomaques, les Turcs, les Albanais Cham (musulmans) et les Arvanites, etc., y compris le droit à l'autodétermination, spécialement pour les Macédoniens et les minorités albanaises. Il est aussi important de défendre les droits du peuple tsigane (rom) persécuté. Les camarades luttent contre le poison du chauvinisme grec dans la classe ouvrière. Pour satisfaire la myriade de revendications nationales dans les Balkans il faut une fédération socialiste des Balkans.

4. Un groupe trotskyste doit être un « tribun du peuple » léniniste. Et en Grèce, où l'Eglise orthodoxe ultra-réactionnaire a

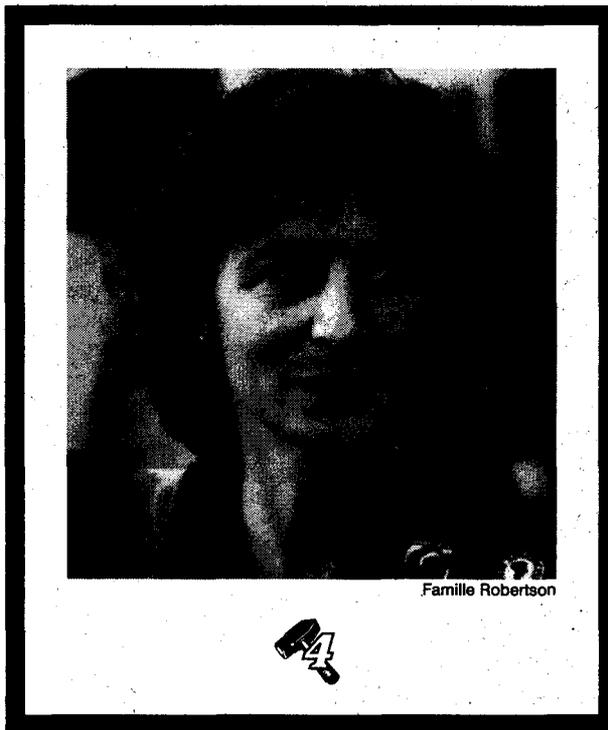
suite page 7

Notre camarade Elizabeth King Robertson est décédée chez elle le 12 octobre après une bataille de six ans contre le cancer. Durant les quelque trente années de sa vie de révolutionnaire professionnelle, Lizzy a excellé en tant qu'organisatrice, propagandiste et rédactrice. Patiente pédagogue, elle était une inspiration pour les jeunes camarades et de ce fait constituait un lien vital dans la préservation de notre héritage révolutionnaire remontant à l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky. Au moment de sa mort, elle était membre à part entière du comité central de la Spartacist League/U.S. (SL/U.S.) et du comité exécutif international (CEI) de la Ligue communiste internationale (LCI). Sa disparition est une perte inestimable tant pour notre parti à l'échelle internationale que pour sa famille – Jim Robertson, Martha et les enfants de Martha : Rachel, Sarah et Kenneth – ainsi que pour son père Henry, sa mère Mary et toute la famille King.

Lizzy a grandi à New York dans une famille nombreuse. Après le décès de sa mère Barbara, son père Henry, brillant avocat d'affaires, s'est remarié. Mary King a élevé Lizzy comme sa propre fille, et pour Lizzy elle était devenue « maman ». Lizzy a fréquenté Brearley, une école privée de jeunes filles à New York. Elle a toujours apprécié l'éducation qu'elle y avait reçue, et beaucoup des amitiés qu'elle avait nouées à Brearley ont duré jusqu'à la fin de sa vie. Une fois adolescente, ses parents l'ont envoyée à Miss Porter's, une institution pour jeunes filles de bonne famille. L'antisémitisme et l'arrogance de classe dont elle a fait directement l'expérience dans cette institution ont joué un rôle dans le fait qu'elle devienne une adversaire passionnée du racisme et de l'inégalité.

Lizzy a rencontré pour la première fois la Spartacist League au début des années 1970 alors qu'elle était étudiante à l'université de Boston. Avec la guerre du Vietnam, l'université de Boston était devenue un foyer de radicalisme « Nouvelle Gauche ». Lizzy militait dans le comité d'organisation des locataires de Cambridge, un groupe qui tentait de défendre des familles ouvrières chassées de leur logement par l'extension de l'Université de Boston. En 1973 elle a été recrutée au trotskysme et a adhéré à la Revolutionary Communist Youth, l'organisation de jeunesse de la SL/U.S. Pour beaucoup d'étudiants l'expérience du militantisme n'était qu'une passade de jeunes rebelles, et ils

Elizabeth King Robertson 1951-2005



ont ensuite fait carrière. Mais c'est pour de bon que Lizzy avait été recrutée au combat pour la révolution socialiste internationale.

Lizzy est devenue membre du parti en juillet 1974. A l'époque elle était à Detroit, où elle avait été envoyée par la SL qui cherchait à faire du travail auprès des ouvriers de l'automobile, en grande partie noirs. Son travail d'organisatrice de la jeunesse, ainsi que sa participation aux débats intenses dans le parti en train d'accumuler de l'expérience dans le travail syndical, impressionnaient déjà ses camarades. C'est aussi à ce moment-là qu'elle a appris le difficile métier de sténographe judiciaire, profession qu'elle allait exercer jusqu'à ce que la maladie l'en empêche.

Vers 1976 elle était envoyée à New York pour faire partie de la direction nationale de l'organisation de jeunesse (devenue la Spartacus Youth League, SYL). En juillet de la même année elle était élue au bureau national de la SYL, et elle a fait partie du comité de rédaction du mensuel *Young Spartacus* d'octobre 1976 à septembre 1978. Elle a été pen-

dant un an la secrétaire à l'organisation de la SYL. Si Lizzy comprenait si bien l'importance d'une organisation de jeunesse dans la formation des cadres du parti, c'est certainement grâce à cette expérience à la direction de l'organisation de jeunesse.

En août 1978, elle a démissionné de ses responsabilités dans l'organisation de la jeunesse pour devenir secrétaire du bureau politique. Pendant toutes ces années à New York, Lizzy s'est non seulement acquittée de la tâche exigeante de produire régulièrement des procès-verbaux exacts, mais elle a transformé la fonction de secrétaire du bureau politique en centre névralgique de débat politique. C'est de cette époque que date son étroite association avec Jim Robertson, secrétaire politique de la SL. Elle est demeurée sa compagne et sa plus proche collaboratrice jusqu'à sa mort. Après avoir été au comité central en tant que représentante de la SYL, Lizzy y était cooptée comme membre à part entière en 1979, et élue membre titulaire à la conférence nationale d'août 1983. Elle a aussi entrepris l'indexation thématique des volumes reliés de notre presse qui constituent une documentation de référence pour notre ligne et notre travail politiques. Au début des années 1990, Lizzy déménageait dans la région de San Francisco. Là, elle s'investissait sans compter dans la direction locale où elle joua un rôle déterminant.

Elle était secrétaire pour le groupe de membres du CC sur la côte ouest des Etats-Unis, et suivait aussi de près le travail de notre groupe local de Los Angeles.

Le point fort de Lizzy c'était de savoir comment articuler nos principes politiques avec la réalité sociale concrète : elle proposait des tactiques et des mots d'ordre pour exprimer notre programme. Elle suivait de près ce que faisaient nos partisans dans les syndicats, et ses conseils étaient très appréciés de ceux qui étaient impliqués dans ce type de travail. Elle a longtemps été membre du comité exécutif de la région de San Francisco et s'est battue pour y rester malgré ses nombreuses autres responsabilités : elle comprenait trop bien que pour que des décisions politiques deviennent réalité, il faut tous les jours choisir « quoi trahir » afin de se concentrer sur les choses les plus importantes. Cela veut dire trouver les camarades qu'il faut pour exécuter des tâches concrètes, et les préparer politiquement pour qu'ils puissent accomplir ces tâches.

Lizzy était une organisatrice politique léniniste hors pair. Après des réunions importantes du parti, on la retrouvait toujours parmi ceux qui cherchaient les moyens de réorganiser les ressources en personnel et les tâches afin de s'assurer que les priorités qui venaient d'être décidées allaient être mises en œuvre. Elle comprenait profondément comment notre fonctionnement organisationnel correspond à notre objectif révolutionnaire. Pendant des décennies, Lizzy a été parmi les quelques camarades qui ont pris l'initiative de formuler, affiner et codifier nos normes et pratiques internes au fur et à mesure que notre parti rencontra de nouvelles situations ou que des problèmes étaient détectés dans les statuts existants.

A la Troisième Conférence internationale de la LCI en 1998, elle a fait un rapport sur les origines et l'évolution des pratiques organisationnelles léninistes, publié dans *Spartacist* (édition française n° 32, printemps 1998), ainsi que sur la révision de nos « statuts et directives organisationnelles ». Son rapport a été riche d'enseignements tant pour les jeunes camarades que pour les plus expérimentés, car il fournissait le cadre historique – remontant aux premières organisations fondées par Marx lui-même – permettant aux délégués de réfléchir sur ces règles organisationnelles. Elle expliquait dans ce rapport : « Des statuts vivants sont, parmi peut-être une demi-douzaine, un des éléments qui caractérisent une organisation. Dans ce sens-là, ils sont politiques. Mais ils ne sont pas déterminants. Un ensemble correct de règles organisationnelles n'est pas une garantie contre les déviations politiques, même si quand on s'écarte de nos normes organisationnelles, c'est généralement le signe qu'il y a des problèmes politiques. En l'absence de pratiques bolchéviques, l'organisation est nécessairement amorphe, c'est-à-dire menchévique. »

Lizzy haussait rarement le ton, et pourtant elle était d'une grande éloquence dans les réunions du parti. Sa perspicacité et sa franchise lui conféraient une autorité considérable dans les délibérations du parti consacrées à la sélection de la direction. Elle était souvent choisie pour présider la commission des nominations, chargée de recommander une liste de candidats à la conférence du parti où sont élues les instances dirigeantes (le CC dans la SL ou le CEI dans la LCI). Lizzy voyait avec beaucoup de lucidité les défauts et les points forts des camarades, y compris lorsqu'il s'agissait de

ses amis les plus proches. Elle avait aussi la réputation d'être équitable. C'est une qualité cruciale dans un parti léniniste cherchant à construire une direction qui soit un collectif plus fort que la somme des individus le composant.

Mais c'est avec elle-même que Lizzy était la plus sévère. Bien que souffrant terriblement, elle écrivait encore le 7 octobre 2005 un texte sur le rôle qu'elle avait joué dans une bataille politique à Los Angeles lors de laquelle il y avait malheureusement eu des caractérisations excessives contre des camarades, et des pratiques bureaucratiques. Son but n'était pas de faire son mea-culpa, mais plutôt de montrer l'importance qu'elle donnait à la clarté politique et aux leçons à tirer pour renforcer le parti.

Depuis le début de l'année 1979, Lizzy était un pilier du comité de rédaction de *Women and Revolution (W&R)*, la revue de la commission du CC de la SL pour le travail parmi les femmes, pour laquelle elle écrivait souvent sous le nom de Kendall. Lizzy aimait particulièrement cette tâche, et elle y excellait du fait de sa compréhension aiguë du matérialisme marxiste. Lizzy a été l'auteur ou le co-auteur d'articles de *W&R* sur les sujets les plus délicats, prenant la défense de la sexualité humaine et dénonçant la cruauté barbare de l'Etat bourgeois qui détruit des gens dont le seul « crime » est d'avoir une orientation et des besoins sexuels qui sortent des normes répressives de la moralité bourgeoise hypocrite basée sur la religion. Elle savait tout particulièrement traiter de questions épineuses relatives à la sexualité humaine dans toute sa diversité, dans des articles sur l'inceste (« Something About Incest »), sur les chasses aux sorcières contre des personnes faussement accusées d'avoir abusé sexuellement des enfants (« The Uses of Abuse ») et sur la question du « date rape » (confusion délibérée entre des relations sexuelles qu'on regrette et le viol pur et simple). Elle expliquait ainsi :

« Si nous parlons de questions relatives à la sexualité, c'est parce que souvent ces questions sont politisées. D'habitude ce n'est pas par nous mais par la bourgeoisie, par un élément de la société qui prend des questions qui sont normalement d'intérêt secondaire, et qui en fait des questions politiques à propos desquelles non seulement nous *pouvons* faire des commentaires, mais dans certains cas nous *devons* les faire et prendre position. »

Quand la publication de *W&R* a été interrompue au printemps de 1996, Lizzy a continué à contribuer aux articles publiés sous l'en-tête « Femmes et révolution » dans la presse des sections de la LCI, y compris *Workers Vanguard* et *Spartacist*. Dans les dernières semaines de sa vie, Lizzy travaillait encore, en collaboration avec Amy Rath, responsable des pages de *W&R*, à la rédaction de l'article « La Révolution russe et l'émancipation des femmes » publié dans ce numéro de *Spartacist*.

La contre-révolution en Union soviétique en 1991-1992 a été une défaite historique pour les ouvriers du monde entier, inaugurant une période difficile pour les révolutionnaires. Nos difficultés à comprendre et maîtriser la nouvelle période se sont exprimées par une désorientation politique et les difficultés internes correspondantes (voir « La 12^e Conférence de la Spartacist League – Un regard critique sur le récent travail du parti et ses tâches actuelles », *Workers Vanguard* n° 841, 4 février 2005). Personne n'était immunisé contre ces problèmes, mais la camarade Lizzy a joué un rôle de premier plan pour tenter de faire sortir le parti de cette ornière. Plus d'une fois, ces cinq ou six dernières

années, on trouvait dans nos bulletins internes un texte de Lizzy, soumis tôt dans la discussion, ne faisant souvent pas plus d'une page, mais qui était devenu la pierre de touche de toute la discussion. Son texte partait souvent d'une question concrète, en apparence tactique à propos d'une intervention particulière prévue quelque part, pour aller logiquement jusqu'à mettre en lumière des questions de principe et de programme.

Une fois que le cancer de Lizzy a été diagnostiqué, elle a été opérée et a suivi une chimiothérapie et, finalement, un traitement par radiations. Son père s'est assuré qu'elle recevrait les meilleurs soins, qui se sont en fin de compte avérés inefficaces. Elle a continué à vendre le journal tous les quinze jours et a poursuivi ses autres activités politiques. En avril 2003, elle a été blessée par un « projectile non mortel » tiré par un flic alors que la police s'attaquait brutalement à des manifestants antiguerre, des dockers et des camionneurs du port à Oakland.

Des rassemblements en mémoire de notre camarade Lizzy se sont tenus de par le monde, y compris à New York le 12 novembre 2005 et à Oakland, en Californie, le 20 novembre 2005. Une bonne vingtaine de membres de sa famille ainsi que d'anciennes amies de l'école de Brearley ont assisté

à la réunion de New York. Ailleurs, comme c'est la coutume dans le mouvement communiste, des camarades se sont réunis en des lieux de mémoire pour des révolutionnaires du temps passé – Karl Marx à Londres, Rosa Luxemburg à Berlin-Est, Léon Trotsky à Coyoacán, les héroïques espions soviétiques Richard Sorge et Ozaki Hotsumi à Tokyo – pour déposer une gerbe ou boire un verre en l'honneur de Lizzy.

Nous, ses camarades, sa famille et ses amis, regretterons Lizzy, et sa présence dans notre vie nous manquera jusqu'à la fin de nos jours. Sa finesse, son sens de l'humour, son caractère chaleureux et sa compassion nous manqueront. Nous n'oublierons jamais sa beauté et son courage. Même au milieu de notre chagrin, nous célébrons sa vie et cela nous reconforte de savoir qu'elle a vécu comme elle l'avait choisi, et qu'elle n'a jamais vacillé dans sa conviction que ce à quoi elle devait consacrer sa vie, c'était de se battre pour l'émancipation de tous les exploités et les opprimés. Pour nous, elle représente un lien très fort dans la chaîne de continuité qui remonte jusqu'à Marx et Engels, Lénine et Trotsky, et Cannon. C'est en poursuivant sa lutte que nous voulons honorer Lizzy, notre camarade bien-aimée.

– Traduit de *Spartacist* (édition anglaise) n° 59, printemps 2006

Revolutionary History...

(Suite de la page 2)

faits. Cannon lui-même n'a jamais rien dit publiquement ni écrit sur ce sujet, même des années après. Tout ceci nous a amenés à écrire, dans l'introduction de *James P. Cannon and the Early Years of American Communism* : « On ne sait pas très bien comment Cannon et Spector réussirent à faire sortir une copie d'Union soviétique. »

Les moyens physiques réels utilisés pour faire sortir le document d'URSS sont loin d'être la question principale. Cannon et Spector, qui faisaient partie de la direction de deux des sections du Comintern, avaient compris l'importance cruciale du document de Trotsky. Ils avaient décidé que le combat de Trotsky était le leur, et ils se sont arrangés pour faire sortir d'URSS la Critique de Trotsky, qui a été dans les faits le document fondateur du trotskysme mondial. Pensant que c'était la version complète, la Communist League of America a publié le document incomplet, d'abord sous la forme d'une série en plusieurs parties dans les pages du *Militant*, puis en 1929 sous forme de brochure. Lorsque la CLA a obtenu une copie de la partie du milieu, « La stratégie et la tactique de l'époque impérialiste », elle l'a publiée séparément en 1930 sous le titre « La stratégie de la révolution mondiale ». Une nouvelle version, mieux traduite, du document intégral a été publiée par les trotskystes américains en 1936, sous le nom de *l'Internationale communiste après Lénine*. D'après la bibliographie complète des écrits de Trotsky faite par Louis Sinclair, aucune version de la Critique de Trotsky n'a été publiée en Grande-Bretagne avant 1954.

Richardson lui-même admettait dans le passé que Cannon avait aidé à faire sortir clandestinement le document. Dans *Against the Stream, A History of the Trotskyist Movement in Britain 1924-38* [A contre-courant, une histoire du mouvement trotskyste en Grande-Bretagne 1924-1938] (Londres, Socialist Platform Ltd, 1986), Richardson et son collabora-

teur Sam Bornstein écrivaient que la Critique avait été « sortie clandestinement du pays par Weston et Cannon, et publiée aux Etats-Unis au début de l'année suivante » (p. 37). Pourquoi Richardson insiste-t-il, près de 20 ans plus tard, que le fait d'écrire que Cannon ait aidé à faire sortir le document d'URSS, c'est répéter un « mensonge depuis longtemps discrédité » ? On peut supposer que cette calomnie sert peut-être à accrédi-ter sa thèse selon laquelle des cadres communistes durs comme Cannon n'étaient que des hommes de main zinovévistes. D'après Richardson, les véritables trotskystes c'était ceux qui ont rapidement quitté l'Opposition de gauche : Ludwig Loré, qui a défendu non seulement Trotsky mais Paul Levi et Serrati ; Boris Souvarine, que Trotsky a accusé d'être un dilettante petit-bourgeois ; Kurt Landau, qui faisait passer ses relations personnelles et sa position dans l'organisation avant le programme, et Alfred Rosmer qui s'est montré intrinsèquement incapable de mener les batailles politiques internes pour forger une organisation trotskyste internationale. Richardson a entièrement le droit (comme c'est le cas de toute personne qui publie une critique) de ne pas aimer notre livre. Mais il a abusé de ce droit en nous accusant à tort de mentir.

Emily Turnbull, James Robertson
pour la Prometheus Research Library

cc : *Spartacist*, organe théorique de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)
Spartacist League/Britain

Le comité de rédaction de RH répond :

Le regretté camarade Richardson n'est pas en position de se défendre. Autant que le sache le comité de rédaction de *Revolutionary History*, tous les témoignages non concluants sur la façon dont la Critique a été clandestinement sortie d'URSS correspondent à ce qui est exposé dans la lettre ci-dessus. Si quelqu'un a davantage de renseignements sur cette affaire, nous nous ferons un plaisir de les publier. ■

Grèce...

(Suite de la page 3)

une énorme influence, l'oppression des femmes est extrême. La « sainte trinité » grecque, « patrie-religion-famille », dont l'Etat capitaliste fait la promotion, est étroitement liée à la question nationale et à la question de la femme. La lutte pour l'émancipation des femmes par la révolution socialiste, et l'opposition à l'oppression des femmes, doivent être une question centrale pour les trotskystes. Nous luttons pour les pleins droits démocratiques pour les homosexuels, en opposition à la société grecque homophobe et machiste et à la gauche. Nous sommes pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

5. Les camarades grecs défendent les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. Ils sont déjà intervenus de nombreuses fois soit en commun avec les camarades de la LCI soit par eux-mêmes dans des manifestations d'immigrés. Les immigrés – albanais, kurdes, pakistanais, bangladais, russes, irakiens, palestiniens, etc. – sont devenus une composante clé du prolétariat en Grèce, et le groupe grec doit se battre pour l'unité du prolétariat contre toute forme de racisme.

6. Le groupe est d'accord avec la position de la LCI sur la récente guerre contre l'Irak et la guerre contre l'Afghanistan en 2001. Le groupe grec s'est battu avec pour mots d'ordre : Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste des USA et de leurs alliés ! A bas l'occupation coloniale de l'Irak ! Retrait immédiat des troupes US et alliées du Proche-Orient ! Nous avons appelé à la lutte de classe contre les capitalistes au pouvoir dans notre propre pays, contrairement à la gauche grecque qui avait une position nationalement très étroite (« Pas de participation grecque à la guerre contre l'Irak »), et aussi contre le pacifisme du mouvement antiguerre (« Non à la guerre »). Nous avons soutenu le blocus de la base militaire américaine de Souda et nous sommes intervenus dans les grèves ouvrières contre la guerre. Nous avons appelé au retrait immédiat des troupes grecques de Chypre.

7. Les trotskystes grecs doivent faire face à la question clé de Chypre. Nous nous opposons d'un point de vue lutte de classe, internationaliste, au chauvinisme antiturc de la bourgeoisie grecque. Nous appelons au retrait immédiat de toutes les troupes grecques de l'île. Nous exigeons aussi le retrait de l'armée turque, du contingent de l'ONU, ainsi que de l'armée et des bases militaires britanniques. Nous luttons pour une solution prolétarienne à la question nationale, qui nécessite forcément le renversement révolutionnaire des bourgeoisies nationalistes à Nicosie/Lefkosa, Athènes et Ankara.

8. Le groupe est d'accord avec l'analyse et la thèse de la LCI sur le pablisme. Nous voulons nous battre pour forger une section grecque de la LCI. Nous apportons une contribution financière mensuelle depuis mai 2002. Nous acceptons la discipline d'une internationale centraliste-démocratique. L'internationale, d'après Lénine et Trotsky, est l'outil nécessaire pour lutter contre le capitalisme, pour de nouvelles révolutions d'Octobre et pour la protection des sections nationales contre les pressions de la classe ennemie. Nous luttons contre les prétendants au trotskysme – le SWP, les taaffistes, etc. – qui sont un obstacle à reforger un parti trotskyste. Nous cherchons à bâtir un parti à travers des scissions et des fusions, y compris parmi la jeunesse du PC et le milieu anarchiste.

9. Contrairement au Parti communiste stalinien qui est un parti réformiste basé sur le prolétariat industriel, le PASOK est une formation politique bourgeoise populiste. Il a une influence au sein des principales fédérations syndicales en Grèce (qui sont généralement corporatistes) mais l'existence du PASOK ne dépend pas du mouvement ouvrier. Le PASOK a ses origines dans le Parti du centre de Georges Papandréou – le père d'Andréas, le fondateur du PASOK – dont le parti a hérité la base sociale. Les principes idéologiques du PASOK sont exposés dans la Déclaration de fondation du parti du 3 septembre [1974] qui combinait un nationalisme grec belliciste sur la question de Chypre avec un populisme caractéristique : il se prétend le représentant de tout le peuple grec « dépossédé » dont la définition inclut les paysans, les petits entrepreneurs, les cadres supérieurs, etc. La Déclaration du 3 septembre est, de plus, l'une des expressions les plus à gauche de la politique du PASOK : elle est assaisonnée de verbiage quasi-marxiste. Cette façade « gauche » a été cependant abandonnée à peine quelques années après la fondation du parti, et tous les soi-disant militants de « gauche » ont été rapidement exclus du parti. Contrairement à des éléments de la gauche grecque tels que les cliffistes, nous rejetons par principe tout soutien politique – y compris un soutien électoral – à ce parti de la classe ennemie.

10. Il est important pour nous de lire *Workers Vanguard* et autres organes de propagande de la LCI et de continuer à lire les classiques du marxisme pour le développement des cadres. Nous devons étudier et tirer des leçons de l'histoire longue et complexe du mouvement trotskyste grec (par exemple, les archéiomarxistes et le journal en grec de la Communist League of America) et la rendre accessible au reste de la LCI. En tant que trotskystes de Grèce, nous avons l'obligation d'étudier la guerre civile grecque/la question nationale/Chypre, ainsi que le mouvement trotskyste et ses scissions pendant la Deuxième Guerre mondiale sur la question de l'occupation nazie. Il faut que les camarades étudient la déclaration de la LCI sur le bombardement impérialiste de la Serbie et le massacre des Balkans et, avec l'aide de la LCI, les minorités nationales en Grèce comme partie intégrante des Balkans.

11. Afin de faciliter ce travail en commun, il est nécessaire d'étudier l'anglais. Des camarades de la LCI doivent aussi étudier le grec.

12. Nous nous fixons comme tâche un modeste travail public, avec des interventions par la vente régulière de notre presse dans le milieu étudiant. Pour ce qui est des meetings opposants et des manifestations, nous y avons déjà participé au cours d'un travail en commun avec la LCI en Grèce et à Londres.

13. Jusqu'à ce qu'il soit réaliste qu'un camarade soit en mesure d'être transféré en Grèce, cela aiderait le groupe grec de recevoir des visites plus fréquentes et plus longues. Dès que possible, il faut qu'un camarade soit transféré pour aider à la construction de la section et à l'organisation de notre travail politique.

14. Il nous tarde de produire de la propagande liée à la lutte de classe dans la société grecque afin d'intervenir pour donner corps au programme de la LCI.

– adopté au cours d'une réunion commune du TOE et de représentants du Comité exécutif international de la LCI, le 23 septembre 2004

**Les archives russes réfutent une fois de plus
les mensonges anarchistes**

Cronstadt, 1921: bolchévisme ou contre-révolution



Novosti

17 mars 1921 : les unités de l'Armée rouge traversent la banquise pour mater la mutinerie de Cronstadt,

*TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 59, PRINTEMPS 2006*

En mars 1921, la garnison de l'île-forteresse de Cronstadt, qui commandait l'accès de la ville révolutionnaire de Petrograd par la mer Baltique, se soulevait contre le gouvernement bolchévique. Les mutins tiendront Cronstadt pendant deux semaines, jusqu'à ce que le régime soviétique contre-attaque en traversant la mer gelée, au prix de lourdes pertes en vies humaines dans les deux camps. Les rebelles prétendaient combattre pour restaurer un pouvoir des soviets purifié, libéré du monopole communiste. Pour les bolchéviks la révolte était une mutinerie contre-révolutionnaire : quelles qu'aient été les intentions des marins, ce soulèvement ne pouvait qu'aider les forces de la restauration capitaliste (allant de ceux qui se disaient démocrates aux monarchistes invétérés), unies derrière l'étendard blanc [la couleur de la contre-révolution] de la réaction cléricalo-tsariste. Les

gardes blancs et leurs protecteurs impérialistes, repoussés militairement par l'Armée rouge soviétique après presque trois ans de guerre civile, restaient déterminés à écraser la Révolution bolchévique d'octobre 1917 et le jeune Etat ouvrier soviétique.

Près de 73 ans plus tard, le 10 janvier 1994, Boris Eltsine, président de la Russie désormais capitaliste, revendiquait l'héritage des gardes blancs et apposait le sceau de l'aigle à deux têtes à la révolte de Cronstadt (voir « Cronstadt et la contre-révolution : hier et aujourd'hui », *Workers Vanguard* n° 595, 4 mars 1994). Le fait qu'Eltsine, qui avait porté le coup de grâce à la Révolution bolchévique en 1991-1992, ait « réhabilité » les mutins de Cronstadt, ne faisait que confirmer une fois de plus quels intérêts de classe la mutinerie de 1921 servait. La mutinerie de Cronstadt est au centre d'un grand mythe, colporté assidûment par les anarchistes mais exploité aussi par tout un éventail de forces contre-révolutionnaires, depuis les sociaux-démocrates jusqu'aux partisans de la restauration du tsarisme. L'objectif principal

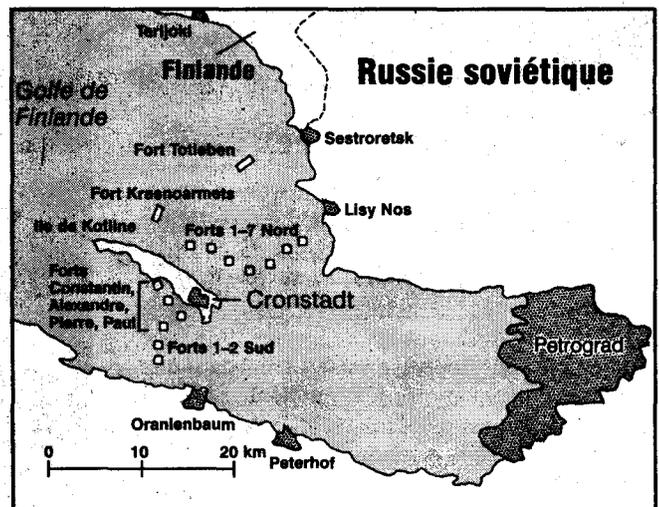
du « tapage autour de Cronstadt » a toujours été de discréditer le combat des marxistes pour la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, et en particulier de salir le trotskysme, l'incarnation contemporaine du léninisme authentique.

Selon le mythe anarchiste, Cronstadt aurait été la « troisième révolution des travailleurs » et la continuation des révolutions de février et d'octobre 1917 –, et sa répression la preuve irréfutable du caractère anti-ouvrier du gouvernement bolchévique de Lénine et Trotsky, et du marxisme en général. Pour pouvoir se servir de Cronstadt comme arme idéologique contre le léninisme, les anarchistes doivent prétendre que, contrairement à la réalité des faits, les mutins de 1921 étaient ces mêmes marins qui avaient joué un rôle d'avant-garde en 1917, et qu'ils n'avaient aucun lien avec les réactionnaires blancs. Eltsine a involontairement contribué à démolir le mythe de Cronstadt quand, après avoir sanctifié les mutins, il a aussi ouvert les archives de la mutinerie aux chercheurs. C'est ce qui a conduit à la publication, en 1999, d'un volumineux recueil de documents historiques russes par ROSSPEN, la principale maison d'édition associée aux Archives fédérales de Russie. Les documents publiés dans *Kronstadt'skaia tragediia 1921 goda, dokoumenti v dvoukh knigakh* [La tragédie de Cronstadt de 1921, documents en deux volumes] (Moscou, Encyclopédie politique russe, 1999) apportent sans le moindre doute la preuve de la nature contre-révolutionnaire du soulèvement de Cronstadt.

Lénine et Trotsky disaient la vérité

Dès le début, les anarchistes ont fait cause commune sur Cronstadt avec des contre-révolutionnaires déclarés. La brochure *la Rébellion de Cronstadt*, publiée en 1922 par le célèbre anarchiste américain Alexander Berkman, se basait largement sur un récit tendancieux, *la Vérité sur Cronstadt*, publié en 1921 par les Socialistes-révolutionnaires (SR), adversaires acharnés de la révolution d'Octobre. En 1938 la machine à mensonges sur Cronstadt se remettait en route – avec le livre d'Ida Mett *la Commune de Cronstadt*. Cette fois-ci c'était pour essayer de contrer la critique dévastatrice que Trotsky avait faite du rôle des dirigeants syndicaux anarchistes de la CNT (en cheville avec les stalinien) pour faire capoter la révolution ouvrière espagnole. (Pour plus de détails sur la Révolution espagnole, voir *Révolution et contre-révolution en Espagne : 1936-1938*, de Felix Morrow [Editions La Brèche, 1978].) Peu avant sa mort en 1945, Voline (V.M. Eichenbaum), figure de premier plan de l'anarchisme russe entre 1917 et 1921, ajoutait son autorité au montage antibolchévique avec un ouvrage à charge basé sur les proclamations mensongères des mutins eux-mêmes (Voline, *la Révolution inconnue*, Paris, Belfond). Aujourd'hui, la mouvance anarchiste, qui reprend du poil de la bête, s'empare à nouveau des prétendues atrocités perpétrées par les bolchéviks de Lénine et Trotsky à Cronstadt, afin d'attiser l'anticommunisme des jeunes militants de l'époque post-soviétique.

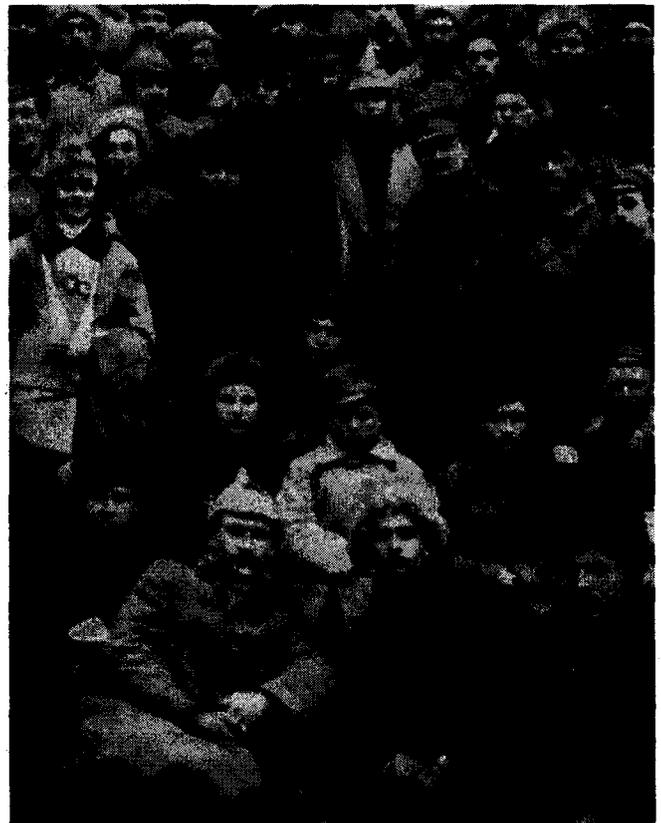
Dès le début, Lénine, Trotsky et d'autres porte-parole bolchéviques avaient fait remarquer que le soulèvement avait été soutenu avec enthousiasme, et même publiquement prédit, par la contre-révolution en exil ; que d'anciens officiers tsaristes de la garnison de Cronstadt, comme le général A. N. Kozlovski, jouaient un rôle de premier plan dans la mutinerie ; que les marins de Cronstadt en 1921 n'étaient plus « la



Carte par Spartacist, adaptée de la *Tragédie de Cronstadt 1921* d'Avrich

fierté et la gloire » de la révolution ouvrière, comme Trotsky les avait appelés en 1917, mais une couche relativement privilégiée et démoralisée liée à la paysannerie. En 1938, Trotsky, dénonçant la trahison des dirigeants anarchistes en Espagne, démolissait aussi les mensonges recyclés sur Cronstadt, dans ses articles « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt » et « Encore sur la répression de Cronstadt ». Il écrivait, cinglant :

« Le gouvernement de "Front populaire" étrangle la révolution socialiste et fusille les révolutionnaires : les anarchistes participent à ce gouvernement et, quand on les chasse,



L. Ia. Leorfidov

Lénine et Trotsky avec les délégués au Dixième Congrès du parti qui ont participé à la répression de la révolte de Cronstadt en mars 1921.

continuent à soutenir les bourreaux. Et leurs avocats et alliés étrangers s'occupent pendant cetemps de la défense de... la rébellion de Cronstadt contre les féroces bolchéviks. Ignoble comédie ! »

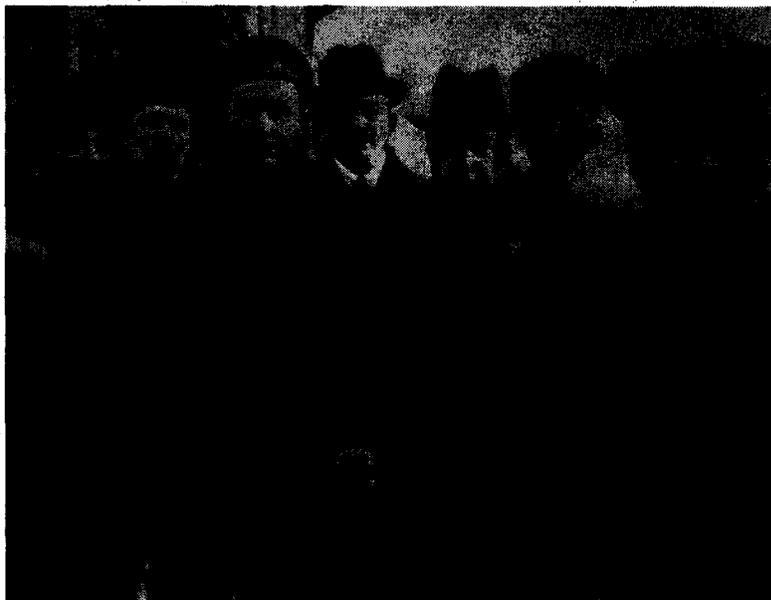
— « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt », 15 janvier 1938

Trotsky enjoignit aussi ses partisans d'entreprendre un travail plus détaillé. Le résultat fut « La vérité sur Cronstadt », de John G. Wright, militant du Socialist Workers Party (SWP) américain, publié pour la première fois dans la revue du SWP *New International* de février 1938 (une version plus développée parut en 1939 dans une brochure de formation). Rassemblant les documents historiques disponibles à l'époque, dont le témoignage de « ceux-là mêmes qui ont préparé, dirigé et tenté d'étendre la mutinerie », Wright démontrait méthodiquement comment les blancs avaient soutenu le soulèvement, et comment les marins étaient politiquement motivés par leurs intérêts de classe petit-bourgeois et manipulés par les forces de la contre-révolution déclarée. (La version longue de l'article de Wright figure dans le recueil *Kronstadt by V. I. Lenin and Leon Trotsky* [Cronstadt par V. I. Lénine et Léon Trotsky], New York, Pathfinder Press, 1979.)

Toutes les recherches historiques sérieuses réalisées depuis ont confirmé la version des bolchéviks. Ceci inclut notamment le livre de l'historien pro-anarchiste Paul Avrich *La Tragédie de Cronstadt 1921* (Paris, Seuil, 1975). Dans notre critique de ce livre, nous le recommandons en expliquant qu'il s'agissait du travail d'un chercheur consciencieux, qui était contraint de conclure que « sa sympathie va aux rebelles tout en concédant que la répression bolchévique fut justifiée » (« Les mythes anarcho-libertaires démontés : Cronstadt et la contre-révolution », *Workers Vanguard* n° 195 et 203, 3 mars et 28 avril 1978).

Les recherches d'Avrich montrent que le principal dirigeant de la révolte, un marin nommé Stepan Petritchenco, qui avait auparavant tenté de rejoindre les blancs, avait aidé à transformer une manifestation de masse en rupture décisive avec le gouvernement bolchévique. Après le soulèvement, Petritchenco s'était enfui en Finlande, alors sous la poigne de fer du baron Mannerheim, ancien général tsariste et garde blanc sanguinaire. Petritchenco s'était alors ouvertement rallié aux gardes blancs concentrés en Finlande, et avait approuvé des plans de « dictature militaire temporaire » destinée à remplacer le pouvoir bolchévique. Avrich avait aussi découvert un « Mémoire sur la question de l'organisation d'un soulèvement à Cronstadt », rédigé par les gardes blancs, qui exposait en détail la situation militaire et politique à l'intérieur de la forteresse et affirmait avoir recruté un groupe de marins de Cronstadt qui se préparaient à jouer un rôle actif dans le soulèvement projeté. Toutefois, Avrich affirmait qu'il n'existait aucune preuve de liens entre les blancs et les marins avant la révolte et reprenait l'argument souvent avancé que si la révolte avait été planifiée, elle aurait été déclenchée quelques semaines plus tard, une fois que la glace avait fondu, rendant impossible une attaque d'infanterie bolchévique.

Les documents rassemblés dans le recueil *Kronstadt'skaia tragedia* de ROSSPEN réfutent définitivement ces objec-



F. Rocker

Stepan Petritchenco (avec une casquette de marin), dirigeant de la mutinerie, accueilli par les réactionnaires blancs en Finlande après s'être enfui de Cronstadt.

tions. Cet ouvrage contient 829 documents originaux (plus 276 autres, dans leur intégralité ou sous forme d'extraits, dans les notes), dont la plupart n'avaient jamais été publiés. Ces documents incluent les récits de participants au soulèvement, dont des marins mutinés et des émissaires gardes-blancs en visite, ainsi que des rapports secrets des blancs ; des mémoires et articles rédigés par plusieurs des 8 000 mutins qui devaient s'enfuir en Finlande après la reconquête de Cronstadt par les bolchéviks ; et les comptes-rendus des interrogatoires des mutins arrêtés par la Tchèque soviétique, la « Commission extraordinaire panrusse pour la répression de la contre-révolution et du sabotage ». Parmi les récits soviétiques de l'époque figure le rapport au soviét de Petrograd du commissaire de la flotte de la Baltique Nikolaï Kouzmine, le 25 mars 1921, et le premier rapport officiel sur l'enquête de la Tchèque, présenté le 5 avril 1921 par le commissaire spécial Iakov S. Agranov. Il est particulièrement intéressant aujourd'hui de pouvoir constater à quel point les récits des mutins qui s'étaient échappés coïncident, pour ce qui est du déroulement des faits, avec les aveux de ceux qui étaient tombés entre les mains des Soviétiques.

La longue introduction de l'historien russe Iouri Chtchetinov, qui avait lui-même fait des recherches sur Cronstadt auparavant, est très utile, car elle fait ressortir les questions en débat et résume les découvertes importantes faites dans les archives. Les documents proviennent d'une multitude de sources soviétiques, blanches, impérialistes, menchéviques, socialistes-révolutionnaires et anarchistes. Ils ont été rassemblés par des chercheurs de neuf fonds d'archives russes, dont les Archives militaires d'Etat russes, les Archives d'Etat russes pour l'histoire socio-politique et les Archives centrales des Services de sécurité fédéraux (FSB), la police politique. L'archiviste chargé de coordonner cette compilation, I. I. Koudriavtsev, a contribué à la préparation des documents issus des archives du FSB, et a rédigé les notes de bas de page, les index et la bibliographie. La notice concernant Trotsky affirme qu'il était « membre

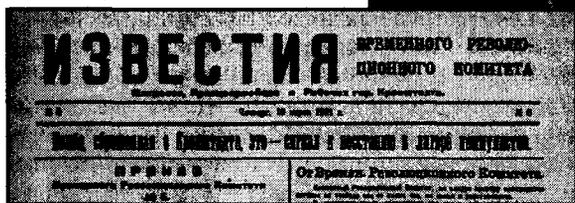


Archives B. N. Kozlovski

Les *Izvestia* des mutins de Cronstadt (ci-dessous) servaient les mêmes intérêts que les contre-révolutionnaires déclarés, les généraux Kozlovski (ci-dessus) et Wrangel.



Archives d'Etat de la Fédération de Russie



d'une loge maçonnique française, exclu apparemment en 1916 ». Cette calomnie grotesque, reflet de la haine contre-révolutionnaire vouée à ce dirigeant bolchévique, est d'autant plus absurde que Trotsky s'est battu pour éradiquer l'influence pernicieuse de la franc-maçonnerie – un problème historique du mouvement ouvrier français – dans le Parti communiste français des premières années.

Un ouvrage récent de l'historien français Jean-Jacques Marie, membre du Parti des travailleurs (PT) de Pierre Lambert, tire argument de cette calomnie pour discréditer l'ensemble du recueil. Il affirme en effet : « Ce recueil est doté d'un abondant appareil de notes qui porte la marque de la police politique, le FSB (l'ancien KGB), et les stigmates de l'obsession du prétendu complot maçonnique qui ravage les nationalistes russes » (Jean-Jacques Marie, *Cronstadt*, Paris, Fayard, 2005). Ceci ne l'empêche pas d'utiliser lui-même abondamment les documents du recueil dans ses propres citations ! Il est vrai que le FSB est imbu de chauvinisme russe, mais cette calomnie contre Trotsky dans *la Tragédie de Cronstadt* n'est pas représentative du travail éditorial dont ce recueil est le résultat. L'importance toute particulière qu'accorde Jean-Jacques Marie à une imaginaire obsession maçonnique dans *la Tragédie de Cronstadt* a plus à voir avec le PT lambertiste, dont les liens avec la franc-maçonnerie sont depuis longtemps un secret de polichinelle dans la gauche française. On pense notamment aux liens étroits entre Lambert, qui fut longtemps un responsable de la fédération syndicale Force ouvrière (FO), et l'ex-dirigeant de FO Marc Blondel, franc-maçon déclaré.

Un certain nombre de sites et de bulletins web anarchistes, confrontés à toutes les nouvelles preuves fournies dans *la Tragédie de Cronstadt*, se sont quant à eux rabattus sur un commentaire de deuxième main par Israël Getzler,

chercheur à l'Université hébraïque (« Le rôle des dirigeants communistes dans la tragédie de Cronstadt de 1921 à la lumière de documents d'archives récemment publiés », *Revolutionary Russia*, juin 2002). Getzler fait du rapport Agranov la « pièce capitale », bien que ledit rapport ait été rédigé à la hâte quelques jours seulement après la mutinerie, sans qu'Agranov ait pu avoir accès aux meneurs de la révolte ni à beaucoup des documents figurant dans le recueil récemment publié. Getzler extrait ensuite de ce rapport initial un passage isolé, et prétend qu'Agranov avait établi « que le mouvement des marins était "entièrement spontané" » et que ses « conclusions contredisent complètement la ligne officielle ». C'est du sophisme, pas le fruit d'un travail de chercheur !

La « ligne officielle » des bolchéviks n'était pas que Cronstadt avait été un complot garde-blanc et impérialiste du début à la fin et de haut en bas, mais que ce soulèvement servait les intérêts de la contre-révolution, qui l'avait d'ailleurs approuvé et soutenu sans réserve. C'est même corroboré par le bref passage d'Agranov cité par Getzler, qui affirme : « le soulèvement avait pris un caractère systématique et il était dirigé par la main expérimentée des vieux généraux » (Agranov, Rapport au présidium de la Tchèque, 5 avril 1921 ; reproduit dans le recueil *la Tragédie de Cronstadt* [traduit par nos soins]).

En fait, comme nous allons le voir, les nombreux documents du recueil russe *la Tragédie de Cronstadt*, que Getzler ignore soigneusement, montrent bel et bien qu'il y avait effectivement un complot contre-révolutionnaire au cœur de la « révolution des travailleurs » de Cronstadt, qui était loin d'être « entièrement spontanée ». Ils révèlent, avec un luxe de détails dénués d'ambiguïté, l'étendue et l'ampleur de l'activité organisée des gardes blancs à Cronstadt et ses alentours, ce qui correspond au memorandum anonyme découvert par Avrigh. De fait, un de ces documents nouvellement publiés a été écrit par G. F. Tseidler, le fameux agent blanc qu'Avrigh soupçonnait d'être l'auteur du memorandum. Cet agent du « Centre national » contre-révolutionnaire raconte fièrement comment des émigrés réactionnaires venus de Finlande (sous le couvert d'une délégation de la Croix-Rouge) avaient été accueillis à Cronstadt à bras ouverts par Petritchenco et d'autres dirigeants de la mutinerie. Un autre rapport, rédigé par le général G. E. Elvengren, important agent des blancs résidant en Finlande, affirme non seulement que c'est une organisation de gardes blancs de Cronstadt qui a fomenté le soulèvement, mais explique pourquoi celui-ci a été déclenché plus tôt que prévu. De nombreux témoignages de première main particulièrement intéressants attestent que Petritchenco et ses alliés avaient systématiquement employé des subterfuges pour entraîner derrière eux une partie de la garnison ; ils montrent bien l'action d'une main occulte derrière le soulèvement.

Pour préparer cet article, nous avons aussi consulté un certain nombre de documents en russe, aussi bien des sources primaires que secondaires. Parmi ces documents figure une série d'articles sur la mutinerie de Cronstadt publiés en 1930-1931 dans *Krasnaia Letopis*, la revue historique de Leningrad, et notamment une analyse de

l'historien soviétique A. S. Poukhov sur comment la composition sociale de la garnison de Cronstadt s'était modifiée entre 1917 et 1921. Nous avons aussi consulté Iouri Chtchetinov lui-même, qui a écrit l'introduction de *la Tragédie de Cronstadt* en russe, et qui nous a transmis des extraits de son livre *Kronstadt, mars 1921 g.* (Cronstadt, mars 1921), dont la publication a été suspendue en 1992 lorsque Eltsine s'est emparé des rênes du pouvoir. Tous les passages de *la Tragédie de Cronstadt* et des autres textes en russe ont été traduits par nos soins.

Le caractère de classe de la mutinerie de Cronstadt

Dans « La vérité sur Cronstadt », le trotskyste John G. Wright avait totalement démolé le mythe anarchiste selon lequel les rebelles de Cronstadt étaient juste une masse indifférenciée de travailleurs luttant avec altruisme pour l'idéal des « soviets libres ». Cette conception dissimule les forces de classe différentes – et parfois opposées – qui étaient à l'œuvre. Les anarchistes, qui rejettent la conception matérialiste des classes sociales et divisent le monde entre puissants et impuissants, riches et pauvres, mettent donc dans le même sac les petits propriétaires paysans et les ouvriers d'usine citadins, sous l'étiquette « peuple » sans différenciation de classe. Mais les paysans ne sont pas intrinsèquement collectivistes et anticapitalistes ; ce sont plutôt de petits entrepreneurs qui veulent acheter au prix le plus bas et vendre au prix le plus élevé. Comme le note Wright :

« Le présupposé que soldats et marins pouvaient s'engager dans une insurrection sous un mot d'ordre politique de "soviets libres" est en soi absurde [...]. Ces gens ne pouvaient avoir été poussés à l'insurrection que par des besoins et des intérêts économiques profonds. C'étaient les besoins et les intérêts des pères et des frères de ces marins et soldats, c'est-

à-dire de paysans, en tant que vendeurs et acheteurs de produits alimentaires et de matières premières. Autrement dit, la mutinerie était l'expression de la réaction de la petite bourgeoisie contre les difficultés et les privations imposées par la révolution prolétarienne. »

– Wright, « La vérité sur Cronstadt »

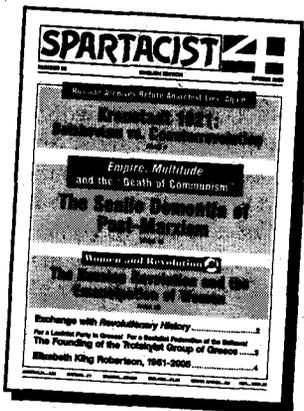
La révolution ouvrière russe s'était produite dans un pays arriéré, paysan dans son écrasante majorité, créant, suivant l'expression de Trotsky, une dictature du prolétariat reposant sur la paysannerie pauvre. La survie à long terme de la Russie soviétique ne pouvait être assurée que par l'extension de la révolution socialiste aux puissances industrielles avancées d'Europe de l'Ouest et au reste du monde. En attendant, le soutien ou la neutralité des masses paysannes était quelque chose de crucial pour la sauvegarde de la révolution. Cela signifiait rallier à sa cause les paysans les plus pauvres en leur fournissant des biens de consommation, des tracteurs et autres produits manufacturés, pour finalement jeter les bases d'un prolétariat rural basé sur de grandes fermes collectives.

Mais en cet hiver de 1920-1921, après sept ans de guerre impérialiste puis de guerre civile, la Russie soviétique était en ruines. Les armées de quatorze Etats capitalistes avaient envahi la Russie révolutionnaire, soutenant des armées qui se battaient pour restaurer le capitalisme. Ces dernières étaient commandées par d'anciens officiers tsaristes comme Denikine, Koltchak, Wrangel, Ioudenitch et autres, qui avaient ravagé le pays et massacré systématiquement Juifs et communistes, militants ouvriers et paysans récalcitrants. L'industrie et les transports étaient paralysés et, dans les grandes villes dépeuplées, la faim régnait. A la campagne, la famine et des épidémies, d'une ampleur jamais vue depuis des siècles, avaient même conduit au cannibalisme. Tout ceci était exacerbé par un blocus économique des impéria-

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

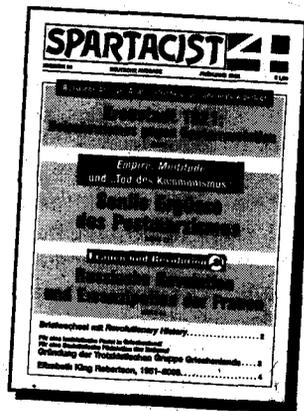
Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



English edition No. 59
(56 pages) US \$1,50



Edition française n° 36
(60 pages) 1,50 € / 2 \$CDn



Deutsche Ausgabe Nr. 25
(64 Seiten) €1,50



Edición en español No. 33
(64 páginas) €1,50

Précédents numéros disponibles. Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
ou : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
ou : Spartacist Canada, C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

listes. Pour faire face à ces calamités, les bolchéviks avaient improvisé une politique qu'ils appelèrent « communisme de guerre ». Il s'agissait essentiellement de réquisitionner des céréales chez les paysans pour nourrir les villes et approvisionner l'Armée rouge. Pendant toute la guerre civile, les masses paysannes avaient accepté cela comme un moindre mal, préférable au retour des hobereaux blancs.

À l'automne 1920, les principales forces blanches et impérialistes avaient finalement été vaincues. Mais les troupes blanches occupaient toujours les rivages de la mer Noire près de la Géorgie ; l'armée japonaise allait demeurer dans l'Extrême-Orient soviétique jusqu'à la fin de 1922 et, en Turquie, Wrangel commandait toujours 80 000 hommes en armes. Et c'est à ce moment-là que le ressentiment paysan explosa. Chtchetinov note que « Fin 1920-début 1921, des soulèvements armés éclatèrent dans les districts de Tambov et de Voronej, dans la région de la Volga centrale, dans le bassin du Don, dans le Kouban et en Sibérie occidentale. Il y eut à cette époque jusqu'à plus de 200 000 rebelles anti-bolchéviques » (Chtchetinov, introduction à *la Tragédie de Cronstadt*). Certains parmi ceux-là faisaient partie des deux millions de soldats et plus qui avaient été démobilisés par l'Armée rouge à la fin de la guerre civile. En Ukraine, une armée assez importante de partisans paysans, rassemblés autour de l'aventurier anarchiste Nestor Makhno, était maintenant en révolte contre le pouvoir soviétique. Comme le faisait remarquer Trotsky :

« Seul un homme à l'esprit tout à fait creux peut voir dans les bandes de Makhno ou dans l'insurrection de Cronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et du socialisme d'Etat. Ces mouvements étaient en fait les convulsions de la petite bourgeoisie paysanne, laquelle voulait assurément s'affranchir du capital, mais en même temps n'était nullement d'accord pour se soumettre à la dictature du prolétariat. Elle ne savait pas concrètement ce qu'elle voulait elle-même, et, de par sa situation, ne pouvait pas le savoir. »

– « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt »

Cette agitation et ces révoltes de paysans constituaient un terrain fertile pour qui voulait faire de l'agitation et organiser des complots contre-révolutionnaires.

Cette situation a eu une influence directe sur les événements de Cronstadt. En 1917 il y avait dans l'armée tsariste une écrasante majorité de paysans, mais dans la flotte de la Baltique – là où on avait besoin de compétences mécaniques et techniques – les ouvriers étaient légèrement en majorité. Pourtant au fur et à mesure que ces combattants, dont la conscience de classe était la plus élevée, partaient pour les fronts de la guerre civile ou occupaient des postes de direction dans l'appareil du nouvel Etat ouvrier, ils étaient remplacés par des couches sociales plus arriérées et plus fortement paysannes – dont, vers 1920-1921, une quantité non négligeable de recrues paysannes originaires des zones rebelles de l'Ukraine.

Les profondes divisions au sein du Parti communiste sur quelle direction prendre après le « communisme de guerre » et comment revigorer la *smytchka* (l'alliance de la paysannerie avec l'Etat ouvrier) ont aussi joué un rôle dans la situation. Dans les mois qui précédèrent la mutinerie, une vive controverse, la « discussion sur les syndicats », avait opposé Trotsky à Lénine. Zinoviev, profitant de l'entêtement de Trotsky, avait mobilisé sa base dans la région de Petrograd-Cronstadt contre ce dernier, en qui il voyait un rival au sein de la direction du parti. A Cronstadt, Zinoviev avait aussi laissé entrer beaucoup de gens arriérés dans les rangs du



Une caricature représentant « l'Ukraine insurgée » à l'époque de la révolte de Makhno dépeint l'hostilité paysanne aux réquisitions de céréales : « Vous demandez mon pain ? Voilà du pain pour vous ! »

parti et, en même temps, il encourageait une atmosphère empoisonnée dans les débats internes au parti. Ce pourrissement du climat dans le Parti communiste de Cronstadt joua un rôle crucial dans le développement de la mutinerie, comme le notait Agranov dans son rapport à la Tchèque.

L'éruption de Cronstadt

La révolte de Cronstadt débuta au lendemain des manifestations ouvrières qui eurent lieu à Petrograd à partir du 20 février, quand une crise du combustible força les principales usines à fermer. Par une combinaison de concessions aux ouvriers et d'arrestations des principaux agitateurs menchéviks, le gouvernement mit rapidement fin aux manifestations sans aucune effusion de sang. Pourtant le 25 février des rumeurs qu'on avait tiré sur les ouvriers et bombardé les usines parvinrent à Cronstadt.

Des délégations de marins des navires de guerre *Petro-pavlovsk* et *Sébastopol* se rendirent à Petrograd et constatèrent que ces rumeurs étaient sans fondement. Mais quand elles retournèrent à Cronstadt, le 27 février, elles ne démentirent pas ces fausses rumeurs, au contraire : de nouveaux mensonges y furent ajoutés – notamment que des milliers de marins avaient été arrêtés à Petrograd. On distribua des armes aux marins de Cronstadt. Des meetings à bord des navires, le 28 février, furent rapidement suivis le 1^{er} mars par un grand rassemblement sur la place de l'Ancre de Cronstadt, qui adopta une liste de revendications, et le 2 mars par une conférence de délégués pour discuter de nouvelles élections au soviet local. Au cours de ces réunions, les orateurs communistes n'eurent pas le droit de prendre la parole.

Kouzmine, le commissaire de la flotte de la Baltique, et deux autres dirigeants communistes avaient été arrêtés lors du meeting du 2 mars – prétendument pour garantir la « liberté authentique » des élections ! Lorsqu'une proposition fut faite d'arrêter tous les autres communistes présents au meeting, et que les délégués hésitèrent, il fut annoncé de

façon théâtrale que des détachements communistes armés étaient sur le point d'encercler la salle et d'arrêter tous les participants – ce qui était totalement faux. La suite est décrite de façon saisissante par un témoin communiste cité par Chtchetinov :

« Dans la confusion panique, on poussa à faire voter précipitamment quelque chose. Quelques minutes plus tard, le président du meeting, Petritchenco, réclamait le silence et annonçait que "Le comité révolutionnaire, formé du présidium et élu par vous, déclare : "Tous les communistes présents doivent être appréhendés, et ne seront pas relâchés tant que la situation ne sera pas clarifiée." En deux, trois minutes, tous les communistes présents étaient appréhendés par des marins armés. »

– cité dans Chtchetinov, introduction à
la Tragédie de Cronstadt

En fait le « Comité révolutionnaire provisoire » (CRP) s'était déjà « élu » avant, et il avait *la nuit précédente* envoyé aux différents bastions de Cronstadt des messages qui déclaraient : « Au vu de la situation présente à Cronstadt, le parti communiste est chassé du pouvoir. C'est le Comité révolutionnaire provisoire qui dirige. Nous demandons à tous les camarades non membres du parti de prendre en mains le contrôle des affaires » (« A tous les bastions de Cronstadt », 2 mars 1921, 1h35 du matin ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*). C'était un avant-goût des « soviets libres » à la sauce anarchiste !

Une fois la mutinerie déclenchée, plus de 300 communistes furent emprisonnés ; des centaines d'autres s'enfuirent. Comme le souligna Agranov :

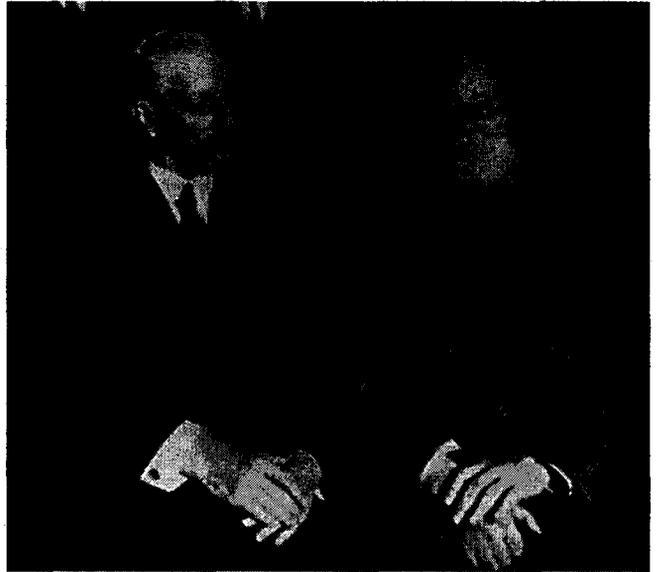
« La répression menée par le CRP contre les communistes demeura fidèle à la révolution communiste contredit totalement les intentions soi-disant pacifiques des rebelles. Pratiquement tous les procès-verbaux des séances du CRP indiquent que la lutte contre les communistes toujours en liberté, et contre ceux qui étaient emprisonnés, est demeurée constamment au centre de ses préoccupations. Dans la dernière phase, ils ont été jusqu'à menacer de créer des cours martiales d'urgence, bien qu'ils prétendent être contre la peine de mort. »

– Agranov, Rapport au présidium de la Tcheka,
5 avril 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*

C'est le commandant de la prison, qui n'était autre qu'un *anarchiste* du nom de Stanislav Choustov, qui avait proposé de fusiller les dirigeants communistes. Dans son rapport à la séance du 25 mars 1921 du soviet de Petrograd, Kouzmine, le commissaire de la flotte, expliquait comment la menace d'exécutions en masse avait été à deux doigts de se réaliser : au petit matin du 18 mars, Choustov avait mis une mitrailleuse en batterie devant la cellule de Kouzmine, qui contenait 23 prisonniers. C'est seulement l'avancée de l'Armée rouge sur la mer gelée qui l'empêcha de massacrer les communistes.

Un programme de contre-révolution

Comme le faisait remarquer Lénine, il y avait « très peu de choses concrètes, précises, définies » dans les mots d'ordre de Cronstadt (« L'impôt en nature », 21 avril 1921). Y figuraient de nouvelles élections aux soviets ; aucune restriction pour les partis anarchistes et socialistes de gauche ; aucun contrôle sur les organisations syndicales ou paysannes ; la libération des prisonniers menchéviques et SR de gauche et des personnes arrêtées au cours de la récente vague d'agitation rurale et urbaine ; l'égalité des rations ; et la revendication centrale, « accorder aux paysans la pleine liberté d'action sur toutes les terres comme bon leur semblera, et le droit de posséder du bétail, dont ils devront



ITAR-TASS

Le dirigeant Cadet Pavel Milioukov (à gauche) avec l'anarchiste Pierre Kropotkine lors de la « Conférence d'Etat » contre-révolutionnaire d'août 1917 à Moscou

s'occuper eux-mêmes, c'est-à-dire sans recourir au travail salarié » (résolution du 1^{er} mars, reproduite dans *la Tragédie de Cronstadt*). Si ce programme petit-bourgeois de commerce sans restrictions et d'opposition à toute planification économique avait été appliqué, il aurait rapidement engendré une nouvelle classe capitaliste parmi les paysans, les artisans et les gestionnaires d'entreprises les plus prospères, et il aurait ouvert la porte au retour des anciens capitalistes et des impérialistes.

Ce programme avait été soigneusement confectionné pour coller aux préjugés paysans des marins. Les mutins exigeaient l'abolition des sections politiques et des détachements communistes de choc dans toutes les unités militaires, ainsi que de la garde communiste dans les usines. Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets et non aux partis » était simplement de la démagogie petite-bourgeoise destinée à bernier les marins et à les pousser à soutenir la contre-révolution. En pratique, il signifiait « A bas les communistes ! » Les partisans les plus clairvoyants de la contre-révolution comprenaient bien que, quels que soient les mots d'ordre, une fois les communistes chassés du pouvoir, il ne serait plus difficile de restaurer le capitalisme. Dans les pages de son journal à Paris, Pavel Milioukov, le chef des Constitutionnels-démocrates (Cadets) conseillait à ses congénères réactionnaires d'accepter le mot d'ordre « A bas les bolchéviks ! Vive les soviets ! » Comme cela signifiait probablement que le pouvoir ne passerait que temporairement « aux socialistes modérés », le perspicace bourgeois Milioukov argumentait : « Non seulement les monarchistes, mais d'autres candidats au pouvoir vivant à l'étranger n'ont absolument aucune raison de s'impatisier » (*Poslednie Novosti*, 11 mars 1921 ; cité par Wright, « La vérité sur Cronstadt »).

Quel sens la revendication de « soviets libres » pouvait-elle avoir dans le contexte de la Russie soviétique de 1921 ? Beaucoup des ouvriers les plus avancés avaient combattu dans l'Armée rouge et étaient morts au combat, ou alors ils

avaient été appelés à des postes administratifs importants. Comme les usines avaient été décimées et privées de leurs meilleurs éléments, les soviets s'étaient atrophiés. C'est la couche de cadres à l'intérieur du Parti communiste qui préservait le régime de la démocratie ouvrière.

Toutes les tendances socialistes et anarchistes avaient été vidées de leurs militants subjectivement révolutionnaires, qui avaient rejoint les bolchéviks, soit individuellement, soit par regroupements. En 1917 les anarchistes avaient pendant un temps acquis une certaine influence parmi les éléments les plus instables du prolétariat et de la garnison de Petrograd, à cause de leur attitude hostile au gouvernement provisoire capitaliste. Mais, après la révolution d'Octobre, les meilleurs des anarcho-syndicalistes, comme Bill Shatov, un Américain d'origine russe qui avait été un membre influent de l'Industrial Workers of the World aux Etats-Unis, s'étaient ralliés aux bolchéviks pour défendre la révolution ouvrière. Les autres s'étaient tournés vers la criminalité ou le terrorisme contre l'Etat ouvrier, commettant vols à main armée ou même un attentat à la bombe contre le siège du Parti communiste à Moscou en 1919. Les partis « socialistes » qui s'étaient ralliés au gouvernement provisoire, c'est-à-dire les menchéviks et les SR de droite, étaient en 1921 devenus des coquilles vides et des laquais de la contre-révolution. Les SR de gauche, après avoir un court moment participé au gouvernement soviétique, s'étaient ralliés en 1918 aux groupes terroristes clandestins contre l'Etat ouvrier. Les menchéviks prétendaient respecter la légalité soviétique, mais oubliaient cet engagement à chaque fois que les capitalistes avaient une occasion de renverser la république soviétique.

A Petrograd, ce qui restait des SR, des menchéviks et des divers groupes anarchistes s'était regroupé dans une « Assemblée des plénipotentiaires des usines et ateliers de Petrograd ». Ce mystérieux bloc autoproclamé collaborait avec une organisation monarchiste récemment constituée, l'« Organisation de combat de Petrograd » (OCP), et ce de l'aveu même de l'OCP (rapport de l'OCP au département d'Helsinki du Centre national, rédigé après le 28 mars 1921, reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*). L'OCP imprimait même les tracts des menchéviks ! Le 14 mars, l'Assemblée publiait un tract en solidarité avec Cronstadt, qui ne disait pas un mot sur le socialisme ou les soviets, mais appelait par contre à un soulèvement contre « le régime communiste sanguinaire » au nom de « tout le pouvoir au peuple » (« Appel à tous les citoyens, ouvriers, soldats de l'Armée rouge et marins », 14 mars 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*).

La presse des mutins prétendait qu'il y avait des soulèvements de masse à Petrograd et à Moscou, mais le dirigeant menchévique Fiodor Dan lui-même dut admettre, dans un livre publié en 1922, qu'« il n'y avait pas de plénipotentiaires » et que « la mutinerie de Cronstadt n'a bénéficié d'absolument aucun soutien de la part des ouvriers de Petrograd » (cité dans « Les menchéviks dans la mutinerie de Cronstadt », *Krasnaia Letopis*, 1931, n° 2). « Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique » explique Trotsky (« Beau coup de tapage autour de Cronstadt », 15 janvier 1938). Il est intéressant de noter que même la tendance semi-syndicaliste de l'Opposition ouvrière, l'aile du Parti communiste qui enten-

dit défendre avec le plus d'ardeur les intérêts économiques immédiats des travailleurs, a participé à l'écrasement du soulèvement de Cronstadt.

Duplicité et tromperies

Le rapport Agranov notait que « tous les participants à la mutinerie ont soigneusement dissimulé leur identité de parti sous le drapeau des sans-parti » (Agranov, Rapport au présidium de la Tcheka). Les dirigeants de la mutinerie manœuvraient habilement. Par exemple, Petritchenco, le chef du CRP, recula lorsque, le 1^{er} mars, au cours d'un meeting précédant le rassemblement de la place de l'Ancre, sa proposition d'autoriser tous les partis socialistes fut repoussée avec hostilité par les marins. D'après Kouzmine, la foule avait crié à Petritchenco « C'est la liberté pour les SR de droite et les menchéviks ! Non ! Pas question ! [...] Leurs assemblées constituantes, on les connaît ! Nous n'avons pas besoin de ça ! » (rapport de Kouzmine, rapport sténographié au soviet de Petrograd, 25 mars 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*). Déjà dans *la Tragédie de Cronstadt 1921* de Paul Avrich, on avait pu constater à quel point le mot d'ordre de « soviets libres » avancé par Petritchenco était cynique et calculé. Il y avait d'autres adversaires du pouvoir soviétique dans le CRP : deux d'entre eux étaient des menchéviks ; un troisième était membre du parti bourgeois des Cadets, tandis que Sergueï Poutine, le rédacteur en chef des *Izvestia du CRP*, le journal des rebelles, était un vieux sympathisant des Cadets. L'un des menchéviks, Vladislav Valk, était ouvertement favorable à une assemblée constituante, c'est-à-dire à un parlement bourgeois. Le Cadet du CRP, Ivan Orechine, révèle le cynisme avec lequel ces dirigeants manipulaient les marins. Dans un article publié peu après la mutinerie dans un journal émigré, il écrivait :

« Le soulèvement de Cronstadt a éclaté sous le prétexte de remplacer l'ancien soviet, dont le mandat avait expiré, par un nouveau soviet basé sur le vote à bulletin secret. La question du suffrage universel, étendant le droit de vote aussi à la bourgeoisie, a été soigneusement évitée par les orateurs de la manifestation [du 1^{er} mars]. Ils ne voulaient pas susciter parmi les insurgés eux-mêmes d'opposition que les bolchéviks auraient pu utiliser [...]. Ils n'ont pas parlé d'assemblée constituante, mais ils pensaient pouvoir y arriver progressivement, via des soviets librement élus. »

— Orechine, *Volia Rossii* (avril-mai 1921) ; cité dans

Chhtchetinov, introduction à *la Tragédie de Cronstadt*

La pauteur réactionnaire des gardes blancs régnait de plus en plus ouvertement dans Cronstadt à mesure que la mutinerie se développait et que les efforts pour rallier les ouvriers de Petrograd avec des proclamations sur les « soviets libres » tournaient court. Dès le 4 mars, le commandant du *Sébastopol* donna un ordre écrit qui parlait de « la Russie, torturée et démembrée, qui souffre depuis longtemps » et du devoir « envers la mère patrie et le peuple russe » (cité dans Agranov, « Rapport au présidium de la Tcheka », 5 avril 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt* de ROSSPEN). Le 15 mars, ce genre de langage fit son apparition dans un appel officiel du CRP. Adressé en premier lieu aux émigrés blancs, les « Russes qui ont été arrachés à une Russie qui gît déchirée, les membres écartelés », cet appel déclarait : « Nous luttons pour le renversement du joug du parti, pour un authentique pouvoir des soviets, et ensuite, que la libre volonté du peuple décide comment il veut se gouverner lui-même » (« Appel des

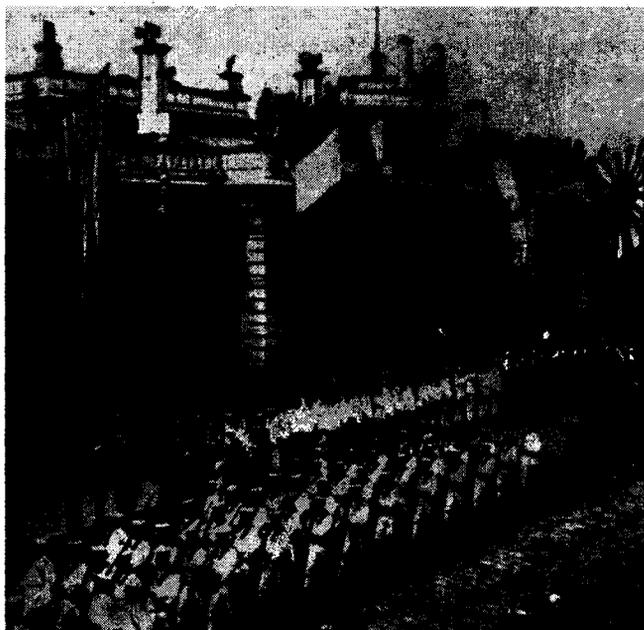
habitants de Cronstadt », 15 mars 1921 ; reproduit *ibid.*) Cet appel se terminait, de façon révélatrice, en évoquant non pas les « soviets libres » mais la « sainte cause des travailleurs russes » pour « construire une Russie libre ». C'était sans ambiguïté un appel à une contre-révolution « démocratique ». Le 21 mars, trois jours après sa dispersion, le CRP en exil publia un appel encore plus explicite qui proclamait : « A bas la dictature du parti, vive la Russie libre, vive le pouvoir élu par le peuple russe tout entier ! » (« Aux paysans et ouvriers opprimés de Russie », 21 mars 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*).

Il convient de noter que l'appel du 15 mars avait été rédigé par Petritchenco pour répondre à la demande de l'état-major qui souhaitait que le CRP s'assure une aide extérieure à Cronstadt. Le même jour, le CRP envoyait secrètement deux de ses membres en Finlande pour y chercher de l'aide. Le 17 mars, quand Petritchenco et le CRP tentèrent de faire appliquer la décision des officiers qui voulaient que les équipages du *Petropavlovsk* et du *Sébastopol* abandonnent leurs navires, fassent sauter leur artillerie et s'enfuient en Finlande, ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. L'immense majorité des équipages se révolta, sauva les navires et arrêta tous les officiers et membres du CRP qui leur tombaient sous la main (cité dans Agranov, Rapport au présidium de la Tchèque).

Les impérialistes, les officiers tsaristes et le CRP

Si la mutinerie de Cronstadt était une « révolution », c'était une révolution bien étrange – soutenue par les impérialistes, les monarchistes et capitalistes russes et leurs larbins menchéviks et SR ! La révolte, comme le faisait remarquer Trotsky dans un article du 23 mars 1921, avait provoqué une hausse immédiate des cours à la Bourse de Paris et à celle de Bruxelles, et en particulier des valeurs russes (« Cronstadt et la Bourse », *Kronstadt by V. I. Lenin and Leon Trotsky*). Les forces émigrées vaincues avaient rassemblé en toute hâte des unités de combat. Un ancien membre de l'entourage du général Denikine, N. N. Tchebitchev, le raconte dans un article publié le 23 août 1924 dans la presse émigrée : « Les officiers blancs relevaient la tête et commençaient à chercher le moyen d'aller participer au combat à Cronstadt. Personne ne se préoccupait de savoir qui était là-bas – SR, menchéviks ou bolchéviks désenchantés par le communisme, mais toujours favorables aux soviets. Ce fut une explosion d'enthousiasme parmi les émigrés. Tout le monde reprenait espoir » (cité dans Tchetchetinov, introduction *ibid.*)

Les chefs émigrés, dont les appels aux Etats d'Europe de l'Ouest n'avaient auparavant rencontré aucun écho, étaient maintenant traités avec tous les égards. Avrich, tout en reconnaissant que la France avait peut-être accordé une aide, soutenait dans *la Tragédie de Cronstadt 1921* que les blancs avaient été pour l'essentiel éconduits et que des obstacles diplomatiques occidentaux leur avaient barré la route. En fait, la France et la Grande-Bretagne se sont abstenues d'intervenir ouvertement, mais elles ont encouragé les petits Etats voisins de la Russie à aider la mutinerie. Le ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Curzon, avait envoyé le 11 mars à son représentant à Helsinki le télégramme suivant : « Le gouvernement de Sa Majesté n'est pas prêt à intervenir lui-même d'une manière ou d'une autre pour aider les révolutionnaires. Très confidentiel : il n'y a toute-



Boni and Liveright

Les troupes impérialistes défilent à Vladivostok sous les drapeaux américain, français, britannique et japonais pendant la guerre civile.

fois pour vous aucune raison de conseiller au gouvernement finlandais d'avoir la même attitude, ou d'empêcher des associations privées ou des individus de les aider s'ils le souhaitent » (*Documents sur la politique étrangère britannique, 1919-1939* [Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1961]). Nous nous contenterons de noter que le ravitaillement de Cronstadt en vivres, de même que la concentration de forces expéditionnaires blanches en Finlande, purent s'effectuer sans rencontrer d'obstacle sérieux.

Dans son rapport à la Tchèque en 1921, Agranov montre bien comment le général Kozlovski et d'autres officiers bourgeois de l'état-major ont joué un rôle central. Les anarchistes ont longtemps prétendu que ces officiers ne jouaient qu'un rôle de conseillers, et que de toutes façons c'est le gouvernement bolchévique qui les avait mis là en tant que spécialistes militaires. Ces officiers, pour lesquels l'immense majorité des marins avait une profonde méfiance, sont certainement restés très discrets. Mais, auparavant, ils servaient sous la stricte supervision des commissaires communistes. Or ceux-ci étaient maintenant emprisonnés, et c'était les généraux qui étaient aux commandes. Le 2 mars, lors de la réunion où il démettait de ses fonctions le commissaire de la forteresse de Cronstadt (V. P. Gronov), Kozlovski s'écriait : « Vous avez fait votre temps. Maintenant je vais faire ce qui doit être fait » (cité dans « Cronstadt sous le pouvoir des ennemis de la révolution », A. S. Poukhov, *Krasnaia Letopis*, 1931, n° 1). De plus, un officier supérieur arrêté au lendemain de la mutinerie confirma que pour les questions opérationnelles quotidiennes, « Le président du CRP [Petritchenco] s'en remettait normalement aux décisions du chef de la défense [Solovianov, le commandant du fort, un tsariste] et ne soulevait aucune objection aux activités opérationnelles de celui-ci » (procès-verbal de l'interrogatoire par la Tchèque de P. A. Zelenoi, 26 mars 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*).

Des officiers comme Kozlovski constituaient un lien extrêmement précieux avec les militaires émigrés blancs,

aux côtés desquels ils avaient servi dans l'armée tsariste. Parmi ceux-ci figuraient le baron P. V. Vilken, l'ancien commandant du *Sébastopol*, qui était lié à l'« Organisation navale », un nid d'espions blancs basé à Londres et étroitement surveillé par le Département extérieur de la Tchéka soviétique. Les services de renseignements soviétiques ont maintenant rendu publics la correspondance et les transferts de fonds de cette Organisation navale, qu'ils avaient interceptés. Le premier d'une série de télégrammes, décrit comme « proposant les mesures nécessaires pour soutenir la mutinerie de Cronstadt en Russie », et envoyé le 25 février 1921, chargeait un agent de recevoir « 400 livres sterling et de les envoyer via deux chèques à Helsinki, qui a besoin de l'argent début mars » (*Rouskaia voennaia emigratsiia 20-kh-40-kh godov* [L'émigration militaire russe des années 1920-1940], tome I [Moscou, Gueia, 1998]).

Les apologistes « de gauche » de la mutinerie sont bien obligés d'admettre que les impérialistes ont acclamé le soulèvement, mais ils affirment que les mutins eux-mêmes n'avaient rien à voir avec les impérialistes ou les blancs. Les anarchistes se plaisent à citer l'éditorial des *Izvestia* du CRP du 6 mars 1921 qui se pose en adversaire vigilant des blancs : « Ouvrez l'œil. Ne laissez pas les loups déguisés en brebis envahir la bergerie » (cité dans Paul Avrich, *la Tragédie de Cronstadt 1921*). Mais nous savons maintenant que deux jours après la parution de cet éditorial, le CRP, derrière le dos des marins, accueillait toute une meute de ces loups – dont un émissaire spécial du « Centre administratif » des SR ; un agent des services spéciaux finlandais ; deux représentants des monarchistes de l'« Organisation de combat de Petrograd » ; et quatre officiers gardes-blancs, dont Vilken.

Officiellement Vilken et un autre officier, le général Iavit, faisaient partie d'une délégation de trois représentants de la « Croix-Rouge » envoyée de Finlande par G. F. Tseidler, un agent du « Centre national ». D'après un rapport détaillé rédigé par Tseidler à l'attention du siège de la Croix-Rouge russe, qui servait de couverture aux blancs, cette délégation avait été immédiatement invitée à participer à une réunion conjointe du CRP et des officiers de l'état-major, pour y conclure un accord sur le ravitaillement de Cronstadt. Tseidler raconte qu'un membre du CRP ayant demandé « si le CRP avait le droit d'accepter l'aide proposée sans consulter d'abord le public qui l'avait élu » – car celle-ci pourrait être considérée comme la preuve qu'il s'était « vendu à la bourgeoisie » – avait vu son objection écartée avec l'argument que « nous ne pouvons pas avoir des meetings de masse en permanence » (Tseidler, « L'activité de la Croix-Rouge pour organiser l'aide alimentaire à Cronstadt », 25 avril 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*).

Un article paru en 1922 dans un journal-émigré publié en Finlande par Alexandre Koupolov, un ancien membre désillusionné du CRP, fournit une preuve supplémentaire des machinations réactionnaires qui se sont faites derrière le dos des marins. Cet article fit scandale dans la Finlande dominée par les gardes blancs ; Koupolov retourna par la suite en Union soviétique, où il fut arrêté puis libéré après avoir accepté de travailler pour la Tchéka. Il écrit :

« Le CRP, voyant que Cronstadt se remplissait d'agents d'une organisation monarchiste, publia une déclaration affirmant qu'il n'entamerait pas de négociations avec des partis non socialistes, et qu'il n'accepterait aucune aide de leur part.

« Mais pendant que le CRP publiait cette déclaration, Petri-

tchenko et l'état-major travaillaient secrètement en liaison avec les monarchistes et préparaient le terrain pour renverser le comité [...] »

– Koupolov, « Cronstadt et les contre-révolutionnaires russes en Finlande : d'après les notes d'un ancien membre du CRP », *Pout'*, 4 janvier 1922, reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*

D'après Koupolov, Vilken avait aussi proposé « une force armée de 800 hommes » – que le CRP, « tenant compte du sentiment de la garnison, décida à la majorité de refuser ».

Un autre membre du CRP, un anarchiste du nom de Perepelkine, déclara à l'officier de la Tchéka qui l'interrogeait qu'il s'était inquiété du rôle prépondérant joué par Vilken dans la mutinerie. D'après N. P. Komarov, responsable régional de la Tchéka pour Petrograd, Perepelkine déclara ce qui suit :

« Et là j'ai vu l'ancien commandant du *Sébastopol*, le baron Vilken, avec qui j'avais autrefois navigué. Et c'est lui qui selon le CRP était le représentant de la délégation qui nous a proposé de l'aide. J'étais scandalisé par ça. J'ai rassemblé tous les membres du CRP, et j'ai dit, donc voilà la situation où nous sommes, et avec qui nous sommes forcés de discuter. Petritchko et d'autres me sont tombés dessus, en disant "Quand nous manquerons de nourriture et de médicaments – les réserves seront épuisées le 21 mars – serons-nous censés nous rendre aux assaillants ? Il n'y avait pas d'autre issue", ont-ils dit. J'ai arrêté de discuter, et j'ai dit que j'accepterais la proposition. Et le deuxième jour, nous avons reçu 400 pouds de nourriture et des cigarettes. Ceux qui hier étaient d'accord pour l'amitié mutuelle avec le baron blanc criaient qu'ils étaient pour le pouvoir des soviets. »

– Rapport de Komarov, rapport sténographié du soviét de Petrograd, 25 mars 1921 ; reproduit *ibid.*

Vilken demanda que le CRP se prononce pour l'assemblée constituante. Komarov rapporte avoir demandé à Perepelkine : « Et si le lendemain, le baron vous avait demandé d'accepter non seulement la revendication d'assemblée constituante, mais une dictature militaire ? Comment alors auriez-vous considéré la question ? » Perepelkine répondit : « Je l'admets, je peux maintenant affirmer franchement que nous l'aurions adoptée aussi – nous n'avions pas d'autre issue. » Voilà ce qu'était la « troisième révolution » !

Vilken devait rester à Cronstadt jusqu'à la fin, comme membre *de facto* de la direction opérationnelle aux côtés de

Коммунистический Интернационал после Ленина

Un ouvrage clé de Trotsky publié en russe pour la première fois

L'Internationale communiste après Lénine, de 1928, contient les documents de fondation du trotskysme mondial : « Critique du programme de l'Internationale communiste », « Et maintenant ? », ainsi que « La question chinoise après le VI^e Congrès » et « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? » Publié en 1993 à Moscou par la Prometheus Research Library et la Ligue communiste internationale. La présente édition comprend aussi une introduction de la PRL.

12,50 € / 13,50 \$Cdn (port inclus), 309 pages,
ISBN 5-900696-01-4

Pour toute commande :

SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada



Musée historique d'Etat, Moscou

Petritchenko et de l'état-major. Le 11 mars, il fut même invité à prendre la parole lors d'une réunion spéciale de l'équipage de son ancien navire, le *Sébastopol*. Quant à Tseidler (en compagnie du professeur Grimm, représentant politique du général Wrangel en Finlande) il avait été mandaté pour représenter Cronstadt en tant qu'établissement du territoire libéré de la Russie. Un des premiers actes de la « République indépendante de Cronstadt » avait été un radiogramme de félicitation adressé à Warren G. Harding pour son investiture comme président des Etats-Unis. Le texte intercepté de ce radiogramme fut lu le 9 mars à la tribune d'une session du Dixième Congrès du Parti communiste qui se réunissait alors à Moscou (cité dans Chitchetnikov, introduction à *la Tragédie de Cronstadt*) !

En 1938 Trotsky écrivait : « La logique de la lutte donnait dans la forteresse l'avantage aux éléments les plus extrémistes, c'est-à-dire aux contre-révolutionnaires. Le besoin de ravitaillement aurait placé la forteresse dans la dépendance directe de la bourgeoisie étrangère et de ses agents, les émigrés blancs. Tous les préparatifs nécessaires pour cela étaient déjà en cours » (Trotsky, « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt »). Les archives confirment totalement l'analyse de Trotsky.

L'école anarchiste de falsification

Comme nous l'avons noté, les apologistes anarchistes actuels de Cronstadt font grand cas du travail de l'universitaire israélien Israël Getzler. Il y a par exemple, sur le site web Infoshop, un pamphlet antiléningniste exhaustif de plus de 100 pages sur Cronstadt qui affirme que « la version anarchiste a été confirmée par les recherches ultérieures, tandis que les assertions trotskystes ont été démenties à maintes reprises » (« Qu'était la rébellion de Cronstadt ? », www.infoshop.org, non daté). Voyons cela. Getzler proclame pompeusement que « la question de la spontanéité de la révolte, qui a tourmenté l'historiographie du mouvement de Cronstadt pendant six décennies, [est] maintenant tranchée – du moins en ce qui me concerne » (« Le rôle des dirigeants

Marins de la flotte de la Baltique qui ont participé à la prise du Palais d'Hiver pendant la révolution d'Octobre. La composition sociale de Cronstadt a changé après la révolution, la garnison attirant beaucoup d'éléments voulant échapper aux rigueurs de la guerre civile. A droite : détail d'un tableau de 1921 de Boris Koustodiev, « Marin avec sa petite amie ».



Aurora-Kunstverlag, Leningrad

communistes dans la tragédie de Cronstadt de 1921 à la lumière de documents d'archives récemment publiés », *Revolutionary Russia*, juin 2002). Tout ceci parce qu'Agranov, le commissaire de la Tchéka, avait écrit, sur la base des informations très limitées disponibles au lendemain de la mutinerie, que « l'enquête n'a pas établi que l'éclatement de la mutinerie ait été précédé par l'activité d'une quelconque organisation contre-révolutionnaire ou par le travail d'espions de l'Entente [impérialiste] dans le commandement de la forteresse » (Agranov, Rapport au présidium de la Tchéka, 5 avril 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*).

A lire l'article de Getzler, on ne dirait pas que *la Tragédie de Cronstadt* reproduit aussi un rapport blanc d'une importance capitale, qui n'existait même pas au moment de l'enquête initiale de la Tchéka. Dans ce rapport, le général G. E. Elvengren, le représentant militaire de Wrangel en Finlande, affirme catégoriquement qu'il existait une organisation blanche à Cronstadt, et explique pourquoi la mutinerie a été déclenchée avant la fonte des glaces :

« L'explication, c'est que les marins de Cronstadt (l'organisation locale en liaison avec l'organisation principale), ayant appris qu'un mouvement avait démarré à Petrograd, et quelle était son ampleur, ont cru à un soulèvement général. Ne voulant pas demeurer des spectateurs passifs, ils ont décidé, malgré le calendrier convenu, de se rendre à Petrograd sur le brise-glace *Ermak* et de prendre leur place aux côtés de ceux qui étaient déjà passés à l'action. A Petrograd, ils se sont tout de suite rendu compte, et ils ont vu que les choses ne se passaient pas comme ils s'y attendaient. Ils ont dû retourner immédiatement à Cronstadt. Le mouvement à Petrograd s'était éteint, tout était calme, mais eux – les marins – qui étaient maintenant compromis aux yeux des commissaires, savaient qu'ils encourageaient la répression. Ils ont donc décidé de passer à l'étape suivante et d'utiliser l'isolement de Cronstadt pour annoncer leur rupture avec le pouvoir soviétique et pour faire avancer leur soulèvement, qu'ils étaient ainsi contraints de déclencher. »

– Elvengren, Rapport au comité russe d'évacuation en Pologne, rédigé au plus tard le 18 avril 1921 ; reproduit *ibid.*

Getzler pioche dans les témoignages des participants quelques passages isolés sur la spontanéité, mais il passe

sous silence le rapport d'Elvengren. Son choix de témoignages est pour le moins extrêmement sélectif. Il cite Anatoli Lamanov, le secrétaire de rédaction des *Izvestia du CRP*. Lamanov était monté en épingle par la mutinerie parce qu'il avait été président du soviet de Cronstadt en 1917, et que par conséquent il incarnait la prétendue continuité avec Cronstadt la rouge. Après son arrestation, Lamanov déclara à la Tcheka : « La mutinerie de Cronstadt m'a pris par surprise. J'ai vu la mutinerie comme un mouvement spontané » (Procès-verbal de l'interrogatoire par la Tcheka d'Anatoli Lamanov, 19 mars 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*). Getzler cite cette déclaration. Mais ce qu'il ne cite pas c'est le passage, quelques phrases plus haut, où Lamanov avoue qu'après une réunion des délégués le 11 mars, à laquelle participait Vilken :

« J'ai changé d'avis sur le mouvement, et à partir de ce moment-là je n'ai plus considéré qu'il était spontané. Jusqu'à la prise de Cronstadt par les troupes soviétiques, je pensais que le mouvement avait été organisé par les SR de gauche. Une fois convaincu que le mouvement n'était pas spontané, je n'étais plus d'accord. J'ai continué à participer aux *Izvestia* uniquement parce que j'avais peur que le mouvement fasse un virage à droite [...] »

« Maintenant je suis fermement convaincu que des gardes blancs, tant russes qu'étrangers, ont indubitablement pris part au mouvement. C'est la fuite en Finlande qui m'en a convaincu. Aujourd'hui je considère ma participation à ce mouvement comme une stupide erreur impardonnable. »

– Procès-verbal de l'interrogatoire par la Tcheka d'Anatoli Lamanov, 19 mars 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*

Avant de « trancher » en faveur de la spontanéité de la mutinerie, Getzler, en 1983, avait aussi proclamé que « des données statistiques irréfutables » démentaient que la composition sociale de la garnison avait énormément changé entre 1917 et 1921, comme l'affirmaient les bolchéviques (Getzler, *Kronstadt 1917-1921 : The Fate of a Soviet Democracy* [Cronstadt 1917-1921 : le sort d'une démocratie soviétique], Cambridge, Cambridge University Press, 1983). L'article d'Infoshop prétend que « les travaux [de Getzler] sont concluants ». Vraiment ? Dans une note de bas de page, Getzler cite comme source de ses affirmations :

« Voir Poukhov, "Kronstadt i baltiiskii flot pered miatiejom" [Cronstadt et la flotte de la Baltique avant la mutinerie] pour les données concernant l'année de naissance (plutôt que l'année d'engagement) des marins servant dans la flotte de la Baltique à la date du 1^{er} janvier 1921, qui suggère qu'au moins 80 % étaient des vétérans de la Révolution de 1917. »

– Getzler, *Kronstadt 1917-1921*

Nous avons consulté l'article de Poukhov. Il ne déduit pas de l'âge des marins qu'ils étaient à Cronstadt en 1917 – tout au contraire. La conclusion de Poukhov est la suivante :

« En à peine deux ans, les effectifs de la flotte de la Baltique ont été systématiquement regarnis par les éléments bigarrés, disparates, déclassés, qui dans une très large mesure ont déterminé le processus de dégénérescence du personnel et la transformation de sa composition sociale et politique, au point que, début 1921, elle était devenue méconnaissable. »

– A. S. Poukhov, « Cronstadt et la flotte de la Baltique avant la mutinerie de 1921 », *Krasnaia Letopis*, 1930, n° 6

Poukhov expliquait que les éléments prolétariens de la flotte de la Baltique avaient constitué une « réserve de combattants inébranlables qui se sont battus avec un courage exceptionnel à toutes les étapes les plus difficiles de la révolution victorieuse » ; on les avait envoyés sur « les fronts les plus dangereux de la guerre civile et les postes avancés les

plus exigeants » de la nouvelle administration d'Etat. Mais cette réserve avait des limites, et ceux qui étaient venus les remplacer étaient attirés vers Cronstadt précisément parce que l'île n'était pas proche du front, et qu'on y était mieux nourri et vêtu que dans l'Armée rouge. A partir de 1918, les renforts pour la flotte furent recrutés sur la base du volontariat, par l'intermédiaire d'un bureau de recrutement spécial, ainsi que via des campagnes de recrutement organisées directement par les comités de navire :

« Le libre accès des volontaires à la flotte et la mentalité de clique partisane qui présidait à la constitution des équipages par les comités de navire conduisirent au bout du compte à l'infiltration dans la flotte d'éléments de classe hostiles [...]. A côté de jeunes ouvriers et de vieux marins profondément dévoués à la flotte et désireux de travailler à renforcer une flotte rouge et socialiste, y entraient aussi fréquemment des élèves des lycées et des écoles professionnelles, des fils à papa de l'ancienne noblesse, les enfants de spéculateurs, des individus au passé douteux, etc. Le fait que S. Petritchko, le futur "dirigeant" de la mutinerie de Cronstadt, ait été amené à "servir" comme employé de bureau, est typique de cette période. »

– *ibid.*

Quand on passa à la conscription, « Les vieux marins qui étaient appelés [après avoir été conscrits sous le tsarisme] venaient, dans leur écrasante majorité, du village, où ils avaient déjà réussi à se "paysanniser" » (*ibid.*) Finalement, fin 1920, alors que les rôles d'équipage accusaient un déficit de 60 %, la flotte de la Baltique commença à recevoir de l'Armée rouge des renforts « qualifiés » :

« Consciencement ou non, l'Armée rouge envoyait des soldats aux états de service peu reluisants. Parmi eux figuraient notamment d'anciens déserteurs, des soldats indisciplinés, et ainsi de suite. Autrement dit, l'Armée rouge envoyait ceux qui lui étaient inutiles et dont elle ne voulait pas dans les unités de réserve. Et la flotte était obligée d'accepter ces renforts "qualifiés", parce qu'elle en avait cruellement besoin. »

– *ibid.*

Getzler affirme aussi, s'attirant là encore les louanges d'Infoshop, que sur les 2 028 membres d'équipage du *Petro-pavlovsk* et du *Sébastopol* dont la date d'engagement est connue, « Seulement 137 marins environ, soit 6,8 %, avaient été recrutés dans les années 1918-1921, dont trois en 1921, et c'étaient les seuls qui n'étaient pas là pendant la révolution de 1917. » La seule preuve de Getzler à l'appui de cette affirmation ce sont les rôles d'équipage de février 1921 cités par S. N. Semanov dans son article *Likvidatsia antisovietskogo Kronstadtskogo miatieja 1921 goda* [La répression de la mutinerie antisoviétique de Cronstadt en 1921], publié pour la première fois dans *Voprossi istorii*, 1971, n° 3. Nous avons nous aussi examiné les rôles de Semanov ; ils indiquent quand les marins se sont engagés, mais pas où ils servaient en 1917. Les documents disponibles indiquent que les équipages de 1921, dans leur écrasante majorité, n'étaient pas des vétérans du Cronstadt de 1917. Par exemple, dans son ouvrage non publié, *Kronstadt, mart 1921 g.*, Iouri Chchetinov montre que fin 1918 l'équipage du *Petro-pavlovsk* avait été réduit de 1 400 à juste 200 hommes ; la majorité des remplaçants n'étaient pas des vétérans de Cronstadt mais des conscrits – anciens membres des équipages de la marine de guerre, de la marine marchande et des navires d'eau douce – qui avaient démissionné après la révolution plutôt que de servir comme volontaires dans la nouvelle marine rouge : « Parmi les mobilisés figuraient une proportion non négligeable de marins qui avaient servi dans la flotte de la mer Noire et dans la flotte du Nord, où,

comparativement à la flotte de la Baltique, l'influence des SR et des anarchistes était notablement plus importante » (Chchetinov, *Kronstadt, mart 1921 g.*)

Dans son introduction à *la Tragédie de Cronstadt*, Chchetinov affirme catégoriquement que « Pendant la seule année 1920, 10 000 marins et soldats de l'Armée rouge, sur un effectif total de 17 000, avaient été remplacés par des conscrits. » Et dans un article publié en 1924 dans un journal émigré, une source aussi digne de foi que le représentant des Cadets au sein du CRP, Ivan Orechine, confirme la « ligne officielle bolchévique » (comme dirait Getzler) :

« Les marins n'étaient déjà plus comme ceux de 1917-1918. Le lustre révolutionnaire avait disparu depuis longtemps. Ils étaient devenus paresseux, et avaient perdu cet enthousiasme intrépide avec lequel ils avaient dispersé l'Assemblée constituante. Beaucoup étaient rentrés chez eux au village et avaient vu de leurs propres yeux la ruine apportée par les bolchéviks. Ils s'étaient retournés contre leur propre pouvoir. »

– « Le soulèvement de Cronstadt et sa signification », 6 juin 1924 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*

Finalement, nous avons Paul Avrigh qui explique que les mutins de 1921 n'étaient pas les rouges de Cronstadt de 1917 : « Encore que [...] les rebelles se défendissent d'éprouver le moindre préjugé antisémite, il est indiscutable que l'hostilité aux Juifs était forte parmi les matelots de la flotte de la Baltique, dont nombre étaient originaires d'Ukraine et des régions frontalière, berceau traditionnel de l'antisémitisme le plus virulent en Russie » (Avrigh, *la Tragédie de Cronstadt 1921*). Lamanov, secrétaire de rédaction des *Izvestia du CRP* de Cronstadt, reconnaissait que le poison antisémite et les accusations contre les Juifs qui auraient « assassiné la Russie » abondaient et que « très souvent les auteurs arrivaient avec des écrits de ce genre » si bien qu'il s'était donné comme tâche « de bloquer la propagande antisémite » (Procès-verbal d'un interrogatoire ultérieur d'Anatoli Lamanov, 25 mars 1921 ; reproduit dans *la Tragédie de Cronstadt*). Ces articles publiés sous une forme expurgée dans les *Izvestia* ont été ensuite brandis par Voline et autres thuriféraires anarchistes comme « preuves » des intentions révolutionnaires des mutins. Comme l'écrivait Trotsky, les anarchistes « citent les appels des insurgés comme des prédicateurs dévots citent les Saintes Ecritures » (« Beaucoup de tapage autour de Cronstadt »).

Le rôle de Trotsky pendant la crise de Cronstadt

Bien avant l'éruption de Cronstadt, il était clair pour les dirigeants bolchéviques que le régime du communisme de guerre avait fait son temps. Après des mois de discussions, la Nouvelle politique économique (NEP) fut formellement adoptée au Dixième Congrès du parti, qui se déroulait alors même que la mutinerie faisait rage. En février 1920 déjà, Trotsky avait proposé de remplacer les réquisitions de céréales par un impôt que le gouvernement collecterait sous la forme de produits agricoles – un « impôt en nature » – l'ingrédient central de la NEP. Sa proposition avait alors été rejetée, et Trotsky en conséquence avait cherché à appliquer et à étendre le communisme de guerre avec un zèle militaro-administratif accru, et avait préconisé dans une bataille fractionnelle que les syndicats soviétiques fusionnent avec l'appareil d'Etat pour gérer l'économie. Cette proposition reposait sur l'idée que, dans un Etat ouvrier, des organisations de défense ouvrière de base comme les

syndicats sont au mieux superflus, et au pire des points d'appui pour le genre de résistance économique et bureaucratique rétrograde à laquelle Trotsky avait été confronté en tant que commandant de l'Armée rouge pendant la guerre civile.

Trotsky avait ainsi déclenché la bataille sur les syndicats qui secoua le parti à la veille du Dixième Congrès. Lénine transforma la bataille contre Trotsky et ses alliés en une discussion plus large à l'intérieur du parti. Comme nous l'avons expliqué :

« Lénine avait raison d'insister que dans la situation concrète qui était alors celle de la Russie soviétique, les syndicats étaient des organes nécessaires à la défense de la classe ouvrière, non seulement par opposition à la majorité paysanne à qui elle était alliée, mais aussi contre les abus bureaucratiques bien réels de l'Etat soviétique lui-même.

« [...] il semblait à Lénine que Trotsky, avec le zèle fractionnel qu'il avait montré et son indifférence à la protection des masses sans parti contre la bureaucratie naissante, se présentait comme le porte-parole de la couche bureaucratique naissante. »

– « Trotsky et l'Opposition de gauche russe », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001

Trotsky perdit beaucoup d'autorité, ce qui le rendit vulnérable à ses adversaires à l'intérieur du parti, comme Zinoviev (et Staline).

Dans son article de juillet 1938 sur Cronstadt, Trotsky répondait à la calomnie maintes fois répétée qu'il s'était personnellement vautré dans le sang des mutins. Il se rappelait s'être rendu à Moscou pour le congrès et y être resté pendant tous les événements de Cronstadt. En fait, Trotsky avait quitté Moscou pour Petrograd où il était resté quatre jours, à partir du 5 mars. Ce jour-là, il avait publié un ultimatum ordonnant aux marins de capituler sans condition. Il avait aussi organisé un nouveau commandement, sous la direction de Mikhaïl Toukhatchevski, pour réprimer la révolte. Après l'échec de la première attaque menée par Toukhatchevski contre Cronstadt, les 7 et 8 mars, Trotsky était rentré en toute hâte à Moscou pour mobiliser les délégués au congrès. Voilà très exactement l'étendue de son rôle direct dans l'écrasement de la mutinerie. Il écrivait :

« La vérité sur cette question, c'est que, *personnellement, je n'ai nullement participé à l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt, ni à la répression qui suivit*. Ce fait, réel, n'a aucune signification politique à mes yeux. J'étais membre du gouvernement, je considérais comme nécessaire la liquidation de cette révolte, et je porte donc la responsabilité de sa suppression. [...] »

« Comment se fit-il que je n'allai pas personnellement à Cronstadt ? La raison était de nature politique. La révolte éclata pendant la discussion sur ce qu'on appela la "question syndicale". »

« Le travail politique à Cronstadt était entièrement entre les mains du comité de Petrograd, dirigé par Zinoviev. Le même Zinoviev était le dirigeant principal, le plus infatigable et le plus passionné dans la lutte contre moi dans cette discussion. »

– Trotsky, « Encore sur la répression de Cronstadt », 6 juillet 1938

Zinoviev exploita de façon démagogique la position erronée de Trotsky sur la question syndicale pour exciter l'hostilité contre Trotsky et ses alliés – dont le commandant de la flotte de la Baltique, F. F. Raskolnikov. Le 19 janvier 1921, Trotsky participait à un débat public sur la controverse syndicale devant 3 500 marins de la flotte de la Baltique. « Le personnel dirigeant de la flotte était isolé et terrifié », raconte Trotsky (*ibid.*) Les « marins élégants, bien habillés, commu-

nistes de nom seulement », votèrent à une majorité d'environ 90 % pour la résolution de Zinoviev. Trotsky poursuit :

« L'immense majorité des marins "communistes" qui défendaient la résolution de Zinoviev prit part à la rébellion. Je considérai, et le bureau politique ne fit pas d'objection, que les négociations avec les marins, et, si nécessaire, leur pacification, devaient être menées par les dirigeants qui avaient, la veille encore, toute leur confiance politique. Autrement les Cronstadiens auraient pu considérer l'affaire comme si je venais prendre sur eux une revanche pour leur vote contre moi pendant la discussion du parti. »

— *ibid.*

Dans « La vérité sur Cronstadt », John G. Wright reconnaît que dans la mesure où le zinoviéviste Kouzmine, commissaire de la flotte, et les autres dirigeants communistes locaux avaient été aveugles face à l'ampleur du péril qui montait à Cronstadt, ils avaient « facilité le travail des contre-révolutionnaires qui utilisaient les difficultés objectives pour atteindre leurs fins ». Mais Wright insiste que l'enjeu était l'opposition fondamentale de deux camps de classe : « Toutes les autres questions ne peuvent avoir qu'une importance secondaire. Que les bolchéviques aient pu commettre des erreurs de nature générale ou concrète ne peut altérer le fait qu'ils défendaient les acquis de la révolution prolétarienne contre la réaction bourgeoise (et petite-bourgeoise) » (« La vérité sur Cronstadt »).

Révolution ou contre-révolution

Pour ceux qui les critiquent du point de vue « démocratique », le grand crime des bolchéviques c'est qu'ils ont *gagné*. Pour la première fois dans l'histoire, une classe non possédante, opprimée, avait pris et conservé le pouvoir, démontrant en pratique que le prolétariat pouvait effectivement gouverner. C'est pour cela qu'il y a toujours eu du « tapage autour de Cronstadt ».

Les anarchistes d'Infoshop conspuent le « principe "léniniste" ("inviolable pour tout bolchévique") selon lequel "la dictature du prolétariat est et ne peut être réalisée que par la dictature du parti" » (« Qu'était la rébellion de Cronstadt ? ») Ils lui opposent le mot d'ordre de Cronstadt « Tout le pouvoir aux soviets et non aux partis. » Cette tentative d'opposer les intérêts de la classe, organisée en soviets, à ceux de l'avant-garde révolutionnaire, organisée dans un parti léniniste, est typique des grossiers préjugés anti-direction des anarchistes. S'il y a jamais eu un exemple qui démontrait que le pouvoir ouvrier dépendait de

la direction ferme de l'avant-garde communiste — « la dictature du parti », si on veut l'appeler ainsi — c'est bien Cronstadt en 1921. Le fait est que *toutes les autres tendances du mouvement ouvrier, qu'il s'agisse des menchéviks ou des anarchistes, ont soutenu la contre-révolution !*

Dans un Etat ouvrier stable, les léninistes sont pour accorder tous les droits démocratiques à toutes les tendances politiques qui ne cherchent pas à renverser par la force la dictature prolétarienne. Ils sont prêts y compris à admettre la possibilité que les communistes soient mis en minorité lors d'un vote dans les instances soviétiques. Mais la république ouvrière assiégée de 1918-1922 était tout sauf stable, et si les bolchéviques avaient abandonné le pouvoir aux éléments sociaux-démocrates, populistes ou anarchistes, les léninistes, et tout comme eux leurs opposants petits-bourgeois se seraient alors très rapidement retrouvés devant les pelotons d'exécution des blancs.

La répression de Cronstadt a donné à l'Etat ouvrier assiégé le délai nécessaire pour réanimer l'économie et la classe ouvrière — et par conséquent reconstruire un cadre dans lequel la démocratie prolétarienne puisse s'épanouir. Cela a également permis de lutter pour que la révolution prolétarienne l'emporte dans d'autres pays. Si l'occasion révolutionnaire qui devait se présenter deux ans plus tard en Allemagne, pays industriel, avait débouché sur une victoire prolétarienne, cela aurait eu un impact déterminant non seulement sur l'avenir de la Russie soviétique mais aussi sur celui de la révolution socialiste mondiale (cf. « Réarmer le bolchévisme — Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001). Une couche bureaucratique dans le parti et l'appareil d'Etat soviétique a été renforcée par la défaite en Allemagne et elle en a profité pour arracher le pouvoir politique des mains du prolétariat et de son avant-garde bolchévique.

L'état d'esprit petit-bourgeois provincial de l'anarchisme est incompatible avec le caractère international de la révolution prolétarienne. Dans sa diatribe de 1945, l'anarchiste russe Voline *critique* le fait que le régime bolchévique ait envoyé les Cronstadiens rouges de 1918 « partout où la situation intérieure devenait flottante, menaçante, dangereuse », et qu'il les ait mobilisés pour « prêcher aux paysans les idées de solidarité et de devoir révolutionnaires, notamment la nécessité de nourrir les villes » (*La Révolution inconnue*). C'était, s'écrie-t-il, « un plan machiavélique » contre Cronstadt visant « à l'affaiblir, à l'appauvrir, à l'user,

Marxisme contre anarchisme

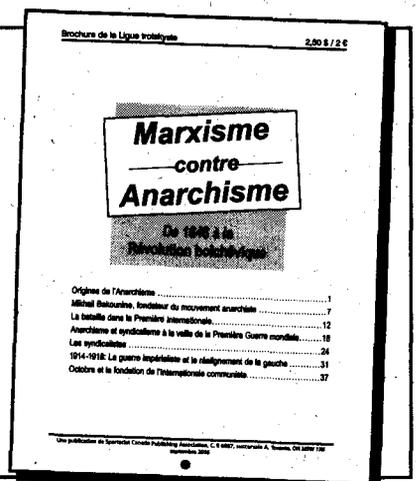
Brochure de la Ligue trotskyste

- Origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine, fondateur du mouvement anarchiste
- La bataille dans la Première Internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réaligement de la gauche
- Octobre et la fondation de l'Internationale communiste

2 € ou 2,50 \$Cdn (48 pages)

Commande :

SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
ou : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada



à l'épuiser». En subordonnant ainsi les intérêts de la révolution dans toute la Russie – sans parler du monde – à la soi-disant intégrité de Cronstadt, Voline fait ressortir l'esprit de clocher stupide qui est inhérent à la conception anarchiste des « communes fédérées » autonomes.

Dans notre critique de *la Tragédie de Cronstadt 1921* d'Avrich, nous posons cette question : « Comment les anarchistes proposaient-ils alors de se défendre contre le blocus allié, l'inondation des mines de charbon, le dynamitage des voies ferrées et des ponts, etc., dont la conséquence était qu'il n'y avait rien à vendre à la paysannerie en échange des céréales ? » (*Workers Vanguard* n° 195, 3 mars 1978). Les impérialistes et les blancs cherchaient à enfoncer un coin entre le gouvernement ouvrier et les immenses masses paysannes. Les bolchéviks, avec des moyens limités, et privés d'une grande industrie fonctionnelle, ont dû faire des concessions à la paysannerie et permettre la production et l'échange à petite échelle des biens de consommation. Mais la NEP ne pouvait être qu'une retraite temporaire – elle présentait ses propres dangers, comme on allait le voir clairement quand les koulaks (les paysans riches), enhardis, allaient se rebeller quelques années plus tard.

Les anarchistes, qui sont des idéalistes bourgeois de gauche, sont passés maîtres dans l'art d'esquiver les conditions matérielles concrètes auxquelles la révolution ouvrière devait faire face. Les auteurs d'Infoshop reconnaissent, au moins sur le papier, la terrible situation de la Russie révolutionnaire à cette époque, mais ils affirment avec désinvolture que la clé pour reconstruire le pays c'était que la classe ouvrière et la paysannerie participent à « des organisations de classe libres comme des soviets et des syndicats librement élus » (« Qu'était la rébellion de Cronstadt ? ») Nous venons de voir ce qu'auraient signifié en pratique les « soviets libres » des anarchistes – un retour au pouvoir blanc et une « dictature militaire temporaire ».

Dans « L'impôt en nature », Lénine fustigeait l'aveuglement du menchévik de gauche Julius Martov :

« Lorsque dans sa revue de Berlin, Martov déclare que Cronstadt appliquait non seulement des mots d'ordre menchéviks, mais qu'il a prouvé la possibilité d'un mouvement antibolchévik qui ne sert pas entièrement les intérêts des gardes blancs, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, il donne l'exemple d'un Narcisse petit-bourgeois infatué de lui-même. Faisons tout simplement mine d'ignorer que tous les vrais gardes blancs ont salué les émeutiers de Cronstadt et collecté des fonds, par l'intermédiaire des banques, pour assister Cronstadt ! Milioukov a raison contre les Tchernov et les Martov, car il dévoile la tactique véritable des véritables gardes blancs, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers : soutenons n'importe qui, même les anarchistes, n'im-



RGAKFD

Le commandant bolchévique A. I. Sediakine salue les troupes à bord du cuirassé Petropavlovsk après la répression de la mutinerie.

porte quel pouvoir des Soviets, *pourvu que* les bolchéviks soient renversés, *pourvu qu'un déplacement de pouvoir soit opéré* ! [...] quant au reste, "nous", les Milioukov, "nous", les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, *nous nous* en chargeons ; les anarchistes, les Tchernov, les Martov, nous les chasserons à coup de claques [...]. »

– Lénine, « L'impôt en nature », 21 avril 1921

L'analyse tranchante de Lénine a été confirmée, à contrecœur, dans le camp de la classe adverse, par le général A. A. von Lampe, le bras droit de Wrangel. Ce bourgeois, doté d'une conscience de classe que n'obscurcissaient pas les mystifications petites-bourgeoises de Martov, notait avec ironie dans son journal comment l'ouvrage des SR *la Vérité sur Cronstadt* était « plein de justifications pour écarter l'idée, ô sacrilège, que les marins aient été sous l'influence de leurs anciens officiers » (cité dans l'introduction de Chhtchetinov à *la Tragédie de Cronstadt*). « Les SR ne comprennent pas que dans ce genre de lutte, ce qu'il faut c'est des mesures radicales et décisives », écrit-il, avant de conclure : « Il semble, qu'on le veuille ou non, qu'il faut en arriver à la conclusion de Lénine qu'en Russie il ne peut y avoir que deux sortes de pouvoir : monarchiste ou communiste. »

Ce que la bourgeoisie et ses plumitifs, des menchéviks à Infoshop, ne peuvent pas pardonner, c'est que Lénine et Trotsky ont effectivement pris des mesures décisives contre la mutinerie de Cronstadt. Le prolétariat a une dette éternelle envers les 1 385 soldats et commandants de l'Armée rouge qui ont donné leur vie pour défendre le jeune Etat ouvrier, et aux 2 577 d'entre eux qui ont été blessés. Les preuves historiques toutes fraîches rassemblées dans *la Tragédie de Cronstadt* constituent un réquisitoire sans appel contre les laquais de la contre-révolution qui ont cherché à salir ces martyrs révolutionnaires. ■

Empire, Multitude et la « mort du communisme »

La démence sénile du postmarxisme

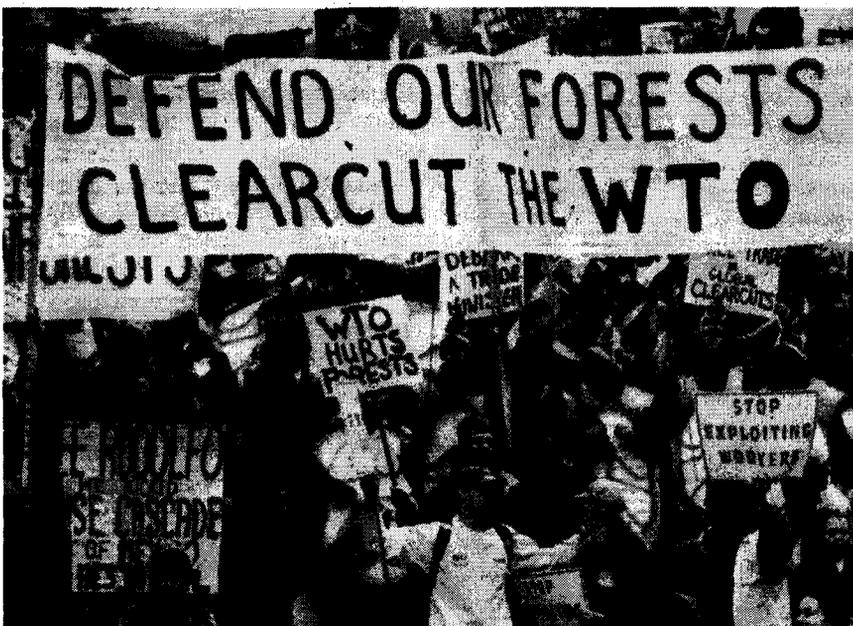
TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 59, PRINTEMPS 2006

Depuis les manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce en novembre 1999 (la « bataille de Seattle »), le mot « altermondialisme » est passé dans le langage courant. Quelque temps après, avec la parution d'*Empire* (Paris, éditions Exils, 2000), ses auteurs Michael Hardt, un jeune intellectuel américain, et son mentor Antonio Negri, ancien combattant de la Nouvelle Gauche italienne, se sont autoproclamés porte-parole des militants altermondialistes auprès des médias. Leur ouvrage, bourré de jargon ésotérique postmoderniste et de phrases longues comme des paragraphes, est d'une densité souvent impénétrable. Il a été beaucoup plus souvent commenté qu'effectivement lu. Mais comme *Empire* et sa suite *Multitude - Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire* (Paris, éditions La Découverte, 2004) promettent de fournir une sorte de cohésion théorique à un mouvement de protestation disparate, ces ouvrages sont devenus un point de référence dans

le débat plus général sur la mondialisation et les changements politiques et sociaux de l'ère postsoviétique.

Dans *Empire* et *Multitude*, Hardt et Negri semblent synthétiser les idées d'une couche d'intellectuels « post-marxistes » qui prétendent que la structure et le fonctionnement du capitalisme mondial ont fondamentalement changé depuis 20 ans. Ils prétendent que, comme l'économie dans laquelle nous vivons maintenant est une « société de l'information, postindustrielle », le prolétariat industriel n'est plus la seule et unique force révolutionnaire qu'il était selon la doctrine marxiste traditionnelle. La production aurait été selon eux complètement mondialisée maintenant que les banques et les sociétés sont multinationales. Les Etats et autres formes de centralisation du pouvoir seraient dépassés et remplacés par un réseau insaisissable de liens étroits à l'échelle mondiale (ce que Hardt et Negri appellent « l'Empire »). Hardt et Negri en concluent donc :

« La recomposition globale des classes sociales qui est en cours, l'hégémonie du travail immatériel et les modalités de la prise de décision au sein de structures en réseau sont autant de facteurs qui bouleversent les conditions de tout processus révolutionnaire. Telle qu'elle a été définie au cours des



AFP



Seattle, novembre 1999. Sur la banderole : « Défendons nos forêts ! Abattons l'OMC ! » Antonio Negri (sur la couverture du magazine argentin *Clarín*) invente des « théories » pour renforcer les préjugés antimarxistes de la petite bourgeoisie radicalisée.

nombreux épisodes insurrectionnels intervenus entre la Commune de Paris et la révolution d'Octobre, la conception traditionnelle de l'insurrection se distinguait par un mouvement allant de l'activité insurrectionnelle des masses à la création d'avant-gardes politiques, de la guerre civile à la mise en place d'un gouvernement révolutionnaire, de la construction de contre-pouvoirs à la conquête du pouvoir d'Etat, et de l'ouverture du processus constituant à l'établissement de la dictature du prolétariat. De telles séquences révolutionnaires sont inimaginables aujourd'hui [...]. »

– *Multitude*

Hardt et Negri prétendent actualiser Marx, mais en fait ils jettent aux orties le noyau programmatique central du marxisme, *la révolution prolétarienne pour renverser le système capitaliste*. Ils mettent au panier les leçons de la Commune de Paris de 1871, la première insurrection prolétarienne, et celles de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire qui a suivi. Ils tournent en ridicule la guerre de classe et le pouvoir prolétarien, disant que ce sont des notions qui sont « vieilles, fatiguées, et fanées » (*ibid.*) Pourtant Hardt et Negri ne proposent rien de nouveau, loin de là. Tout juste un amalgame de radicalisme bohème anarchisant et de réformisme utopique qui rappellent la « contre-culture » en vogue dans la Nouvelle Gauche des années 1960 : « Comme nous l'affirmons tout au long de ce livre, la résistance, l'exode, l'évidement du pouvoir ennemi et la construction d'une nouvelle société par la multitude ne sont qu'un seul et même processus » (*ibid.*)

Notant que Negri « n'a rien appris et n'a rien oublié » depuis les années 1970, le critique Tony Judt, dans son article « Rêves d'Empire », saisit bien la platitude d'*Empire* et de *Multitude* :

« C'est la mondialisation pour les handicapés de la politique. Au lieu de la vieille lutte de classe ennuyeuse, c'est l'empire vorace et tentaculaire face à un adversaire qu'il a lui-même créé, la masse décentrée de la multitude : Alien contre Predator [...]. Tant que la gauche américaine lit *Multitude*, Dick Cheney peut dormir tranquille. »

– *New York Review of Books*, 4 novembre 2004

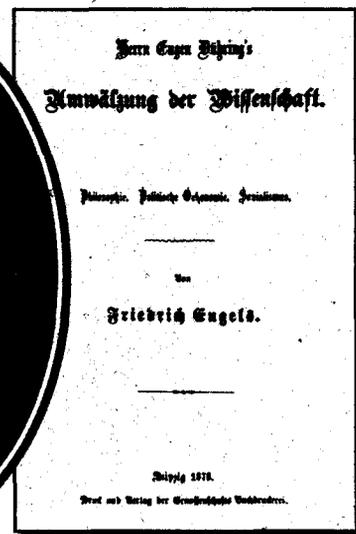
Après les quelque mille pages tortueuses d'*Empire* et de sa suite, Hardt et Negri admettent que dans un « ouvrage philosophique comme celui-ci » ils ne peuvent pas « dire si le temps de la décision politique révolutionnaire est imminent » et ils ajoutent : « De même, cet ouvrage ne saurait répondre à la question "que faire ?" » (*Multitude*). Cette franche admission d'ignorance correspond à la diversité tant vantée dans ce qu'ils appellent un « mouvement des mouvements », d'« un seul non et un million de ouïs ».

Nous, marxistes et léninistes, savons ce qu'il faut faire. Nous nous battons pour de nouvelles révolutions d'Octobre, pour le renversement du système capitaliste par le prolétariat, allié aux autres couches exploitées et opprimées. La victoire du prolétariat au niveau mondial mettrait une abondance matérielle inimaginable au service des besoins de l'humanité, jetterait les bases de l'élimination des classes sociales, des inégalités sociales entre les sexes et de la signification même au niveau social de la conception de race, de nation et d'ethnicité. L'humanité prendra en mains pour la première fois les rênes de l'histoire et contrôlera sa propre création, la société. Cela libérera du potentiel humain à un niveau difficile à imaginer.

A la fin des années 1930, après la victoire du fascisme en Allemagne et la défaite de la révolution espagnole, le marxiste révolutionnaire Léon Trotsky faisait remarquer : « Comme toujours, dans les époques de réaction et de déclin,



W. Hall



L'Anti-Dühring de Friedrich Engels, publié pour la première fois sous forme de livre en 1878

apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire » (*Programme de transition*, 1938). Le triomphe de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est au début des années 1990 a effectivement produit une nouvelle génération de magiciens et de charlatans idéologiques. Hardt et Negri fourguent leur camelote idéologique aux jeunes militants de gauche qui, comme ils n'ont pas vraiment de notion du potentiel révolutionnaire du prolétariat, sont prêts à accepter la vision totalement subjective que c'est non pas en éradiquant la réalité matérielle de l'oppression mais en changeant les idées dans la tête des gens qu'on peut changer le monde.

Il faut donc réaffirmer et réexpliquer les principes élémentaires du matérialisme historique et les principes programmatiques marxistes correspondants. Et l'on pense immédiatement à la polémique de Friedrich Engels contre un charlatan de son époque. Dans *M. E. Dühring bouleverse la science* (1877-1878), Engels avait activement collaboré avec Marx à l'écriture de cette œuvre, communément appelée *Anti-Dühring* (dont des extraits ont été plus tard publiés sous forme abrégée sous le nom de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* [1880]). Engels se moque de Dühring, disant qu'il excelle en « pseudo-science tapageuse » et « camelote extra » et le déclare coupable d'« irresponsabilité due à la folie des grandeurs ». Mais il dissèque aussi méthodiquement les arguments de Dühring et sa vision philosophique idéaliste, faisant du même coup une brillante démonstration de la conception matérialiste de l'histoire.

Pour une conception matérialiste de la société de classes

Hardt et Negri jettent de la poudre aux yeux des jeunes militants de gauche indignés par les multiples horreurs du système capitaliste mondial – la misère des masses dans le « sud global », la terreur raciste, la guerre impérialiste – en avançant des « théories » obscures, confusionnistes et manifestement fausses pour justifier les préjugés anticommunistes répandus aujourd'hui. Ils reconfortent les gens du milieu altermondialiste largement petit-bourgeois en leur

faisant faussement croire à ces derniers qu'ils sont une force capable d'effectuer un changement social et que ceux qui aspirent à être révolutionnaires n'ont pas besoin de s'allier au prolétariat et à sa puissance sociale. Ils embrouillent des termes marxistes précis comme « classe » et vantent un mouvement « anticapitaliste » centré sur le Forum social mondial, financé par des fondations capitalistes et même des gouvernements capitalistes. Ils n'essayent absolument pas d'analyser la réalité ou de se baser sur des faits pour prouver leurs affirmations impressionnistes.

On ne peut qu'être frappé par la différence qu'il y a entre les recherches historiques et statistiques solides sur lesquelles se base le *Capital* de Marx ou *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine, et la façon dont Hardt et Negri avancent à la légère des théories économiques et politiques que le lecteur doit accepter avec une foi aveugle et quasi-religieuse. Tom Nairn, qui a longtemps été associé à la *New Left Review*, faisait remarquer dans une critique de *Multitude* que c'est en faveur d'une approche essentiellement spirituelle que le livre rejette le marxisme et le néolibéralisme capitaliste. Parlant de la fixation que Hardt et Negri font sur Baruch Spinoza, philosophe hollandais du XVII^e siècle et précurseur du rationalisme du Siècle des lumières, Nairn écrit : « Beaucoup de lecteurs sentent qu'il y a quelque chose de bizarre à tellement s'appuyer sur une vision qui date non seulement d'avant David Hume et Adam Smith, mais d'avant Freud, Marx et Durkheim, d'une époque où on ne pouvait même pas imaginer les gènes et la structure de l'ADN humain » (« Make for the Boondocks » [Retourner à la cambrousse], *London Review of Books*, 5 mai 2005). Plus récemment, une dissertation postmarxiste de Malcolm Bull, citant, entre autres, Cicéron, Aristote et Thomas Hobbes, explique que Hardt et Negri déforment la pensée du pauvre Spinoza, dont la conception de la « multitude » ne fournit de toute façon pas de cadre pour discuter de la politique contemporaine (« Les limites de la multitude », *New Left Review*, septembre-octobre 2005).

Hardt et Negri sont représentatifs de ce que nous avons décrit comme une profonde régression de la conscience politique – particulièrement prononcée dans l'intelligentsia de gauche – qui a pavé la voie à la liquidation finale de la révolution d'Octobre et qui a été par la suite encore plus accentuée par celle-ci et par le triomphalisme des impérialistes célébrant la soi-disant « mort du communisme ». Nous sommes vraiment dans une ère de « pseudo-science tapageuse » où des forces chrétiennes intégristes de plus en plus influentes dans les couloirs du pouvoir de l'Etat impérialiste le plus puissant du monde essaient de faire passer le mythe biblique de la création pour le nec plus ultra de la « science ».

Aujourd'hui la plupart des jeunes militants de gauche considèrent que non seulement le socialisme prolétarien mais toute forme de stratégie révolutionnaire définie par un pro-

gramme ne sont plus à l'ordre du jour. Beaucoup de pseudo-marxistes ont renoncé, même sur le papier, à l'objectif marxiste de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire au remplacement de la domination capitaliste par la domination révolutionnaire de la classe ouvrière. Dans une courte polémique contre l'idéalisme postmoderniste intitulée « Manifeste pour l'histoire », l'historien Eric Hobsbawm notait :

« La plupart des intellectuels qui embrassèrent le marxisme à partir des années 1880 – dont les historiens – le firent parce qu'ils voulaient changer le monde, en collaboration avec les mouvements ouvrier et socialiste [...].

« Cette résurgence culmina dans les années 1970, peu avant qu'une réaction de masse ne s'amorce contre le marxisme – encore une fois pour des raisons essentiellement politiques. Cette réaction a eu pour principal effet d'anéantir [...] l'idée que l'on puisse prédire, avec le soutien de l'analyse historique, la réussite d'une façon particulière d'organiser la société humaine. »

– le *Monde diplomatique*, décembre 2004

Le marxisme a sorti la lutte pour une société égalitaire du domaine des idées spirituelles ou philosophiques pour l'asseoir sur la base d'une analyse matérialiste, scientifique, du développement historique de la société humaine. Engels écrivait dans *l'Anti-Dühring* : « En conséquence, ce n'est pas dans la tête des hommes, dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles, mais dans les modifications du mode de production et d'échange qu'il faut chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques. » Les causes de la misère, de l'oppression, de l'exploitation et de la guerre, ce ne sont pas les mauvaises idées, l'avidité, la soif de pouvoir ou tout autre aspect présumé de la « nature humaine », censée être immuable.

Ce qui a façonné le cours de l'histoire humaine c'est une lutte incessante pour avoir de quoi manger, se couvrir et s'abriter pour pouvoir survivre et se reproduire. Durant des milliers d'années les hommes ont vécu en petits groupes et se sont partagé ce qu'ils avaient pu se procurer par la chasse et la cueillette dans un cadre rudimentaire de



Bengiveno/NY Times

Manifestation des travailleurs du métro new-yorkais quelques jours avant leur grève (13 décembre 2005). Cette grève, qui a paralysé le centre mondial de la finance et fait perdre un milliard de dollars aux entreprises de la ville de New York, a montré avec force la puissance sociale du prolétariat.

communisme de distribution. L'invention de l'agriculture a permis de produire plus que ce qui était nécessaire pour la survie immédiate, ouvrant la voie au développement ultérieur des moyens de production, et c'est alors que s'est posée la question de savoir qui allait s'approprier le surplus, et comment. Le développement de la propriété privée et la division de la société en classes ont aussi été à l'origine de la famille, principale institution d'oppression des femmes (et des jeunes) : c'était le moyen de transmettre la richesse appropriée de façon privée à la génération suivante. Depuis, toute l'histoire est l'histoire de la lutte des classes. « Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte » (Marx et Engels, *Manifeste du Parti communiste*, 1848).

Capitalisme, impérialisme et Etat-nation

Historiquement le capitalisme a été un progrès parce qu'il a énormément élevé le niveau des forces productives de la société ; au point que pour la première fois il y avait une base matérielle permettant d'en finir une fois pour toutes avec la pénurie et les divisions de classes : « Seul, l'énorme accroissement des forces productives atteint par la grande industrie permet de répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception, et par là, de limiter le temps de travail de chacun de façon qu'il reste à tous suffisamment de temps libre pour prendre part aux affaires générales de la société » (*Anti-Dühring*).

En même temps, la propriété privée des moyens de production fait de plus en plus obstacle au développement des forces productives. Comme l'expliquait Engels :

« Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr.

C'est sur ce fait matériel palpable qui, avec une nécessité irrésistible, s'impose sous une forme plus ou moins claire aux cerveaux des prolétaires exploités, — c'est sur ce fait, et non dans les idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste que se fonde la certitude de victoire du socialisme moderne. »

— *ibid.*

L'avènement de l'impérialisme moderne à la fin du XIX^e siècle a signalé le début de la décadence capitaliste mondiale. Le système de l'Etat-nation, qui avait servi de creuset à la montée au pouvoir de la classe capitaliste moderne, entre de plus en plus violemment en conflit avec les besoins de l'ordre économique *international* produit par le capitalisme lui-même. Les grandes puissances capitalistes qui s'étaient partagé le monde dans une conquête impérialiste sanglante, se sont lancées dans une série de guerres pour se le repartager et essayer d'agrandir leurs possessions coloniales et leurs zones d'influence aux dépens de leurs rivales.

Après la grande boucherie de la Première Guerre mondiale qui, comme l'a dit Trotsky, avait été « une effroyable défaite » pour la « culture humaine » (*Terrorisme et communisme*), il n'y a eu qu'une vingtaine d'années de « paix » avant que les impérialistes ne s'embarquent dans une nouvelle conflagration mondiale. Lors de la Deuxième Guerre mondiale, la barbarie capitaliste a atteint son paroxysme. D'abord avec l'holocauste des Juifs européens, qui ne s'est terminé que lorsque l'Armée rouge soviétique a libéré l'Europe de l'Est de l'occupation nazie. Et ensuite avec le bombardement à l'arme atomique d'Hiroshima et Nagasaki par les Etats-Unis, incinérant quelque 200 000 civils japonais. Il est probable que la prochaine guerre mondiale impérialiste se fera à coups d'armes nucléaires de toutes parts, ce qui risque d'annihiler l'humanité tout entière.

Dans le système impérialiste moderne, quelques Etats capitalistes avancés, en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, exploitent et écrasent les masses opprimées des colonies et semi-colonies d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et empêchent la modernisation socio-économique et culturelle de la grande majorité de l'humanité. Pour que la société soit juste, égalitaire et harmonieuse, il faut surmonter la pénurie à l'échelle mondiale grâce à une économie socialiste planifiée au niveau international. Mais beaucoup

Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia !

Mumia Abu-Jamal, ancien Black Panther et partisan de MOVE, journaliste qui se bat pour les opprimés, est le prisonnier politique américain le plus connu. Victime d'une machination policière, il est dans le couloir de la mort depuis 24 ans. Mumia est innocent ! Aujourd'hui la lutte pour sa libération est à un tournant critique.

Il faut de l'argent pour payer la défense !

Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia », 43 boulevard Magenta, 75010 Paris (France) ou à « National Lawyers Guild Foundation » (indiquant « Mumia »), Committee to Save Mumia Abu-Jamal, P.O. Box 2012, New York, NY 10159 (USA).

Organisez des protestations !

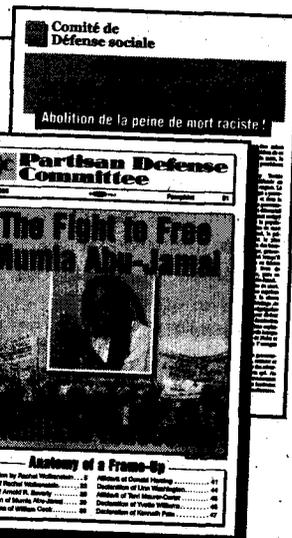
Dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association : Faites adopter des motions ; faites envoyer un don ; faites prendre part aux manifestations pour Mumia.

Faites circuler l'information !

Demandez la brochure en anglais (1 € / 1 \$Cdn) du Partisan Defense Committee (PDC) « The Fight to Free Mumia Abu-Jamal—Mumia Is Innocent! » ou des paquets de notre tract de 4 pages « Libérez Mumia Abu-Jamal ! » (2 € / 2 \$Cdn pour 25 exemplaires).

Comité de défense sociale (CDDS), MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris ; tél. : 01 42 08 01 49

Partisan Defense Committee, C.P. 314, succursale B, Toronto, ON M5T 2W1 ; tél. : (416) 593-4138 ; pdctoronto@bellnet.ca





Comblier

La Commune de Paris (1871), premier exemple de dictature du prolétariat dans l'histoire

d'écologistes et d'anarchistes considèrent que la technologie à grande échelle est forcément un fléau (même si peu d'entre eux sont prêts à se passer de la médecine, des communications et des transports modernes pour une vie de lutte pour la subsistance quotidienne). Hardt et Negri, quant à eux, pour « réfuter » le matérialisme marxiste, font tout simplement disparaître la pénurie comme par un coup de baguette magique :

« L'idée d'une guerre fondatrice de tous contre tous repose sur une économie de la propriété privée et des ressources rares. Un bien matériel, qu'il s'agisse de terres, d'eau ou d'une voiture, ne peut se trouver à deux endroits en même temps : en le possédant et en l'utilisant, je prive quelqu'un d'autre de sa possession et de son utilisation. En revanche, les biens immatériels tels que les idées, les images ou les formes de communication sont indéfiniment reproductibles. [...]

« Certes, il est des biens qui restent aujourd'hui rares, mais nombreux sont ceux, en particulier dans les secteurs économiques les plus récents, qui n'obéissent pas à une logique de la rareté. »

– *Multitude*

Nos professeurs postmarxistes d'avant-garde ne sont ni très originaux, ni très radicaux. Deux ans avant la publication d'*Empire*, Charles Leadbeater, admirateur et, à ses heures, conseiller très apprécié du gouvernement travailliste de Tony Blair en Grande-Bretagne, écrivait :

« Il n'y a pas de meilleur moyen d'exprimer la valeur de la transformation de la connaissance que d'évoquer l'économie domestique et la nourriture. Représentez-vous le monde comme composé de gâteaux au chocolat et de recettes de gâteaux au chocolat [...]. Nous pouvons tous utiliser les mêmes recettes de gâteaux au chocolat sans faire de tort à personne. C'est très différent quand il s'agit d'un morceau de gâteau. »

– Leadbeater, *Living on Thin Air : The New Economy*
[Vivre de rien : la nouvelle économie]
(Londres, Penguin Books, 1999)

On raconte que, quelques temps avant la Révolution française de 1789, la reine Marie-Antoinette, quand on lui avait annoncé que le peuple de Paris n'avait plus de pain, avait

répliqué : « Qu'ils mangent de la brioche ! » Leadbeater fait mieux que Marie-Antoinette. Ce qu'il dit aux masses affamées du « sud global » c'est : « Qu'ils mangent des recettes de brioche ! » Comme Engels disait de M. Dühring : « Telle est la facilité avec laquelle la force vive de cette jonglerie qu'est la philosophie du réel passe à travers les obstacles les plus infranchissables » (*Anti-Dühring*).

Mais il n'y a qu'à voir comment le gouvernement US a réagi à l'ouragan Katrina pour comprendre à quel point la « logique de la pénurie » est encore ce qui domine, même dans le pays capitaliste le plus riche du monde. Les téléspectateurs du monde entier ont été horrifiés de constater avec quel mépris la bourgeoisie américaine vénalement traitait les Noirs pauvres de La Nouvelle-Orléans laissés à la merci des eaux montantes parce qu'ils n'avaient pas les moyens de partir.

Il ne faut donc pas prendre les méandres philosophiques de Hardt et Negri plus au sérieux que les effets spéciaux virtuels de films hollywoodiens comme *Matrix*. Dans la réalité virtuelle d'*Empire*, Hardt et Negri réclament la « citoyenneté mondiale » et un salaire social universel. Pour que tout le monde ait un salaire social, même si on se base sur le salaire minimum légal aux Etats-Unis de 5,15 dollars [moins de 5 euros] de l'heure, il faudrait une production annuelle qui dépasse de beaucoup le PNB mondial (de 2004). Pour atteindre ce but, il faudrait que la productivité fasse un grand bond en avant, sans parler de quelle révolution il faudrait dans le mode de production et de distribution. Mais Hardt et Negri sont contre une perspective d'économie planifiée internationalement et nient même que la pénurie soit encore un problème central pour l'humanité.

La révolution d'Octobre, l'Union soviétique et ce qu'il en est advenu

Les militants de la soi-disant « extrême » gauche, tout comme d'ailleurs la droite, brandissent ce qu'ils appellent « l'échec de l'expérience soviétique » comme une preuve irréfutable que toute tentative de remplacer le capitalisme par un « système hégémonique » ou un « socialisme hiérarchique » est vouée à l'effondrement sous le poids de ses objectifs nécessairement « totalitaires ». Hardt et Negri ne font donc que répéter les lieux communs des idéologues impérialistes et de la presse à grand tirage : « La résistance à la dictature bureaucratique est ce qui a précipité la crise » (*Empire*). Et qu'est-il passé ensuite ? *Hardt et Negri ne disent pas un mot de l'effondrement social et économique catastrophique, sans précédent dans l'histoire, qui a eu lieu en Russie, en Ukraine et dans les autres anciennes républiques d'Union soviétique*. Le fait que la plus grande partie de la population d'Europe de l'Est et de l'ancienne URSS soit plongée dans la misère paraît sans importance à ces prophètes de l'avenir autoproclamés.



Viktor Bulla



V. Deni et M. Tcheremnikh

Rassemblement des ouvriers de l'usine Poutilov à Petrograd pour l'élection aux soviets en 1920. Le gouvernement soviétique des premières années était basé sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire. A droite, l'affiche montre Lénine balayant de la terre rois, capitalistes et curés.

La révolution d'Octobre a transposé les enseignements de Marx et Engels dans la réalité concrète. Les ouvriers, à la tête des masses de paysans pauvres, ont pris le pouvoir et remplacé la dictature de classe du capital par la dictature du prolétariat. Celle-ci est une étape nécessaire pour parvenir à une société sans classes et égalitaire au niveau mondial dans laquelle l'Etat, en tant qu'instrument de répression, se sera éteint. Un gouvernement basé sur des conseils ouvriers et paysans démocratiquement élus (des soviets) a exproprié les capitalistes et les propriétaires terriens. Il a brisé leur résistance et entrepris d'organiser une économie planifiée non sur la base du profit mais sur celle des besoins de la société. En dépit d'une misère et d'une arriération inimaginables, la Russie soviétique s'est trouvée à l'avant-garde de toutes les formes de libération sociale (voir notre article page 64).

Le fait que les ouvriers puissent prendre le pouvoir et le garder dans un pays économiquement arriéré, où ils n'étaient qu'une petite minorité par rapport à la paysannerie, montre bien quel rôle incomparable le prolétariat est appelé à jouer à notre époque en tant qu'agent de la révolution sociale (ces ouvriers étaient d'ailleurs en grande partie des fils ou des petits-fils de paysans). C'est ce qu'a élaboré Trotsky dans *Bilan et Perspectives* (1906), et cela fait partie de sa théorie de la révolution permanente. Il y expliquait que les tâches démocratiques qui restaient à accomplir dans la Russie tsariste arriérée, comme la question nationale et la question agraire, ne pourraient être accomplies que dans le cadre du pouvoir prolétarien. Mais la révolution permanente présumait la victoire de révolutions prolétariennes dans les puissances industrielles d'Europe de l'Ouest. Non seulement les dirigeants bolchéviques mais aussi la masse des ouvriers russes considéraient que la révolution d'Octobre était le début de la révolution socialiste mondiale. La Russie rouge avait insufflé une conscience révolutionnaire à des millions d'ouvriers dans le monde. Après la Première Guerre mondiale, la plus grande partie de l'Europe, et sur-

tout l'Allemagne, avait été prise par la fièvre révolutionnaire. Mais la classe ouvrière n'est parvenue au pouvoir dans aucun autre pays. Cela était dû principalement à la politique contre-révolutionnaire des dirigeants ouvriers sociaux-démocrates et à l'absence de partis d'avant-garde influents, comme le parti bolchévique que Lénine avait construit dans la Russie tsariste.

La Russie soviétique se retrouvait donc, après sept ans de guerre – la guerre impérialiste puis une guerre civile –, isolée du reste du monde. Son économie était complètement dévastée et son prolétariat décimé et politiquement épuisé. Quant à son énorme paysannerie (en particulier ses couches les plus aisées), elle commençait à vouloir défendre ses propres intérêts petits-bourgeois (voir dans ce numéro notre article sur Cronstadt qui s'étend davantage sur cette question). Cette situation a permis à une couche bureaucratique de se développer dans l'appareil gouvernemental de l'Etat soviétique et du Parti communiste au pouvoir. Après une nouvelle occasion révolutionnaire perdue en Allemagne en 1923, la bureaucratie a profité de la profonde démoralisation qui s'en est suivie pour affirmer son contrôle politique. Cette *contre-révolution politique*, quoique conservant les fondements sociaux mis en place par la révolution d'Octobre, représentait une transformation qualitative de la façon dont l'Union soviétique était gouvernée, et dans quel but.

La bureaucratie est devenue de plus en plus hostile à la lutte pour des révolutions socialistes dans les pays capitalistes. Fin 1924 Staline promulguait un dogme ridicule selon lequel on pourrait construire le socialisme à l'intérieur de l'URSS à la seule condition de pouvoir empêcher les impérialistes d'attaquer celle-ci militairement. Les partis communistes du monde entier devenaient des instruments de la diplomatie soviétique à la recherche de la « coexistence pacifique ». Trotsky, à la tête de l'Opposition de gauche, se battait contre la dégénérescence de la Révolution russe, tant dans le Parti communiste soviétique que

dans l'Internationale communiste. L'Opposition de gauche se battait pour maintenir le programme internationaliste qui avait animé l'Union soviétique et le parti dans les premières années de la révolution et qui cherchait à étendre les acquis de la Révolution russe à tous les pays.

A cause de la dévastation économique causée par la guerre civile et de l'extrême arriération de l'économie rurale, le régime bolchévique s'est trouvé forcé en 1921 d'autoriser un marché privé limité pour les céréales et les biens de consommation. L'Opposition de gauche se rendait compte que la couche de paysans aisés (les koulaks) ainsi que les petits commerçants représentaient un danger potentiel pour la propriété collectivisée sur laquelle reposait l'Etat ouvrier. Et, alors que la caste bureaucratique ascendante était de plus en plus conciliante envers les koulaks, l'Opposition de gauche préconisait un impôt sur le surplus agricole qui aurait aidé à planifier le développement industriel. Elle préconisait aussi des incitations matérielles pour encourager les paysans pauvres à collectiviser volontairement leurs terres. En 1928, comme les koulaks stockaient systématiquement leur grain pour faire monter les prix, et que les villes étaient menacées de famine, la bureaucratie se trouva obligée d'appliquer – d'une manière déformée – une partie du programme de l'Opposition de gauche. Staline, de sa manière brutale et bureaucratique typique, imposa alors la collectivisation forcée de l'agriculture. Cette volte-face politique coupa court au danger immédiat de restauration capitaliste en URSS. Cette collectivisation fut accompagnée d'une politique de développement industriel planifié qui, bien qu'énormément déformé et fort mal géré par la bureaucratie, permit à l'Union soviétique de construire une société industrielle moderne dans laquelle la classe ouvrière avait accès aux soins médicaux, à la science, l'éducation et la culture.

Ce n'est pas le marxisme qui a échoué en Union soviétique, c'est sa perversion stalinienne qui s'exprimait dans le dogme du « socialisme dans un seul pays » et celui de la « coexistence pacifique ». Trotsky affirmait que l'Union soviétique, malgré ses succès économiques, ne pourrait pas survivre à long terme au niveau historique dans un monde dominé par les Etats capitalistes impérialistes. La planification centralisée ne peut fonctionner efficacement que sous un régime de démocratie soviétique qui prévoit la participation indispensable des ouvriers eux-mêmes à l'ajustement et l'application du plan. Malgré tout, comme le disait Trotsky dans *la Révolution trahie*, sa brillante analyse du stalinisme :

« Le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du *Capital*, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe ; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité. Si même l'URSS devait succomber sous les coups portés de l'extérieur et sous les fautes de ses dirigeants – ce qui, nous l'espérons fermement, nous sera épargné –, il resterait, gage de l'avenir, ce fait indestructible que seule la révolution prolétarienne a permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédent dans l'histoire. »

– *la Révolution trahie* (1936)

Pendant toutes les années 1930 l'économie collectivisée soviétique a connu une croissance rapide alors même que le monde capitaliste sombrait dans la crise économique. Après la dévastation de la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS se reconstruisit et son développement technologique arriva à un point tel qu'en 1961 l'Union soviétique fut en mesure d'envoyer un homme dans l'espace. De 1960 à 1980, on a entrepris de construire des logements en masse afin de pou-

voir fournir un appartement à toutes les familles urbaines pour un loyer modique. C'était considéré comme un droit pour les citoyens soviétiques, tout comme le droit à un emploi, à l'éducation et aux soins médicaux gratuits. Ce sont des réalisations historiques de l'économie planifiée, malgré le terrible gaspillage engendré par la mauvaise gestion de la bureaucratie stalinienne qui générait une grisaille ennuyeuse dans toute la société, de la médiocrité des produits de consommation à l'étouffement de la vie intellectuelle.

Et qu'en est-il maintenant ? Dans les six ans qui ont suivi la contre-révolution, le PNB de la Russie postsoviétique a chuté de 80 %. Les salaires réels ont baissé d'à peu près autant. Une grande partie de la population urbaine est obligée de faire pousser des légumes dans de petits jardins pour survivre. Aujourd'hui, en Russie et dans les anciennes républiques d'URSS, des millions de personnes vivent au bord de la famine et des masses de gens sont sans domicile.

Hardt, Negri et autres adeptes du culte du fait accompli prétendent que l'effondrement de l'Union soviétique était inévitable. Mais en fait si un programme révolutionnaire internationaliste avait prévalu, l'issue aurait pu être très différente. Dans les décennies qui ont suivi la révolution d'Octobre, il y

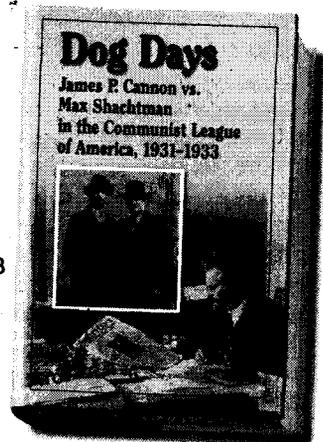
Publications de la Prometheus Research Library

Les Années noires :
James P. Cannon contre
Max Shachtman dans la
Communist League of
America, 1931-1933
(en anglais)

752 pages
Relié : ISBN 0-9633828-7-X
Broché : ISBN 0-9633828-8-8

	Relié	Broché
France :	31 €	20,50 €
Canada :	48 \$Cdn	28,95 \$

Frais de port
France : 3,50 €
Canada : 7 \$ (1 exemplaire),
8 \$ (2-3 ex.)



James P. Cannon
et les débuts du
communisme américain :
Articles et discours
choisis, 1920-1928

(en anglais)

624 pages
Broché : ISBN 0-9633828-1-0
Europe : 14,80 € (port 3,50 €)
Canada : 18,50 \$Cdn (port 7 \$)

Pour commander, chèques à l'ordre de :

Europe : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
Canada : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada
Etats-Unis : Spartacist Pub. Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

a eu plusieurs occasions de faire des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes avancés. Cela aurait rompu l'isolement du premier Etat ouvrier, brisé l'état de la bureaucratie nationaliste et réanimé la conscience révolutionnaire du prolétariat soviétique. Trotsky et l'Opposition de gauche ont lutté sans relâche pour défendre les acquis de la révolution contre les menaces internes et externes. Ils se sont battus pour la défaite du stalinisme et pour restaurer l'internationalisme bolchévique et la démocratie soviétique en URSS. Dans les années 1989-1992, la Ligue communiste internationale (LCI) a été la seule à intervenir avec le programme trotskyste pour guide, d'abord en Allemagne de l'Est puis en Union soviétique avec une perspective de révolution politique prolétarienne, c'est-à-dire de renverser la bureaucratie stalinienne en train de se désintégrer et la remplacer par un gouvernement basé sur les conseils ouvriers.

Malgré la destruction de l'URSS, un quart de la population mondiale vit encore dans des pays où les exploiters capitalistes ne dominent pas directement – dans les Etats ouvriers déformés qui restent : Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord et surtout la Chine, le pays le plus peuplé du monde. Et pourtant la Chine a à peine droit à une mention dans *Empire* et *Multitude*, et encore moins à une indication que c'est une société où il puisse y avoir quoi que ce soit à défendre. En cela aussi, Hardt et Negri emboîtent le pas aux impérialistes qui cherchent à faire passer la Chine pour un gigantesque « camp de travail ». Ce thème est d'ailleurs repris aussi par les bureaucrates syndicaux et les sociaux-démocrates, comme cela s'est vu clairement lors des manifestations de Seattle, où la bureaucratie syndicale américaine de l'AFL-CIO, derrière les images attendrissantes de « Teamsters and turtles united » [Unité camionneurs-tortues – ces derniers étaient des protecteurs d'animaux déguisés en tortue] tant vantées par Hardt, Negri et les autres idéologues altermondialistes, battait tambour pour que Washington prenne des mesures plus sévères contre la Chine.

La LCI par contre se bat pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste. La Chine est encore aujourd'hui ce qu'elle est depuis la Révolution de 1949 : un Etat ouvrier gouverné par une bureaucratie, structurellement similaire à ce qu'était l'Union soviétique. Malgré une importante pénétration du capitalisme chinois et étranger, les fondements de son économie sont collectivisés. Alors que presque tous les pays capitalistes avancés pratiquent une politique d'austérité fiscale, le gouvernement chinois s'est lancé dans de gigantesques projets d'infrastructure comme des barrages et des canaux. Le fait que le système bancaire est étatisé à jusqu'à présent protégé la Chine des flux volatiles d'investissements spéculatifs à court terme qui font périodiquement des ravages dans les économies des pays capitalistes néocoloniaux d'Extrême-Orient et aussi d'Amérique latine.

Dans la mesure où elle maintient l'ordre dans d'immenses « zones de libre échange » pour le compte de capitalistes chinois de l'extérieur et de capitalistes étrangers, la bureau-



Parlement européen/REA
Grève et manifestation de milliers de dockers européens à Strasbourg en janvier 2006 contre la directive portuaire européenne, qui a été ensuite repoussée.

cratie de Pékin est en un sens devenue fournisseur de main-d'œuvre pour les impérialistes. Mais les puissances capitalistes ne seront pas satisfaites tant que la Chine ne sera pas totalement sous l'emprise du marché impérialiste mondial. Les Etats-Unis construisent des bases militaires en Asie centrale pour essayer d'encercler militairement la Chine. Récemment ils ont aussi conclu un pacte avec le Japon pour défendre le bastion capitaliste de Taïwan. Un jour ou l'autre, les tensions sociales explosives de la société chinoise feront exploser la bureaucratie stalinienne au pouvoir. La question se posera alors de savoir si une révolution politique prolétarienne ouvre la voie au socialisme ou si l'on va vers l'esclavage capitaliste et qu'on retombe sous le joug de l'impérialisme. Les travailleurs et les jeunes militants de gauche du monde entier sont concernés par cette lutte. La contre-révolution capitaliste serait catastrophique pour les ouvriers chinois, les femmes et les masses déshéritées des campagnes. Au plan international, elle encouragerait les capitalistes à s'attaquer encore plus sauvagement aux travailleurs des villes et des campagnes, aux femmes, aux minorités et aux immigrés. La concurrence entre les puissances impérialistes s'intensifierait aussi, surtout entre les Etats-Unis et le Japon, ce qui conduirait à de nouvelles aventures militaires impérialistes contre les pays semi-coloniaux du monde.

Balivernes sur la « nouvelle économie » et arrogance petite-bourgeoise

Lorsque Marx et Engels ont compris que la lutte des classes était la voie vers la transformation révolutionnaire de la société capitaliste, et que le prolétariat était la classe révolutionnaire de l'époque moderne, cela a été un énorme pas en avant. Lorsqu'ils ont rejoint la Ligue des justes en 1847, elle est devenue la Ligue communiste et son mot d'ordre « Tous les hommes sont frères » est devenu « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Hardt et Negri cherchent à rebrousser chemin, ils rejettent la lutte des classes et dissolvent la classe ouvrière dans une catégorie sans caractère de classe qu'ils appellent « le peuple ».

Le fond de l'argumentation d'*Empire* et de *Multitude*,

c'est que le prolétariat s'est fondu dans la « multitude », un terme informe qu'on pourrait utiliser pour désigner n'importe qui sur la planète, qu'il soit ouvrier d'industrie, petit paysan, ingénieur ou agent de nettoyage, sans-logis ou PDG, prisonnier ou géolier. Comme le mouvement ouvrier est plus faible qu'il ne l'a été depuis les années 1920, du moins aux Etats-Unis, la plupart des jeunes militants de gauche considèrent que la classe ouvrière est insignifiante ou, au mieux, une couche opprimée parmi d'autres. Hardt et Negri fournissent une « théorie » qui justifie et renforce l'impressionnisme qui règne dans le milieu intellectuel universitaire auquel ils s'adressent et qu'ils glorifient. Cela n'a rien de nouveau. Même si le Socialist Workers Party qu'il avait fondé avait déjà abandonné sa perspective révolutionnaire dans les années 1960, James P. Cannon, pionnier du trotskysme américain, faisait déjà à juste titre remarquer en 1966 :

« Il y a ce phénomène nouveau dans le mouvement radical américain qu'on appelle, semble-t-il, la "Nouvelle Gauche". C'est un terme large qui s'applique à un assemblage de gens qui disent qu'ils n'aiment pas la situation telle qu'elle est et qu'il faut faire quelque chose – mais ils ne faut pas tirer de leçons de l'expérience du passé, rien de l'"ancienne gauche" ou de ses idées ou traditions ne vaut quoi que ce soit. [...] »

« Nous avons une orientation claire alors que la Nouvelle Gauche dit que la classe ouvrière n'existe plus. La classe ouvrière avait été rayée de la carte par de grands savants dans les années 1920. Il y eut un long boom économique dans les années 1920. Non seulement les ouvriers ne remportaient pas de victoires, mais ils perdaient même du terrain. En fait les syndicats déclinaient numériquement. Dans toutes les industries de base, là où aujourd'hui on trouve des syndicats industriels florissants – l'automobile, l'aéronautique, la sidérurgie, l'industrie pneumatique, les transports, la marine marchande – les syndicats n'existaient pas, juste quelques-uns çà et là. [...] Il a fallu un soulèvement semi-révolutionnaire au milieu des années 1930 pour mettre fin à ça et installer de vrais syndicats. »

– Cannon, « Raisons de la survie du SWP et de sa nouvelle vitalité dans les années 1960 », 6 septembre 1966, reproduit dans *Spartacist* édition anglaise n° 38-39, été 1986

Il a fallu la grève générale de mai 1968 en France pour dissuader une couche de militants de gauche d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord de ces baliyernes de la Nouvelle Gauche sur la disparition de la classe ouvrière. La révolution qui pointait en France réaffirma dans la vie réelle ce que disaient les marxistes sur le potentiel révolutionnaire du prolétariat. Cela régla leur compte aux charlataneries d'une génération précédente d'idéologues post-marxistes, et permit de recruter une nouvelle couche de jeunes au marxisme révolutionnaire.

Malgré différents changements dans les techniques industrielles et dans l'économie mondiale, le prolétariat est toujours central à une perspective révolutionnaire aujourd'hui parce qu'il continue à occuper une place toute particulière au cœur du processus de production. C'est de l'exploitation de la classe ouvrière que les capitalistes tirent leurs profits. En concentrant les ouvriers dans de grandes usines et de grands centres urbains, les capitalistes ont créé l'instrument de leur propre destruction en tant que classe exploiteuse. Qui plus est, pour que la classe ouvrière s'émancipe du joug capitaliste au niveau mondial, il faut qu'elle abolisse toute exploitation en créant une société où il n'y a pas de différences de classe.

La petite bourgeoisie se trouve entre les deux classes

fondamentales de la société capitaliste, le prolétariat et la bourgeoisie. Ni dans *Empire* ni dans *Multitude* n'est discuté ou même évoqué le rôle social de cette couche hétérogène qui va des paysans pauvres, petits commerçants et gérants de restaurants fast-food jusqu'aux cadres administratifs, techniques et culturels du système capitaliste qui ont fait des études universitaires, ou aux courtiers de haut vol de Wall Street. Dans le système capitaliste, la petite bourgeoisie n'a pas de rapport défini avec les moyens de production à grande échelle et elle n'a donc pas de pouvoir social indépendant ; par conséquent, même si la petite bourgeoisie (ou certaines de ses couches) est capable de virer d'un extrême politique à l'autre, elle ne peut pas jouer de rôle indépendant dans la lutte des classes.

D'un autre côté, ce rôle social de la petite bourgeoisie détermine ses perspectives sociales. Les ouvriers ne peuvent améliorer leur situation économique qu'en menant des *luttés collectives* contre les employeurs capitalistes et leur Etat, mais les membres des bureaucraties des grandes entreprises et des administrations publiques cherchent à améliorer leurs revenus et leur statut social en se *faisant concurrence* entre eux. Le gestionnaire de crédits dans une banque cherche à devenir directeur de l'agence. Le directeur de l'agence cherche à devenir directeur régional, et ainsi de suite.

Avec leur conception d'une prétendue économie post-industrielle, basée sur l'information, selon laquelle ce n'est plus le prolétariat mais l'intelligentsia petite-bourgeoise qui

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

4 numéros
(plus *Spartacist*)

France : 3 €
Europe : 4,50 €
Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Commande :
SEDI, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France
ou :
SCPA, C.P. 6867
succursale A, Toronto
Ontario M5W 1X6,
Canada



Pour contacter la
Ligue trotskyste de France

Paris : Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen : Le Bolchévik, BP 240
76003 Rouen Cedex 1
Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

joue un rôle pivot, Hardt et Negri donnent de la légitimité à l'élitisme petit-bourgeois et au mépris pour la classe ouvrière. Ils affirment que le capitalisme est passé de « la domination de l'industrie à celle des services et de l'information – un processus de *postmodernisation* ou mieux d'*informatisation* » (*Empire*, souligné dans l'original). Evoquant un stéréotype caricatural du « prolo » macho avec son litron de rouge, ils déclarent : « Aujourd'hui, cette classe ouvrière a presque disparu de l'horizon » (*Empire*). Dans la suite à *Empire*, Hardt et Negri laissent tomber cette affirmation absurde en faveur d'un argument qui semble plus plausible mais qui est tout aussi faux :

« Au contraire, le travail agricole reste aujourd'hui dominant en termes quantitatifs, comme cela a été le cas pendant des siècles, tandis que l'activité industrielle est restée globalement stable. Le travail immatériel représente une fraction minoritaire du travail global et il est concentré dans les régions dominantes du globe. Nous affirmons en revanche que le travail immatériel est devenu *hégémonique d'un point de vue qualitatif* [...] »
 – *Multitude*

Cette vision de réalité immatérielle qu'ont Hardt et Negri ressemble à un édito particulièrement dément du magazine *Wired*, ou à la vision d'un entrepreneur capitaliste de la Silicon Valley qui cherche des fonds pour financer son dernier « grand projet Internet ». Charles Leadbeater, le bonimenteur blairiste, déploie aussi toute son éloquence : « Nos enfants n'auront pas à trimer dans des usines sombres, descendre dans des puits de mine ou suffoquer dans des aciéries, ou tailler dans la matière première pour la transformer en produits manufacturés. Ils gagneront leur vie grâce à leur créativité, leur ingéniosité et leur imagination » (*Living on Thin Air*).

Ce n'est pas non plus quelque chose de nouveau. En 1964, une déclaration signée par des sommités de gauche – dont James Boggs, Todd Gitlin, Michael Harrington, Tom Hayden, Gunnar Myrdal et Linus Pauling – expliquait :

« Une nouvelle ère de production a commencé. Ses principes organisationnels sont aussi différents de ceux de l'ère industrielle que ceux de l'ère industrielle étaient différents de l'agriculture. La révolution cybernétique a été accomplie par

l'association de l'ordinateur et de la machine automatique qui se règle elle-même. Ce qui en résulte c'est un système qui a une capacité presque illimitée et qui demande de moins en moins de travail humain.

« La révolution cybernétique permet d'envisager une existence qualitativement plus riche en valeurs tant démocratiques que matérielles. »

– « La triple révolution »,

International Socialist Review, été 1964

Si elle n'était pas aussi claire, cette affirmation aurait pu être tirée d'*Empire* ou de *Multitude*.

Centralité du prolétariat et conscience révolutionnaire

Seuls des intellectuels n'ayant aucune idée de comment les travailleurs vivent dans le monde réel peuvent inventer le mythe d'un nouveau monde connecté en réseau dans lequel tout le monde est un producteur indépendant derrière un écran d'ordinateur. Il faut bien que *quelqu'un* produise les vêtements que portent nos penseurs postmodernes, les voitures qu'ils conduisent, et les ordinateurs avec lesquels ils parcourent les autoroutes de l'information, et l'électricité qui les fait marcher, sans parler du reste. La gestion des stocks dans les opérations de transport se fait peut-être par ordinateur, mais il faut toujours des dockers pour décharger les cargos, et des camionneurs et des cheminots pour acheminer le chargement. De plus, si cela rapporte davantage de profits, comme dans l'industrie de la confection où les salaires sont bas, les capitalistes sont prêts à abandonner les méthodes de production automatisées gourmandes en capital pour *revenir* à des ateliers à forte densité de main-d'œuvre surexploitée, qui ressemblent beaucoup aux usines d'il y a cent ans. Le travail des ouvriers d'usine est encore et toujours répétitif, éreintant et souvent dangereux. En 2003 par exemple, le taux d'accidents du travail dans les usines automobiles américaines était 15 fois plus élevé que dans les bureaux de la finance ou des assurances.

Il est vrai, comme on peut le voir dans la grande région dévastée du Midwest, qui avait été autrefois le centre industriel des Etats-Unis, et où aujourd'hui beaucoup d'usines ont

SPARTACIST CANADA
 No. 43
 Summer 2003

Canada Out of Afghanistan Now!

Down With Imperialist Occupation of Iraq!

Canadian Imperialist troops threaten Afghan peasants in Kandahar province, May 16.

Imperialists threaten Iraq

Publications de la Ligue trotskyste
 Trotskyist League of Canada

Spartacist Canada
 Journal en anglais
 de la Ligue trotskyste

Abonnez-vous !

3 \$Cdn pour 4 numéros (plus *Spartacist*)
 Hors Canada : 8 \$Cdn ou 6 €

Commande

Spartacist Canada Publishing Association
 C.P. 6867, succursale A
 Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

ou :

SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Brochure de la Ligue trotskyste 1.00 \$

Quebec: Question nationale et lutte des classes

Pour l'indépendance du Québec
 Les peuples autochtones sous les traits criminels du nationalisme

Brochure sur la question nationale au Québec
 1 \$Cdn ou 1 € (32 pages)

Pour contacter
 la Ligue trotskyste/
 Trotskyist League

Toronto : C.P. 7198, succursale A, Toronto, ON M5W 1X8

(416) 593-4138

Vancouver : C.P. 2717, Main P.O., Vancouver, BC V6B 3X2

(604) 687-0353

Courriel : spartcan@on.aibn.com



Robert Altman

Commune hippie à Taos au Nouveau-Mexique en 1969. Couverture du magazine *Wired*, la voix de la « révolution Internet ». Hardt et Negri actualisent le subjectivisme de la « contre-culture » gauchiste pour l'ère du cyberspace.

fermé, qu'il y a eu des changements importants dans l'économie des Etats-Unis et dans l'économie mondiale. Le capital cherche continuellement le taux de profit le plus élevé et donc les coûts de production les plus bas possible, que ce soit à l'intérieur des frontières nationales ou (en l'absence de barrières protectionnistes importantes) à l'extérieur. Au début des années 1970, les capitalistes américains ont de plus en plus transféré leur production manufacturée dans le sud des Etats-Unis où il n'y a pas de syndicats, puis au Mexique, puis maintenant dans les pays d'Asie où les salaires sont encore plus bas. Ces transferts se sont effectués par des investissements directs, par la sous-traitance, l'externalisation et des mécanismes similaires. Ce développement a été fortement accéléré par les reculades de l'Union soviétique au plan international, puis par l'effondrement de celle-ci. En même temps les « réformes de marché » du régime stalinien de Pékin ont ouvert la Chine aux investissements à grande échelle de capitaux occidentaux, japonais ou chinois de l'extérieur, essentiellement dans l'industrie légère. Le prolétariat chinois, fort maintenant de 160 millions d'ouvriers dans la production manufacturée ainsi que dans le bâtiment, l'énergie, les mines, les transports et les télécommunications, est devenu une composante très importante du prolétariat industriel à l'échelle internationale.

En 1970, 33 % de la main-d'œuvre non agricole aux Etats-Unis était employée dans le secteur de la production marchande (l'industrie, le bâtiment et les mines) et 6 % dans les transports et les services publics (Département du commerce

américain, *Statistical Abstract of the United States : 1971* [Synthèse statistique des Etats-Unis : 1971]). Mais en 2003, la proportion de la main-d'œuvre employée dans la production était tombée à 20 % alors que 5 % travaillait dans les transports et les services publics (*Statistical Abstract of the United States : 2004-2005*). Dans la même période la proportion d'employés travaillant dans le commerce de gros et de détail, les banques, la gestion d'actifs, les compagnies d'assurances, les agences immobilières, etc., était passée à 22 %.

Mais cela est loin de prouver « l'hégémonie du travail immatériel », même dans les « régions dominantes du globe ». (Hardt et Negri ne peuvent pas mieux montrer qu'ils cherchent avant tout à flatter la petite bourgeoisie relativement privilégiée du « premier monde » qui a fait des études supérieures ; ils ne tiennent même pas compte du prolétariat en Chine et dans certaines parties du tiers-monde semi-colonial.) La notion d'une « nouvelle économie » révolutionnée par la technologie de l'information est tout autant un mythe que dans les années 1960. Au début des années 1800, avant l'invention du télégraphe, lorsque la famille Rothschild a utilisé les pigeons voyageurs pour rapidement transmettre des informations, cela lui a donné un énorme avantage sur ses concurrents pour bâtir un empire bancaire dans toute l'Europe. Mais c'était loin d'annoncer une révolution économique. Même

avant que le boom de l'Internet des années 1990 s'effondre, un économiste faisait remarquer :

« La plupart des applications informatiques (sur gros ordinateur ou sur ordinateur personnel) des débuts s'est vite confrontée à la loi des rendements décroissants. L'utilisation d'Internet est en grande partie la substitution d'un genre de distraction ou de collecte de renseignements par un autre. »

– Robert J. Gordon, « La nouvelle économie est-elle à la hauteur des grandes inventions du passé ? », *Journal of Economic Perspectives*, automne 2000

Le secteur des services n'est pas non plus devenu dominant par rapport à l'industrie. La production des biens a la primauté sur les services, une primauté masquée par la division classique entre les deux. Sans immeubles, il ne peut pas y avoir d'agences immobilières et de compagnies d'assurance immobilière. Sans voitures, il ne peut pas y avoir de concessions automobiles et de compagnies d'assurance auto. Et les restaurants fast-food sont en fait la phase finale d'une industrie de transformation des aliments. Ceux qui travaillent à McDonald transforment des hamburgers et des frites congelés en quelque chose de (plus ou moins) mangeable. De plus, une grande partie du secteur des services est directement intégrée au processus de fabrication. Une des rares études faites sur ce sujet dans les années 1980 montre que 25 % environ du PNB des Etats-Unis consistait en « services » (comptabilité, avocats, publicité, assurances sur les biens, assurance médicale des employés) achetés par les entreprises et incorporés dans le prix de vente de leurs produits (Stephen S. Cohen and John Zysman, *Manufacturing*

Matters : The Myth of the Post-Industrial Economy [C'est la production industrielle qui compte : le mythe de l'économie postindustrielle], New York, Basic Books, 1987).

Donnant l'exemple des « équipes de production » toyotiste dans certaines usines automobiles et leur méthode de production et de gestion de stock « en flux tendus », Hardt et Negri prétendent également qu'il y a eu un changement fondamental dans l'industrie passée du « fordisme » et du « taylorisme », c'est-à-dire de la production à la chaîne dans de grandes usines où tout est concentré, aux méthodes « postfordistes ». Dans la mesure où les fabricants ont étendu leurs opérations de production au niveau mondial, cela souligne le besoin d'avoir une solidarité ouvrière internationale. Mais cela ne veut pas dire que la lutte des classes est de la vieille histoire. En 1998, dans une usine d'emboutissage de General Motors [GM] à Flint dans le Michigan, des milliers d'ouvriers se sont mis en grève contre des menaces de licenciements. Pratiquement tout l'empire de General Motors aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique s'est vite trouvé immobilisé. Pour essayer de briser la grève, GM a transporté les presses à emboutir de Flint à une de ses usines au Canada. Mais les ouvriers de l'usine canadienne ont refusé d'y toucher. C'est un remarquable exemple de solidarité ouvrière internationale. La grève, qui a duré presque deux mois, a coûté à GM douze milliards de dollars en ventes et trois milliards en profits. C'est la grève la plus coûteuse qu'ait jamais connue GM, qui était à ce moment-là la plus grande société industrielle du monde.

La grève à GM montre assez spectaculairement que la prostration actuelle du mouvement ouvrier n'est pas à imputer aux changements structurels du capitalisme mais plutôt au fait que les directions bureaucratiques des syndicats ont une politique procapitaliste. La bureaucratie de l'United Auto Workers (Travailleurs unis de l'automobile) a fait reprendre le travail aux grévistes alors que GM était aux abois, sur la base d'un compromis qui ne réglait rien. A l'époque nous avons écrit :

« Par le simple fait de ne pas fournir leur travail, les ouvriers de GM ont démontré que la puissance potentielle de la classe ouvrière est dans le nombre, l'organisation et la discipline, et surtout dans le fait que c'est le travail qui fait tourner la roue du profit dans la société capitaliste. Mais la grève de Flint a aussi montré que la puissance de la classe ouvrière est sapée et minée par la bureaucratie syndicale qui prêche que les ouvriers et leurs exploiters capitalistes ont des intérêts identiques [...].

« Pour se défendre et riposter à la guerre contre le mouvement ouvrier organisé, les travailleurs ont besoin d'une direction qui comprenne que les intérêts des travailleurs et ceux des capitalistes sont diamétralement opposés, que toute mobilisation sérieuse de la puissance des syndicats est une menace pour les capitalistes et mène à la confrontation directe avec l'Etat bourgeois, que ce soit sous un gouvernement Républicain ou Démocrate, et que la classe ouvrière doit donc soigneusement garder son indépendance organisationnelle et politique par rapport à la bourgeoisie, son Etat et ses partis politiques. »

- « Pour une lutte de classe contre les suppressions d'emplois à GM », *Workers Vanguard* n° 696, 11 septembre 1998

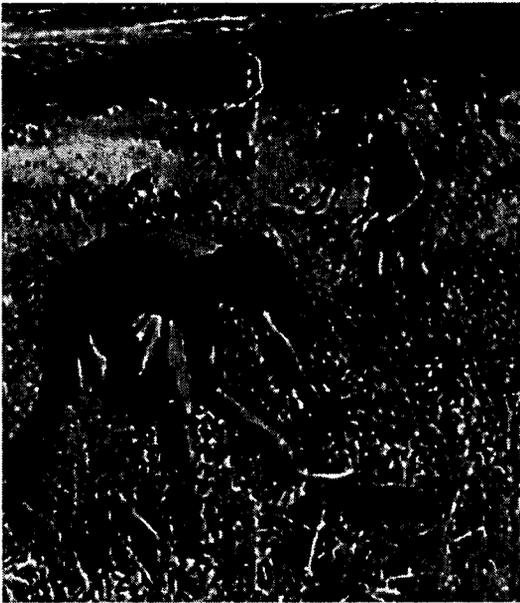
Les bureaucrates qui dirigent les syndicats et, ailleurs qu'aux Etats-Unis, ceux qui dirigent les partis travaillistes, sociaux-démocrates et autres réformistes, sont une couche petite-bourgeoise à l'intérieur du mouvement ouvrier, que le marxiste américain Daniel De Leon appelait très justement « les lieutenants ouvriers du capital ». Ils prétendent parler

au nom de la classe ouvrière mais leur loyauté va en fait au système capitaliste, et ils sont dûment récompensés pour leurs services. Dans la dernière moitié du XIX^e siècle, Marx et ses partisans pensaient que l'influence du réformisme (c'est-à-dire un programme de collaboration avec la bourgeoisie et des réformes au coup par coup) était un signe d'immaturation de la classe ouvrière. Ils pensaient donc qu'au fur et à mesure que la classe ouvrière gagnait en nombre et en pouvoir, ces illusions dangereuses seraient transcendées. Mais au début de l'ère impérialiste, Lénine comprit que la situation avait fondamentalement changé. Dans les pays impérialistes, il y avait désormais une base objective solide pour acheter une petite partie de la classe ouvrière grâce aux surprofits provenant de l'exploitation du monde colonial. Comprendre qu'un parti qui représente vraiment les intérêts de la classe ouvrière doit être diamétralement opposé, politiquement et organisationnellement, à des gens comme John Sweeney [dirigeant de l'AFL-CIO], Tony Blair et Gerhard Schröder, c'est l'essence du léninisme.

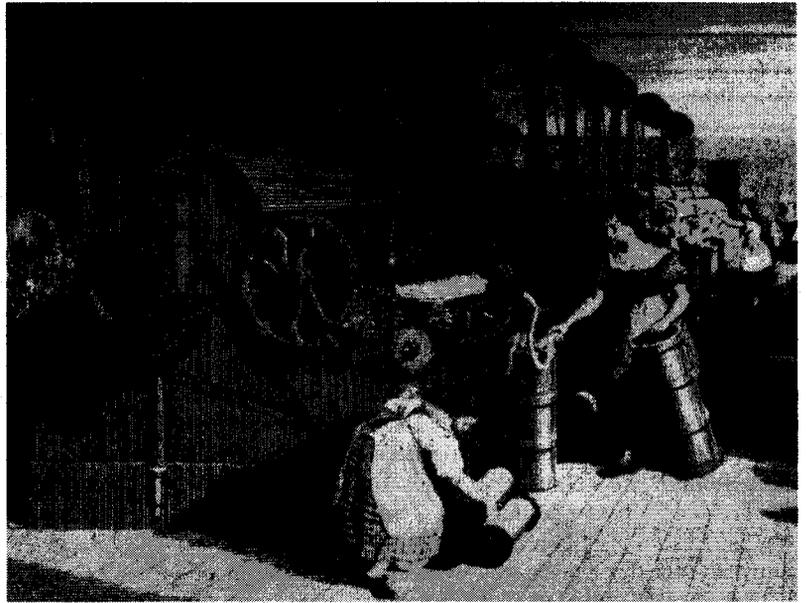
Pour que la classe ouvrière passe de classe *en soi* – c'est-à-dire définie simplement par ses rapports aux moyens de production – à une classe *pour soi*, tout à fait consciente de sa tâche historique qui est de renverser l'ordre capitaliste, il faut une direction révolutionnaire. Sans cela, la conscience de classe des ouvriers est déterminée à un degré ou un autre par l'idéologie bourgeoise (et pré-bourgeoise) : le nationalisme, le racisme, le sexisme, la religion, les illusions dans le réformisme parlementaire, etc. Cette idéologie les amène à penser que la société capitaliste est fixe et immuable. La bourgeoisie possède non seulement une richesse énorme et le contrôle total de l'information, mais elle a aussi un énorme appareil répressif – l'armée, la police, etc. – qui est centralisé au plus haut niveau. Pour vaincre ce pouvoir il faut avoir en face un pouvoir qui soit tout aussi organisé et centralisé. Quand la bourgeoisie était une classe montante à la fin de l'époque féodale, son pouvoir social et économique augmentait au fur et à mesure que sa richesse et ses propriétés s'étendaient par rapport à celles de l'aristocratie terrienne. Mais le prolétariat n'est pas une classe possédante. Il ne peut donc pas construire les institutions d'une nouvelle société en restant dans le cadre du capitalisme. Dans sa lutte pour le pouvoir, le prolétariat ne peut compter que sur son organisation et sa conscience politique. Celles-ci s'expriment au plus haut niveau dans la construction d'un parti d'avant-garde démocratiquement centralisé dont la direction, les tactiques et la stratégie sont choisies ou élaborées dans la démocratie interne la plus complète et dont les décisions sont mises en pratique avec un centralisme rigoureux.

Vieux réformisme et jargon postmoderne

Hardt et Negri prétendent que le prolétariat sous une direction léniniste ne peut pas opérer de changement révolutionnaire, et que c'est l'intelligentsia petite-bourgeoise qui est la nouvelle avant-garde : « La lutte en réseau, en revanche, de même que la production postfordiste, ne dépend pas à proprement parler de la discipline : ses valeurs cardinales sont la créativité, la communication et la coopération auto-organisée. [...] Elle n'est plus "le peuple" et son objectif n'est plus de prendre le pouvoir de l'Etat souverain. Dans la forme-réseau, les éléments démocratiques déjà présents dans la guérilla sont encore plus déve-



Howard Bloom



Dietz Verlag Berlin

Comment le développement de la productivité a façonné l'histoire humaine : au néolithique, il y a 11 000 ans, on utilise la faucille. Métiers à tisser industriels en Angleterre dans les années 1830.

loppés et l'organisation devient une fin en elle-même plus qu'un moyen » (*Multitude*).

Cela rappelle l'expression classique du révisionnisme social-démocrate d'Edouard Bernstein. Bernstein, exécuteur testamentaire des œuvres d'Engels, écrivit une série d'articles dans les deux ans qui suivirent la mort de ce dernier en 1895, dans lesquels il prenait des positions carrément réformistes, déclarant par exemple : « J'admets ouvertement que j'ai extraordinairement peu d'intérêt ou de goût pour ce qu'on appelle généralement "le but final du socialisme". Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le *mouvement est tout*. Et par mouvement j'entends non seulement le mouvement *général* de la société, ça c'est le *progrès* social, mais aussi l'*agitation* économique et politique et l'*organisation* pour effectuer ce progrès » (souligné dans l'original).

Bernstein, lui, au moins, se tournait vers la classe ouvrière organisée pour transformer la société, même s'il semait l'illusion qu'on pouvait parvenir au socialisme par un processus graduel de réformes. L'horrible carnage de la Première Guerre mondiale a infligé un cinglant démenti à cette illusion d'un progrès social avançant imperturbablement avec le temps. Mais par contre Hardt et Negri racontent à la jeunesse petite-bourgeoise qu'elle peut changer le monde sans avoir de puissance sociale ni même désirer en avoir.

Ils font l'éloge du « militantisme nouveau » de l'ère post-soviétique qui « ne se contente pas de répéter les formules d'organisation de la vieille classe ouvrière révolutionnaire. [...] Ce militantisme fait de la résistance un contre-pouvoir, et de la rébellion un projet d'amour » (*Empire*). John Holloway, une autre de ces lumières du postmarxisme, expliquait clairement : « La chute de l'Union soviétique ne signifie pas seulement la désillusion pour des millions de personnes. Elle a aussi libéré la pensée révolutionnaire, elle l'a libérée de l'idée que la révolution c'était la conquête du pouvoir » (*Change the World Without Taking Power* [Changer le monde sans prendre le pouvoir], Londres, Pluto Press, 2002).

Hardt et Negri prônent des méthodes petites-bourgeoises comme la « désertion », la « marginalisation » et se découper des « espaces » autonomes dans la société capitaliste. Font partie de ces espaces les communes de la « contre-culture » américaine des années 1970 ainsi que les centres sociaux « autonomes » mis en place en Italie, souvent avec les fonds de l'Etat, après les luttes des années 1960 et 1970 (ces derniers sont chers au cœur de Negri). Militier dans les comités et autres formes de militantisme « horizontal » ; casser les vitrines de Starbucks ou démolir les enceintes protégeant les sommets de la Banque mondiale ; créer de petites niches d'« espaces libérés » qui ne doivent leur existence qu'à la tolérance de l'Etat : ce sont peut-être des activités qui procurent une certaine satisfaction morale ; elles dérangent même à l'occasion les capitalistes au pouvoir. Mais rien de tout cela ne nous rapproche ne serait-ce que d'un millimètre de la liquidation de l'exploitation et de l'oppression capitalistes ; pour cela il faut que la classe ouvrière prenne le pouvoir et s'en serve.

C'est au fond une conception religieuse que Hardt et Negri prônent lorsqu'ils disent que les militants politiques peuvent changer le monde par l'exemple moral en montrant à quoi un nouveau monde de paix, d'amour et de démocratie peut ressembler, au miroir des formes d'organisation « non hiérarchiques » déjà existantes. Les zapatistes mexicains, dont la base est paysanne, en sont un exemple populaire. Ils sont révéés par beaucoup de jeunes militants en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis. Le livre de Holloway est dédié aux zapatistes. Hardt et Negri s'enthousiasment aussi pour eux : « l'objectif du mouvement n'a jamais été de renverser l'Etat et de revendiquer l'autorité souveraine, mais plutôt de changer le monde sans prendre le pouvoir » (*Multitude*).

L'Armée de libération nationale zapatiste (EZLN) est apparue au début des années 1990. C'était un mouvement guérilliste basé sur les petits paysans indiens ruinés de l'Etat du Chiapas au sud du Mexique. Lorsque l'ALENA a été introduit en 1994, l'EZLN a dirigé une brève révolte de ces

paysans désespérés qui savaient que cet accord de libre-échange, un véritable viol du Mexique, allait les paupériser et les chasser de leurs terres. Mais mise à part la facilité avec laquelle le sous-commandant Marcos s'exprime en jargon postmoderne et dans des communiqués sur Internet, les zapatistes ne sont pas un phénomène nouveau. Ils ne sont qu'une expression actuelle du nationalisme populiste latino-américain traditionnel, un mouvement dirigé par des intellectuels déclassés qui a une certaine base dans la paysannerie.

Les zapatistes n'ont guère changé le monde, même dans les limites du Chiapas. Mis à part le bref épisode de lutte armée de l'EZLN, le Chiapas reste un Etat policier occupé par 70 000 soldats du gouvernement sans compter les tueurs paramilitaires des milices privées des propriétaires terriens. Dans les endroits contrôlés par l'EZLN, l'économie reste largement une agriculture de subsistance sur le modèle de l'*ejido* communal, mais sans les maigres subventions de l'Etat que les *ejidos* recevaient pendant un temps. Les zones libérées de la jungle, les « *caracoles* », ont peut-être des écoles « autogérées » et même un cybercafé du peuple, mais les soins médicaux sont lamentables et on continue souvent à avoir recours à des herbes médicinales relativement inefficaces. Au niveau de l'autorité politique et sociale, c'est un système patriarcal, dans lequel ce sont pour l'essentiel les « anciens », des hommes, qui font la loi. De plus, même cette économie de misère ne tiendra pas à long terme au milieu d'un monde capitaliste où la course au profit va inévitablement conduire à l'éradication d'organisations sociales plus anciennes pour étendre l'accès aux ressources, aux marchés et à la production.

Les mythes éculés de la « démocratie » capitaliste...

Multitude a pour sous-titre « Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire ». Negri au moins est tout à fait au courant de la doctrine marxiste et sait que les gouvernements parlementaires actuels représentent en fait la domination politique de la bourgeoisie. Mais dans son livre, il ne mentionne pas la position marxiste sur cette question clé, que ce soit pour la réfuter ou pour la soutenir, ce qui est d'une malhonnêteté manifeste. Tout au long de *Multitude*, la « démocratie » est glorifiée à profusion et censée être l'alpha et l'oméga du militantisme sans être jamais définie concrètement en termes d'institutions. Pourtant, vers la fin de *Multitude*, Hardt et Negri dévoilent le pot aux roses et s'emballent à l'idée d'un « parlement mondial » :

« Imaginons par exemple que le corps électoral mondial constitué d'environ quatre milliards de personnes (en excluant les mineurs de la population planétaire) soit divisé en quatre cents circonscriptions d'environ dix millions de personnes chacune. Les habitants de l'Amérique du Nord éliraient ainsi une vingtaine de représentants, de même que les Européens et les Indonésiens, tandis que les Chinois et les Indiens en éliraient respectivement cent et quatre-vingt. »

Imaginez un peu : Wall Street et le Pentagone partageant leur richesse et leur pouvoir avec l'Inde et l'Indonésie parce qu'il y a eu des élections démocratiques ! Le fantasme de Hardt et Negri qui veulent recréer à l'échelle internationale le Congrès des Etats-Unis ou le Parlement britannique – « la matrice de tous les parlements » – révèle non seulement qu'ils ont une vision démocratique bourgeoise mais aussi combien tout leur schéma d'un anti-empire est totalement irréel, absurde et utopique.

Sur le plan politique, l'électorat bourgeois réduit la classe ouvrière à l'état d'individus isolés. La bourgeoisie peut manipuler l'électorat puisqu'elle contrôle les médias, l'éducation et toutes les autres institutions qui forment l'opinion publique. Dans toutes les « démocraties » capitalistes, les membres des hautes sphères de l'Etat, qu'ils soient élus ou non, sont achetés et payés par les banques et les grandes entreprises. Comme l'expliquait Lénine dans sa polémique classique contre le social-démocrate allemand Karl Kautsky :

« Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la "démocratie" des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. [...] »

« Dans la démocratie bourgeoise, par mille stratagèmes, – d'autant plus ingénieux et efficaces que la démocratie "pure" est plus développée, – les capitalistes *écartent* les masses de la participation à la gestion du pays, de la liberté de réunion, de presse, etc. [...] »

« Mille barrières *s'opposent* à la participation des masses travailleuses au parlement bourgeois (lequel, dans une démocratie bourgeoise, *ne résout jamais* les questions majeures ; celles-ci sont tranchées par la Bourse, par les banques). Et les ouvriers savent et sentent, voient et saisissent à merveille que le parlement bourgeois est pour eux un organisme *étranger* [...] » [souligné dans l'original].

– la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky (1918)

Ce qui s'est passé après l'héroïque lutte de plusieurs décennies contre le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, et contre sa ségrégation répugnante et sa terreur policière débridée, en est une bonne illustration. L'ANC (Congrès national africain) avait assuré aux masses en lutte

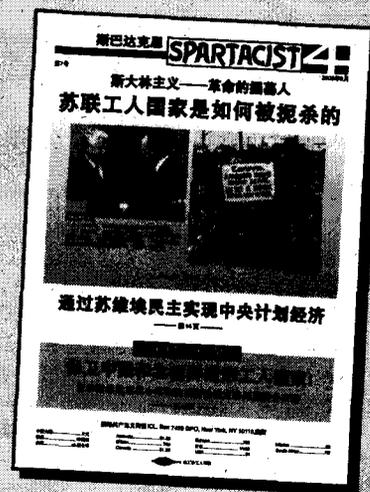
Spartacist n° 7 en chinois

- Le stalinisme : fossoyeur de la révolution
Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé

Révolution socialiste pour balayer la contre-révolution d'Eistine !
(Novembre 1992)

- Pour la planification centralisée basée sur la démocratie des soviets !
(Juin 1988)

- A bas l'alliance contre-révolutionnaire USA/Japon !
Défense des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen !
Déclaration commune du Groupe spartaciste du Japon et de la Spartacist League/U.S.
(Mars 2005)



1 € / 1,25 \$Cdn (20 pages)

Commande : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
ou : Spartacist Canada, C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

que si la majorité noire était au gouvernement, il y aurait une redistribution radicale des revenus et des richesses de la riche élite blanche au profit des travailleurs non blancs pauvres. Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est passé lorsque l'ANC a remplacé au gouvernement les suprémacistes blancs après les élections de 1994. Ce qui s'est passé en réalité c'est qu'une petite élite noire a réussi à accéder à des positions lucratives [le « *gravy train* »] dans la bourgeoisie dominée par les Blancs, alors que la condition économique des ouvriers noirs, des déshérités des villes et des campagnes a en fait empiré sur bien des plans.

Les gros capitalistes et propriétaires terriens n'accepteront jamais qu'on remette sérieusement leurs profits ou leurs propriétés en question. Il faut leur arracher le pouvoir. La démocratie parlementaire est là pour créer l'illusion du contraire en camouflant partiellement la dictature du capital, surtout dans les pays industriels les plus riches. Et même là, les droits « inaliénables » tant chéris peuvent, mis à part le droit à la propriété, y être foulés au pied si la bourgeoisie se sent menacée. Trotsky l'a bien expliqué dans sa polémique contre Kautsky pour défendre la dictature du prolétariat :

« La bourgeoisie capitaliste se dit : "Tant que je posséderai les terres, les usines, les fabriques, les banques, tant que je dominerai la presse, les écoles, les universités, tant que je tiendrai entre mes mains – et c'est l'essentiel – l'armée, le mécanisme de la démocratie, de quelque façon qu'on le remanie, demeurera soumis à ma volonté." [...] »

« A quoi le prolétariat révolutionnaire répond : "Par conséquent, la première condition de salut est d'arracher à la bourgeoisie ses instruments de domination. Nul espoir n'est permis d'atteindre pacifiquement au pouvoir alors que la bourgeoisie conserve tous les instruments de domination. Triplement insensé, l'espoir d'arriver au pouvoir par la voie que la bourgeoisie indique et qu'elle barricade en même temps, la voie de la démocratie parlementaire." »

– *Terrorisme et communisme* (1920)

...et de l'impérialisme « progressiste »

Une révolution « sans prendre le pouvoir » n'est pas une révolution, c'est au mieux une réforme superficielle du système existant sous le pouvoir en place. Ce qu'il y a derrière ces mots à la mode comme « horizontalisme » ou « construction d'alliances » censés être des alternatives à la lutte pour un parti léniniste et pour le pouvoir d'Etat prolétarien, c'est une vieille conception éculée et fanée, l'idée qu'on peut mettre fin à la pauvreté, l'oppression et la guerre en rassemblant tous les gens de bonne volonté de toutes les classes contre une petite élite rapace, néolibérale et belliqueuse.

Dans *Empire* Hardt et Negri affirment que « ce qui était habituellement conflits ou rivalités entre plusieurs puissances impérialistes a été remplacé par l'idée d'un pouvoir unique qui les surdétermine toutes, les structure d'une façon unitaire et les traite sous une notion commune de droit qui est résolument postcoloniale et postimpérialiste ». C'est une façon simpliste d'exprimer ce que pensent beaucoup d'idéologues altermondialistes, à savoir que l'Etat-nation a été supplanté par des sociétés « transnationales » et des institutions supranationales comme le FMI, l'OMC et la Banque mondiale. Nous avons abondamment réfuté ce genre d'idées en 1999 dans une brochure intitulée *Imperialism, the « Global Economy » and Labor Reformism* [L'impérialisme, la « mondialisation de l'économie » et le réformisme], et nous avons noté qu'elles ressemblaient beaucoup à la théorie de l'ultra-impérialisme que Kautsky

avait avancée au moment de la Première Guerre mondiale pour justifier sa position qu'une révolution prolétarienne internationale n'était plus nécessaire. Nous inspirant de la réponse classique que Lénine avait écrite contre Kautsky, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), nous expliquions que les banques et les sociétés « multinationales » continuent à dépendre de la puissance militaire de leur Etat-nation, pour la protection et l'expansion de leurs investissements à l'étranger :

« Ce qu'on appelle des droits de propriété – que ce soit sous la forme de prêts, d'investissements directs ou d'accords commerciaux – ne sont que des bouts de papier s'il n'y a pas une force armée derrière pour les soutenir [...]. »

« Et les cadres dirigeants d'Exxon savent pertinemment que sans l'armée, la marine et l'aviation américaines, leurs champs pétrolifères dans le golfe Persique ne leur appartiendraient pas très longtemps. »

– *Imperialism, the « Global Economy » and Labor Reformism*

Hardt et Negri prétendent que « Dans cet espace lisse de l'Empire, il n'y a pas de lieu de pouvoir : celui-ci est à la fois partout et nulle part » (*Empire*, souligné dans l'original). Essayez un peu de dire aux habitants de Bagdad aujourd'hui qu'ils vivent dans un monde postcolonial et postimpérial où il n'y a pas de lieu de pouvoir ! George W. Bush, qui a peu de considération pour les subtilités postmodernes d'*Empire* et qui préfère la bonne vieille politique de coercition d'*America über alles*, a envahi l'Irak-en 2003 pratiquement unilatéralement (si l'on met à part la Grande-Bretagne de Blair). Les manifestations altermondialistes ont alors cédé la place à des manifestations antiguerre beaucoup plus massives, et les réformistes qui les organisaient focalisaient essentiellement l'attention sur la politique du gouvernement Bush ; Hardt et Negri ont alors fait un tournant similaire et sont passés d'*Empire* à *Multitude*. Maintenant ils parlent d'un « agencement unilatéral ou "monarchique" de l'ordre global organisé autour des diktats militaires, politiques et économiques des Etats-Unis » et préconisent une « alliance » entre la « multitude » et les « aristocraties » gouvernant l'Europe contre le « monarque » impérial américain (*Multitude*).

Ce que veulent dire Hardt et Negri lorsqu'ils affirment stupidement qu'il n'y a pas de « lieu de pouvoir », c'est qu'il n'y a pas de lieu où faire la révolution. Le monde réel est constitué d'Etats capitalistes qui ne sont ni neutres, ni bienveillants, ni sans importance et qui ne peuvent pas être contournés ou réformés. On ne peut pas non plus les transformer en Etats qui servent les intérêts des exploités et des opprimés. L'Etat bourgeois est un instrument de violence organisée pour imposer l'exploitation de la classe ouvrière par le capital. Il faut le détruire au cours d'une révolution socialiste profonde et le remplacer par la domination de classe des ouvriers.

La « multitude » contre « l'empire » n'est que la dernière incarnation en date de la conception faillie et usée du « peuple » uni contre « les monopoles » (ou la guerre, ou le fascisme, etc. *ad nauseam*). Ce que Hardt et Negri proposent c'est un exemple classique de ce que les marxistes appellent la collaboration de classes, la subordination de la gauche et du mouvement ouvrier à une aile « progressiste » de la bourgeoisie au pouvoir pour réformer le système existant. S'appuyer ainsi sur les représentants de l'ennemi de classe – politique longtemps préconisée par les staliniens sous le nom de « front populaire » – n'a apporté que des désastres à la classe ouvrière et aux opprimés.

Montage adapté de Workers Hammer



Dans la pratique l'idéalisme moralisateur antipouvoir prôché par Hardt, Negri et Cie dégénère en politique sordide de soutien au capitalisme du « moindre mal ». Dans les élections américaines de 2004, l'anarchiste de salon Noam Chomsky et la journaliste altermondialiste canadienne Naomi Klein (qui a trouvé que *Multitude* lui donnait de l'inspiration) ont soutenu le Démocrate John Kerry parce qu'il pouvait faire appliquer de façon plus présentable la surexploitation « démocratique » au niveau mondial, la « guerre contre le terrorisme » et l'Empire américain. Quant à Negri, il soutient les impérialistes européens soi-disant plus bienveillants contre les Etats-Unis. Il semble d'ailleurs que c'est un des rares concepts de son livre qu'il essaye effectivement de mettre en pratique. Au début de 2005 il a fait campagne pour la Constitution de l'Union européenne, qui est dirigée par un consortium de puissances impérialistes déterminées à faire baisser les salaires et les avantages sociaux des ouvriers européens, et à fermer les portes de la forteresse Europe aux immigrants et demandeurs d'asile non blancs.

Et puis il y a le Forum social mondial (FSM), qui organise de grands rassemblements contre le « néolibéralisme », comme ceux qui ont eu lieu au Brésil et ailleurs ces dernières années. Dans une préface à des documents du FSM, Hardt et Negri prétendent que le FSM fournit « la possibilité de reconstituer la Gauche, internationalement et dans chaque pays » et pourrait annoncer « la naissance de la démocratie de la multitude » (Ponniiah et Fisher, *Un autre monde est possible*, 2003). Le FSM a été mis en place après les manifestations de Seattle pour désamorcer les confrontations de rue en fournissant un milieu apparemment non parlementaire aux militants altermondialistes. Il est clair comme de l'eau de roche que le FSM et les forums sociaux régionaux sont des manifestations de collaboration de classes : ils lient les ouvriers et les militants qui se veulent de gauche à des organisations bourgeoises et petites-bourgeoises sur la base d'un programme bourgeois, et cela directement sous les auspices d'institutions, de politiciens et de gouvernements capitalistes. Le FSM de 2005 à Porto Alegre, par exemple, a été financé à hauteur de 2,5 millions de dollars par le gouvernement fédéral du Brésil qui impose l'austérité sauvage du FMI aux ouvriers et aux déshérités, et plus de deux millions de dollars provenaient d'ONG comme la Fondation Ford qui sert depuis longtemps d'intermédiaire pour les fonds de la CIA (cf. pour plus de détails « L'escroquerie des forums sociaux », *Workers Hammer* n° 191, été 2005).



Simone Bruno

Qui paie les violons choisit la musique : en haut à gauche, quelques commanditaires des forums sociaux. Ci-dessus : Lula, le président social-démocrate du Brésil qui impose l'austérité du FMI, s'adresse au FSM de 2005 à Porto Alegre.

Le premier forum social européen (FSE) à Florence en 2002 a été largement financé par la municipalité et l'exécutif régional. Les *disobedienti*, partisans italiens de Negri en « tunique blanche », l'ont aussi beaucoup soutenu et animé. Parmi les déclarations qui sont sorties pour préparer cet événement, il y avait un appel éhonté aux gouvernements impérialistes européens pour qu'ils s'opposent à la guerre imminente des Etats-Unis contre l'Irak : « Nous lançons donc un appel en direction de nos chefs d'Etat européens pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU. Nous leur demandons également d'exiger que George Bush mette fin à ses préparatifs de guerre » (*Rouge*, 19 septembre 2002). Cette grotesque déclaration de chauvinisme pacifiste – vantant les assassins d'Auschwitz et de la guerre d'Algérie comme s'ils étaient plus bienveillants et progressistes que leurs rivaux américains – ne pouvait que renforcer l'emprise des capitalistes européens sur « leurs » masses ouvrières. Mais c'est évidemment tout à fait dans la ligne des injonctions de Hardt et Negri à s'allier aux « aristocraties » européennes contre le « monarque » américain.

Des groupes soi-disant marxistes comme le Secrétariat unifié (SU), le Socialist Workers Party (SWP) britannique et Workers Power (WP) ont à l'occasion publié de longs articles critiques d'*Empire* et de *Multitude*, et ont démonté pas mal des âneries et contradictions de Hardt et Negri, du moins au niveau théorique formel. Mais dans le monde réel ces groupes ont un point de départ commun avec ces charlatans postmarxistes. En gommant les clivages de classe pour « construire le mouvement », ils alimentent aussi le mythe qu'un capitalisme « social » et « progressiste » peut exister. Le SWP, WP et la Ligue communiste révolutionnaire, section phare du SU, sont tous connus pour encourager et organiser les forums sociaux front-populistes. Ils ont

tous signé l'appel aux chefs d'Etat impérialistes au moment du FSE de Florence.

Quelles qu'aient été leur analyse et leur position officielle sur l'Union soviétique, ces groupes se sont tous alliés aux forces de la réaction capitaliste contre les acquis de la révolution ouvrière de 1917 et ils sont tous d'accord aujourd'hui que c'est une bonne chose que l'Union soviétique soit morte et enterrée. En ce qui concerne la Chine, ils prétendent qu'elle est déjà capitaliste pour ne pas avoir à défendre cet Etat ouvrier bureaucratiquement déformé contre l'impérialisme et la contre-révolution. Tout comme Hardt et Negri, dans la pratique ces groupes rejettent les leçons fondamentales de la révolution d'Octobre, à savoir qu'il faut rendre le prolétariat conscient de sa tâche révolutionnaire, qu'il faut forger un parti d'avant-garde et renverser l'Etat capitaliste pour ouvrir la voie au socialisme.

Alex Callinicos, du SWP britannique, qui est aussi un éminent porte-parole dans le circuit des forums sociaux, est l'auteur d'une volumineuse brochure intitulée *An Anti-Capitalist Manifesto* [Un manifeste anticapitaliste] (2003), dans laquelle il réussit à éviter de parler des soviets, de la révolution ouvrière, du parti révolutionnaire et de la signification positive de la Révolution russe. WP, beaucoup plus petit, et sa Ligue pour la 5^e Internationale (L5I), ont un discours plus à gauche dans leur brochure intitulée *Anti-capitalism: Summit Sieges & Social Forums* [Anticapitalisme: siège des sommets et forums sociaux] (2005). Ils s'attaquent au programme réformiste minimal d'*Empire* tout en expliquant qu'il faut organiser le « mouvement anticapitaliste » représenté par les forums sociaux sur une base plus « démocratique » et « révolutionnaire ». Mais tout ce que cela veut dire au fond c'est qu'il faut revenir à des manifestations du genre de celles de Seattle :

« Depuis cinq ans notre mouvement assiège les sommets des riches et des puissants [...]. Il faut reprendre la rue et montrer nos intentions par l'action de masse directe, pour construire un monde sans classes, ni oppression, ni racisme, ni guerre, ni impérialisme. »

– *ibid.*

L'« action directe » sur la base de la politique front-populiste des forums sociaux, ce n'est que de la collaboration de classes avec un visage combatif. C'est pourtant sur la base d'une telle unité transclasses que la L5I propose non

seulement de construire un « mouvement » mais même un parti « révolutionnaire » : « Le mouvement anticapitaliste, le mouvement ouvrier, les mouvements contre l'oppression raciale ou nationale, les jeunes, les femmes, tous doivent se rassembler pour créer une nouvelle internationale – un parti mondial de la révolution socialiste » (*ibid.*)

Trotsky disait que le front populaire est le plus grand des crimes contre le prolétariat. Suggérer aujourd'hui qu'un parti prolétarien et révolutionnaire puisse se construire en alliance avec d'autres classes est le comble de la parodie. Les pseudo-marxistes d'aujourd'hui, dans la mesure où ils argumentent, contre Hardt, Negri et les anarchistes, qu'il faut enlever le pouvoir aux capitalistes « néolibéraux », ne prennent pas pour modèle les bolchéviks de Lénine mais les sociaux-démocrates procapitalistes et même des forces carrément bourgeoises. Le SU a par exemple soutenu Chirac « contre le fascisme » en France en 2002 et il a un « camarade » qui est ministre dans le gouvernement capitaliste brésilien.

Hugo Chávez, président populiste du Venezuela, est l'un des héros favoris de ces organisations. Au FSM de 2005, son discours soutenant vaguement le « socialisme » a été acclamé par des milliers de personnes. Avec les profits engrangés grâce aux prix élevés du pétrole, Chávez a pu se permettre d'instituer quelques réformes sociales et se fait passer pour un « anti-impérialiste » dans l'arrière-cour des Etats-Unis. Mais Chávez est un nationaliste bourgeois qui gère le capitalisme au Venezuela. Certes, les néoconservateurs de Bush ont soutenu un coup d'Etat militaire contre lui en 2002, mais les représentants de l'impérialisme qui sont plus rationnels reconnaissent qu'ils peuvent lui faire confiance pour protéger leurs investissements tout en cooptant les masses mécontentes grâce à sa démagogie populiste. Et pourtant, dans une longue polémique contre *Empire* dans la revue théorique du SU britannique, on peut lire que le régime de Chávez est un exemple de comment « gagner la bataille pour le pouvoir », et que soi-disant « Chávez et ses partisans ont organisé politiquement les masses et les ont aidées à renforcer leur auto-activité » (*Socialist Outlook*, hiver 2003).

La L5I est encore moins subtile. Dans sa brochure *Anti-Capitalism*, la L5I, en admiration devant Chávez, a intitulé

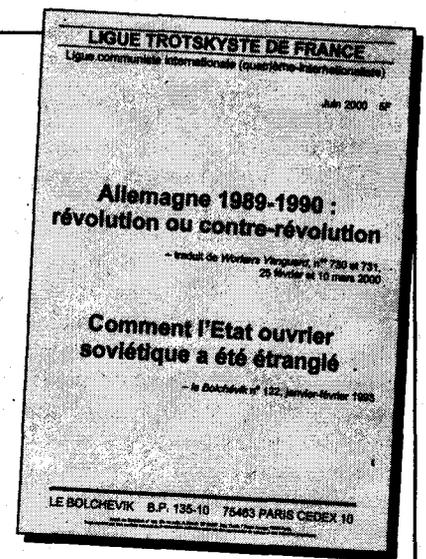
Cette brochure de la LTF contient deux articles documentant la lutte de la Ligue communiste internationale en RDA en 1989-1990, et en URSS en 1991-1992, pour défendre ces Etats ouvriers contre la contre-révolution capitaliste.

Le premier article est le texte d'une présentation de Steffen Singer, rédacteur en chef de *Spartakist*, le journal de notre section allemande, à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin ; cette présentation documente de façon très vivante et détaillée notre intervention trotskyste en 1989-1990 en RDA pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne qui abdiquait.

Le deuxième, publié en 1993 dans *le Bolchévik*, analyse la crise terminale du stalinisme en URSS et comment nous avons dans des conditions difficiles cherché à recruter au programme de la Quatrième Internationale de Trotsky.

1 € / 1 \$Cdn (26 pages)

Pour toute commande : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
ou : Spartacist Canada Publishing Association, C.P. 6867, succursale A,
Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada





Reuters



Gerretsen/Gamma



Workers Vanguard

A gauche : le général Augusto Pinochet et le président Salvador Allende de l'Unidad Popular (UP) du Chili en août 1973, un mois avant le coup d'Etat de Pinochet (photo au centre). L'UP, un front populaire, a désarmé le prolétariat chilien en lutte et pavé la voie à la répression sanglante. A droite : manifestation à New York en 1976. Sur la pancarte spartaciste : « Fronts populaires – plus jamais ça. Le prolétariat chilien se relèvera. »

un des chapitres : « Hugo Chávez, un nouveau leader du mouvement anticapitaliste ? » Elle reproche, certes, à Chávez de « ne pas vouloir » détruire certains éléments de l'Etat vénézuélien qui « frustrent le progrès », mais elle le compare favorablement aux zapatistes : « Chávez au moins montre que ce n'est pas avec des supplications, qui n'ont apporté pratiquement aucun résultat aux paysans mexicains, qu'on obtient de vraies réformes mais que c'est plutôt en cherchant à saisir le pouvoir. » Vraiment, quel « choix » pour les ouvriers et les jeunes militants de gauche ! Soit la voie totalement inefficace de « changer le monde » sans prendre le pouvoir, soit montrer qu'il faut « saisir le pouvoir » en donnant en exemple des politiciens bourgeois qui gèrent l'Etat capitaliste ! C'est l'exemple même du réformisme social-démocrate – la conception qu'il n'est pas nécessaire d'écraser l'Etat bourgeois sur l'enclume de la révolution prolétarienne mais qu'on peut le réformer et en faire un instrument de transformation sociale. A l'opposé des pseudo-marxistes qui font écho à Hardt, Negri et Cie et qui poussent à la collaboration de classes mondiale, la Ligue communiste internationale se bat pour forger un parti révolutionnaire international enraciné dans l'opposition de classe à la domination bourgeoise dans tous les pays.

Pour un avenir communiste

Hardt et Negri utilisent presque autant le mot « liberté » que George Bush. La liberté n'est pas un absolu transcendantal vers lequel les êtres humains gravitent naturellement ; cela a toujours été la liberté par rapport à une contrainte particulière, ou la liberté d'accomplir un acte particulier. L'activité humaine est limitée par les nécessités matérielles et les lois de la nature. Grâce à la recherche scientifique, l'innovation technique et la transformation sociale, les êtres humains comprennent et contrôlent de mieux en mieux les conditions de leur existence. Mais qu'est-ce que la « liberté » dans l'absolu ? Comme l'ont écrit Marx et Engels : « Par liberté, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend la liberté de commerce, la liberté d'acheter et de vendre. Mais si le trafic disparaît, le libre trafic disparaît aussi » (*Manifeste du parti communiste*).

Pour le commun des mortels, liberté cela veut dire démocratie libérale. Un des chapitres de *Multitude* est intitulé, à juste titre, « Retour au XVIII^e siècle ! » Hardt et Negri rendent particulièrement hommage à la sagesse politique de James Madison, l'auteur principal de la Constitution américaine :

« La destruction de la souveraineté doit s'accompagner de la constitution de nouvelles structures institutionnelles démocratiques, fondées sur les conditions présentes. Les écrits de James Madison dans le *Fédéraliste* fournissent une méthode adaptée à un tel projet constitutionnel et fondée sur un pessimisme de la volonté – sur la création d'équilibres entre les pouvoirs, de droits et de garanties. »

– *Multitude*

James Madison, tout comme d'ailleurs Thomas Jefferson, son mentor politique, était propriétaire d'une plantation en Virginie dans laquelle travaillaient des esclaves noirs (détail biographique que Hardt et Negri ont de toute évidence trouvé trop insignifiant pour le mentionner). Et pour Jefferson et Madison il fallait avoir des titres de propriété pour pouvoir voter, même si on était citoyen blanc libre et de sexe masculin de la nouvelle république américaine (autre détail non mentionné par Hardt et Negri). Même les expressions les plus radicales et les plus égalitaires de la pensée bourgeoise du XVIII^e siècle (Rousseau envisageaient une société basée sur des petits propriétaires économiquement indépendants – agriculteurs, artisans, boutiquiers.

Le libéralisme classique était l'expression idéologique de la bourgeoisie montante dans sa lutte contre les entraves de l'ordre féodal touchant à sa fin. Trotsky décrivait ainsi cette vision doctrinaire qui prétendait être la « loi naturelle » : « La personnalité est une fin en soi ; les hommes ont tous le droit d'exprimer leur pensée par la parole et l'écrit ; tout homme a un droit de suffrage égal à celui des autres. Emblèmes de combat contre le féodalisme, les revendications de la démocratie marquaient un progrès » (*Terrorisme et communisme*). Mais lorsque le capitalisme industriel s'est développé, et avec lui le prolétariat, l'individualisme libéral et son corollaire politique, la démocratie « pure », sont devenus une arme idéologique importante pour étouffer

les antagonismes de classe dans la société. La doctrine selon laquelle tous les hommes sont égaux devant la loi et ont le même droit de déterminer le destin de la nation camoufle la réalité de la dictature du capital sur les classes exploitées et sans propriété qui aujourd'hui produisent les richesses de la société.

Lorsque Hardt et Negri réclament le retour à la pensée politique du XVIII^e siècle, autrement dit au libéralisme individuel et à la démocratie « pure », cela revient dans la pratique à capituler devant la férocité du capitalisme impérialiste qui est le descendant naturel de la république bourgeoise du XVIII^e siècle. Ce n'est que la conséquence logique du fait qu'ils refusent de reconnaître le potentiel révolutionnaire de la seule classe progressiste dans le monde d'aujourd'hui : le prolétariat international.

Le prolétariat est la seule classe qui a à la fois l'intérêt et le pouvoir, du fait de sa position dans la société, de réorganiser la société et d'éliminer la pénurie et les déformations de la personnalité humaine causées par le besoin matériel ainsi que par la compétition acharnée qui en résulte. Pour les opprimés du monde, la liberté n'est pas simplement une déclaration subjective. Il leur faut briser les chaînes matérielles de la pauvreté, de l'exploitation et de l'oppression. Ce n'est pas seulement en prenant de plus en plus le contrôle de l'aspect du processus de production qui les concerne, que le prolétariat et les autres travailleurs accompliront une révolution. Il faut que le prolétariat réalise que l'anarchie destructrice du mode de production capitaliste, si elle n'est pas renversée, plongera toute l'humanité dans la barbarie ou l'annihilation nucléaire et il faut qu'il réalise que le contrôle social de la production signifie démanteler l'appareil d'Etat capitaliste, les flics, les tribunaux, l'armée et les prisons, et bâtir un Etat ouvrier à sa place. Bref, il faut une révolution prolétarienne.

C'est seulement à ce moment-là qu'on pourra construire une économie planifiée et socialisée à l'échelle mondiale, ce qui est la condition *sine qua non* pour libérer l'humanité de la misère et de l'inégalité. Dans l'*Anti-Dühring* Engels réaffirmait ainsi avec éloquence l'essentiel du matérialisme marxiste :

« Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères,

objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience ; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. [...]

« Accomplir cet acte libérateur du monde, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En approfondir les conditions historiques et par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a mission d'agir, classe aujourd'hui opprimée, la conscience des conditions et de la nature de sa propre action, voilà la tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien. »

— *Anti-Dühring* ■



Spartakist

Moscou, novembre 1991 : La LCI brandit le drapeau de la Quatrième Internationale de Trotsky pour l'anniversaire de la Révolution russe (ci-dessus). Berlin-Treptow, 3 janvier 1990 : une représentante de la LCI s'adresse à une manifestation de 250 000 personnes à l'Initiative des spartakistes contre la profanation par des nazis d'un monument à la mémoire des soldats soviétiques. Nous nous battons pour de nouvelles révolutions d'Octobre.

Spartakist



Femmes et Révolution...

(Suite de la page 64)

le message et la conviction que la révolution touche à la vie quotidienne. »

– Stites, *The Women's Liberation Movement in Russia: Feminism, Nihilism, and Bolshevism, 1860-1930*
[Le mouvement de libération des femmes en Russie : féminisme, nihilisme et bolchévisme, 1860-1930], Princeton, Princeton University Press, 1978

C'est la destruction du pouvoir tsariste/capitaliste et la prise du pouvoir par les soviets – conseils ouvriers et paysans – sous la direction des bolchéviks en octobre 1917 qui avaient permis de remodeler la société dans tous ses aspects. Les domaines de l'aristocratie foncière avaient été abolis, et la terre nationalisée ; l'industrie allait bientôt être collectivisée. Le nouvel Etat ouvrier prenait les premières mesures préparant la planification de l'économie dans l'intérêt des travailleurs, apportant d'immenses acquis aux travailleuses. La Révolution russe cherchait à faire participer pleinement les femmes à la vie économique, sociale et politique.

Depuis la contre-révolution qui a restauré le capitalisme en 1991-1992, le sort des femmes de l'ex-Union soviétique a considérablement empiré et ressemble maintenant plus à

celui des femmes du tiers-monde. Il y a désormais un énorme taux de chômage, l'espérance de vie est en chute libre, et l'arriération religieuse, tant orthodoxe russe que musulmane, revient en force – pour ne citer que trois exemples. De 1991 à 1997, le produit intérieur brut a diminué de plus de 80 % ; d'après les statistiques officielles (qui sous-estiment la gravité de la situation), les investissements de capitaux ont diminué de plus de 90 %. Au milieu des années 1990, 40 % de la population de la Fédération de Russie vivait en-dessous du seuil de pauvreté officiel et 36 % se maintenait juste au-dessus. Des millions de personnes ne mangeaient pas à leur faim.

La libération des femmes et la révolution socialiste mondiale

Les bolchéviks savaient que sans développement économique-qualitatif, la libération des femmes n'était qu'un rêve utopique. Le régime bolchévique des premières années fit tout ce qui était en son pouvoir pour tenir sa promesse d'émancipation des femmes, cherchant à utiliser ses maigres ressources au maximum. Pour cela, il institua entre autres le Jenotdel, branche du parti qui se consacrait aux questions touchant spécifiquement les femmes. Mais à chaque pas, ses efforts se heurtaient au fait que sans injection massive de

ressources, les résultats ne pouvaient être que limités à tous points de vue. Léon Trotsky, qui avait dirigé la Révolution russe aux côtés de Lénine, expliquait que dès le début les bolchéviks étaient conscients que :

« Les ressources réelles de l'Etat ne correspondaient pas aux plans et aux intentions du Parti communiste. La famille ne peut pas être abolie : il faut la remplacer. L'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la "misère socialisée". L'expérience confirma bientôt cette dure vérité formulée par Marx quatre-vingts ans auparavant. »

– *la Révolution trahie* (1936)

Le premier Etat ouvrier du monde avait hérité cette pauvreté abjecte de l'arriération économique et sociale du vieil empire tsariste. Dans les grandes villes, grâce aux investissements étrangers, on avait construit des usines modernes, ce qui avait donné naissance à un prolétariat concentré et puissant qui réussit à faire la révolution dans un pays à majorité paysanne. Les ouvriers révolutionnaires étaient eux-mêmes, dans la plupart des cas, fils ou petits-fils de paysans. Lorsque leurs cousins des campagnes occupèrent les domaines des grands propriétaires, les ouvriers les soutinrent et distribuèrent la terre à ceux qui la travaillaient. L'alliance (*smytchka*) entre ouvriers et paysans fut la clé du succès de la révolution. Mais la masse des petits propriétaires paysans était aussi un réservoir d'arriération sociale et économique. Les



Victoria and Albert Museum

La Russie pré-révolutionnaire était imprégnée d'arriération paysanne patriarcale. Réunion d'anciens du village, 1910. Ci-dessous : des paysannes attelées comme des bœufs pour tirer une barge.

RGAKFD



ravages de la Première Guerre mondiale furent aggravés par l'implacable guerre civile (1918-1920) que le gouvernement bolchévique dut mener contre les armées de la contre-révolution et l'intervention impérialiste, ramenant l'économie russe plusieurs décennies en arrière. Les impérialistes avaient aussi mis en place un blocus économique qui isolait l'Union soviétique de l'économie mondiale et de la division internationale du travail.

Les marxistes savent depuis toujours que l'abondance matérielle nécessaire pour éradiquer la société de classes, et les oppressions qui l'accompagnent, ne peut découler que du niveau technologique et scientifique le plus élevé, sur la base d'une économie planifiée au niveau international. La dévastation et l'isolement économique de l'Etat ouvrier soviétique créèrent de très fortes pressions matérielles qui poussèrent à la bureaucratisation. Dans les dernières années de sa vie, Lénine, souvent en alliance avec Trotsky, mena une série de batailles dans le parti contre les manifestations politiques de ces pressions bureaucratiques. Les bolchéviks savaient bien que le socialisme ne pouvait se construire que sur une base mondiale, et ils luttèrent pour étendre la révolution au niveau international, et en particulier aux économies capitalistes avancées d'Europe ; l'idée qu'on puisse construire le socialisme dans un seul pays est une distorsion qui ne se manifesta que plus tard et qui fut introduite pour justifier la dégénérescence bureaucratique de la révolution.

Début 1924, une caste bureaucratique conduite par Staline parvenait à dominer le Parti communiste et l'Etat soviétiques. C'est pourquoi l'égalité des femmes, telle que les bolchéviks l'avaient envisagée, ne fut jamais pleinement réalisée. La bureaucratie stalinienne abandonna le combat pour la révolution internationale ; à la fin, en 1991-1992, elle avait tellement déformé et diffamé les grands idéaux du communisme à coups de distorsions et de mensonges que la classe ouvrière ne s'est pas battue contre la liquidation de la révo-



Evgueni Khaldei

Des étudiants dans un laboratoire de l'Université d'Etat d'Ouzbékistan à Tachkent, 1958. L'économie planifiée collectivisée avait jeté les bases de grandes avancées pour les femmes, en particulier en Asie centrale soviétique.

lution et la restauration du capitalisme sous Boris Eltsine.

La Révolution russe déclencha une grande vague de luttes révolutionnaires, qui déferla sur le monde en opposition au carnage de la Première Guerre mondiale. Octobre 1917 fut un exemple extraordinaire pour la classe ouvrière du monde entier. En 1918-1919, l'Allemagne, le pays capitaliste le plus puissant et le plus avancé d'Europe, se retrouva précipitée

Women and Revolution



**Volume relié de
Women and Revolution,
Journal de la
commission femmes
de la Spartacist League/U.S.**

n° 1 (mai/juin 1971)
à n° 20 (printemps 1980)

Avec index par sujet. Également disponible en microfilm.

Dans ce volume : Des articles sur les débuts du travail communiste parmi les femmes dans l'Orient soviétique. Comment les bolchéviks organisaient les ouvrières ; l'histoire du journal *Rabotnitsa*. Planification de la vie collective dans l'Union soviétique des premières années : l'architecture, instrument de transformation sociale.

U.S.\$27, 27 €, 30 \$Cdn

Women and Revolution

Early Bolshevik Work Among Women of the Soviet East... 14



Tachik mountain woman at an early Soviet school for the liquidation of illiteracy.

- Kibbutzim Restore Nuclear Family2
- The Penkhursts: Suffrage and Socialism8
- Thalidomide Cover-up Exposed.....20
- Socialist Workers Party and NOW: Together at Last 24

Women and Revolution

Art and Revolution
Before "Socialist Realism"
in the Soviet Union 6



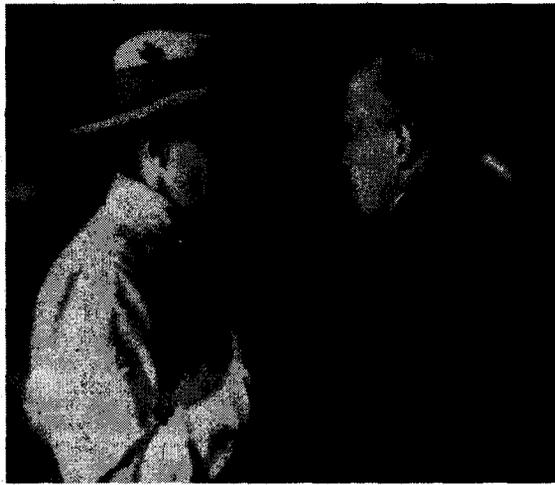
- On "Gay Liberation": A Marxist Analysis 2
- Seattle Radical Women 12
- Women Scapegoated for Rising Unemployment 24

DEFEND:
Susan Saxe
Yvonne Wanrow
Johnny Ross

Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
ou : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
ou : Spartacist Canada, C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada



Duckworth



Viktor Bulla



Jenchtchini Rouskoï Revolloutsii

Dirigeantes bolchéviques en 1920 (de gauche à droite) : Inessa Armand peu avant sa mort ; Elena Stassova, avec Lénine ; Concordia Samoïlova

dans une situation révolutionnaire ; quant au reste du continent, il était dans la tourmente pour la plus grande part. Les bolchéviques consacrèrent une bonne partie des ressources de l'Etat soviétique au combat pour la révolution socialiste mondiale, créant à cette fin l'Internationale communiste (IC). Mais les partis de l'IC en Europe, encore jeunes, venaient juste de rompre avec les directions réformistes des organisations ouvrières de masse qui avaient soutenu leur propre gouvernement bourgeois pendant la Première Guerre mondiale, et ils ne réussirent pas à jouer le rôle de partis révolutionnaires d'avant-garde, comme l'avaient fait les bolchéviques. La direction réformiste, pro-capitaliste et profondément chauvine du Parti social-démocrate allemand (SPD) réussit, avec la collaboration active des forces militaires et policières, à faire échec à la possibilité de révolution prolétarienne qui s'était présentée en 1918-1919 en Allemagne.

Les partis sociaux-démocrates comme le SPD allemand et le Parti travailliste britannique portent une responsabilité historique centrale dans la dégénérescence de la Révolution russe. Ce qui ne les empêche pas de se joindre à leurs maîtres capitalistes pour proclamer que le régime bolchévique du temps de Lénine devait inévitablement conduire au despotisme stalinien, que le communisme est un échec et que la « démocratie » capitaliste est infiniment préférable au communisme. Une grande partie des jeunes militants de gauche d'aujourd'hui leur fait écho, et tire un trait d'égalité entre le communisme et la dégénérescence stalinienne de l'Etat ouvrier soviétique. Quant aux jeunes qui sont influencés par l'anarchisme, ils soutiennent que la hiérarchie est intrinsèquement oppressive, et que la voie du futur c'est la production à petite échelle, la décentralisation et un



Le portrait d'Inessa Armand au centre des photos des membres du comité de rédaction de *Kommunistka* (dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du haut) : Kroupskaïa, Boukharine, Kollontaï, Vinogradskaïa, Nikolaeva, Olinsky

« mode de vie libéré » sur une base individuelle. Mais c'est une impasse.

Malgré le triomphe de la caste bureaucratique en 1924, et la dégénérescence de la Révolution russe qui en a résulté, les acquis essentiels de cette révolution – le renversement des rapports de propriété capitalistes et l'établissement d'une économie planifiée – avaient subsisté. Ces acquis se manifestaient, entre autres, dans la situation matérielle des femmes. C'est pourquoi la Ligue communiste internationale, fidèle à l'héritage de l'Opposition de gauche de Trotsky qui a combattu Staline et la dégénérescence de la révolution, était pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre les agressions impérialistes, et pour un combat intransigeant contre toutes les menaces de contre-révolution capitaliste, venant de l'intérieur ou de l'extérieur. Mais nous savions aussi que la caste bureaucratique au pouvoir était un danger mortel pour l'existence même de l'Etat ouvrier. Nous appelions à une

révolution politique en URSS pour chasser la bureaucratie, restaurer la démocratie ouvrière des soviets et engager le combat pour la révolution prolétarienne internationale, nécessaire à la construction du socialisme.

L'héritage du travail des bolchéviques parmi les femmes

Ces quinze dernières années, on a publié plusieurs ouvrages qui témoignent des acquis immenses obtenus par les femmes au lendemain de la Révolution russe. Les bolchéviques avaient immédiatement mis en place un code civil qui balayait des siècles de droit de la propriété et de privilèges masculins. L'excellent ouvrage de Wendy Goldman, *Women, the State and the Revolution : Soviet Family Policy*

and Social Life, 1917-1936 [Les femmes, l'Etat et la révolution : politique de la famille et vie sociale en Union soviétique, 1917-1936] (Cambridge, Cambridge University Press, 1993) s'intéresse particulièrement aux trois codes de la famille, celui de 1918, de 1926 et de 1936, présentés comme des tournants de la politique soviétique, symptomatiques du programme du parti et de l'Etat sur la question femmes. Le code de 1918, la « législation sur la famille la plus progressiste que le monde ait jamais connue », céda la place au code de 1926, entré en vigueur dans une période de lutte politique intense entre la bureaucratie stalinienne et les courants d'opposition qui la combattaient, principalement l'Opposition de gauche de Trotsky. Le code de la famille de 1936, qui réhabilitait la famille dans l'idéologie stalinienne officielle et rendait l'avortement illégal, fut la codification du recul total effectué sous Staline dans la lutte pour l'égalité des femmes.

Le livre de Goldman n'est pas le seul des nombreux ouvrages publiés après 1991 à avoir profité d'un accès plus facile aux archives de l'ex-Union soviétique. Un autre ouvrage, *Bolshevik Women* [Femmes bolchéviques] (Cambridge, Cambridge University Press, 1997), de Barbara Evans Clements, est la biographie d'un groupe de militantes du parti. Clements a constitué une base de données sur plusieurs centaines de cadres faisant partie des « vieux bolchéviks » (membres du parti avant 1917), qu'elle analyse pour y discerner des tendances en termes d'origines, de niveau d'éducation et d'activité dans le parti.

Bolshevik Women décrit des militantes de premier plan, comme Elena Stassova, membre du comité central [CC] et secrétaire du CC à Petrograd en 1917 ; ou Evguenia Bosch, dont Victor Serge (qui fut membre de l'Opposition de gauche et rompit plus tard avec Trotsky) disait qu'elle était « un des dirigeants militaires les plus compétents qui aient émergé dans cette première phase » lors de la guerre civile (citée dans *Bolshevik Women*). Bosch se suicida en janvier 1925, quand la fraction de Staline limogea Trotsky de son poste de Commissaire du peuple à la guerre. Ou encore, Inessa Armand, amie et collaboratrice de Lénine, qui fut la première dirigeante du Jenotdel jusqu'à sa mort en 1920.

Parmi les figures moins connues, il y a Concordia Samoïlova, autre cadre de longue date du parti, dont le tra-

vail après 1917 s'est consacré aux activités de terrain du Jenotdel ; Klavdia Nikolaeva, dirigeante du Jenotdel limogée en 1925 à cause de son soutien à l'Opposition antibureaucratique ; Rozalia Zemliatchka, qui devint une bureaucrate endurcie et fut la seule femme à siéger au Conseil des commissaires du peuple sous Staline ; et Alexandra Artioukhina, qui dirigea le Jenotdel de 1925 jusqu'à la liquidation de ce dernier par Staline en 1930.

Le travail femmes de la Ligue communiste internationale se réclame des traditions établies par le Parti bolchévique de Lénine. Dans les premiers numéros de *Women and Revolution* [Femmes et révolution], nous avons publié des recherches originales de Dale Ross, première rédactrice en chef de *Women and Revolution*, sur la Révolution russe et le travail bolchévique parmi les femmes. Ces articles se basaient sur sa thèse de doctorat, *The Role of the Women of Petrograd in War, Revolution and Counterrevolution, 1914-1921* [Le rôle des femmes de Petrograd dans la guerre, la révolution et la contre-révolution de 1914 à 1921] (1973). Dans les deuxième et troisième numéros de *Women and Revolution* (septembre-octobre 1971 et mai 1972) nous avons publié, en deux parties, la « Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes » du Troisième Congrès de l'Internationale communiste (1921). Les nouveaux documents disponibles n'ont fait que renforcer notre solidarité avec la politique bolchévique pour l'émancipation des femmes.

Les numéros suivants de *Women and Revolution* ont exploré d'autres aspects du combat pour la libération des femmes en URSS. L'article « Les premières années du travail bolchévique parmi les femmes de l'Orient soviétique » (*Women and Revolution* n° 12, été 1976) a une signification toute particulière. On y relate les efforts héroïques du gouvernement bolchévique pour transformer la condition des femmes affreusement opprimées de l'Asie centrale musulmane, où les militantes du Jenotdel portaient elles-mêmes le voile pour entrer en contact avec ces femmes recluses. Mais cet important sujet sort du cadre du présent article.

Marxisme contre féminisme

Pour les marxistes, l'oppression spécifique des femmes a ses origines dans la société de classes et ne peut être



Photos Kevin Mulhern

Alexandra Kollontai (ci-dessus) s'adresse au Premier Congrès panrusse des ouvrières, en novembre 1918 ; à gauche, les déléguées au congrès.



Archives du CC du PCUS



Artiste de RSFSR

Réunion d'activistes du Jenotdel au Daghestan, dans le Caucase, 1926. Une affiche de 1920 représente les acquis sociaux et politiques : « Ce que la révolution d'Octobre a apporté aux ouvrières et paysannes. »

éradiquée qu'avec la destruction de la propriété privée des moyens de production. L'entrée des femmes dans le prolétariat ouvre la voie à leur libération : être intégrées dans la production leur donne la puissance sociale nécessaire pour changer, aux côtés de camarades de travail hommes, le système capitaliste et jeter les bases de l'indépendance sociale des femmes, libérées des contraintes de l'institution de la famille. Le marxisme est en désaccord avec le féminisme essentiellement sur la question de savoir où est la division principale dans la société : les féministes soutiennent que c'est entre hommes et femmes ; pour les marxistes, c'est entre les classes, autrement dit entre exploités et exploités. Une travailleuse a davantage en commun avec ses camarades de travail hommes qu'avec une patronne, et l'émancipation des femmes est la tâche de la classe ouvrière tout entière.

La conception marxiste de la famille comme source principale de l'oppression des femmes remonte à l'*Idéologie allemande*, où Marx et Engels ont formulé pour la première fois le concept que la famille n'était pas une institution immuable et intemporelle, mais des rapports sociaux soumis au changement historique. Dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), Engels (travaillant avec les données disponibles à cette époque) faisait remonter l'origine de l'institution de la famille et de l'Etat à la division de la société en classes. Avec l'apparition d'un surplus social excédant la subsistance de base, il pouvait se développer une classe dominante oisive s'appropriant ce surplus. Et c'est ainsi que la société humaine s'est éloignée de l'égalitarisme primitif de l'âge de pierre. L'importance de la famille découlait de son rôle dans l'héritage de la propriété, qui requérait la monogamie sexuelle des femmes et leur subordination sociale. C'est ce qu'Engels appelait « *la grande défaite historique du sexe féminin* ».

Dans une économie collectivisée et planifiée, on s'efforce d'employer productivement tous les adultes, afin de mettre à la disposition de tous le maximum de ressources et aussi de temps de loisir. Par contre, dans le cycle d'expansion-récession de l'économie capitaliste, chaque entre-

prise capitaliste cherche à maximiser son taux de profit. Les entreprises capitalistes cherchent donc inévitablement à réduire les coûts (et à accroître les profits) en rognant à la fois sur les salaires et sur les emplois, ce qui conduit à une paupérisation de la classe ouvrière, à l'existence d'un réservoir de chômeurs de longue durée et à de longues journées de travail pour ceux qui ont un emploi. Isolées dans la famille, les femmes constituent une grande part de l'armée de réserve des chômeurs : elles sont embauchées pendant les périodes de croissance et « renvoyées à leurs fourneaux » quand les temps sont durs. Quand les femmes sont intégrées en grand nombre dans la population active, les capitalistes essaient alors de diminuer les salaires réels des hommes, de sorte qu'il faille les revenus de deux adultes au travail pour élever une famille.

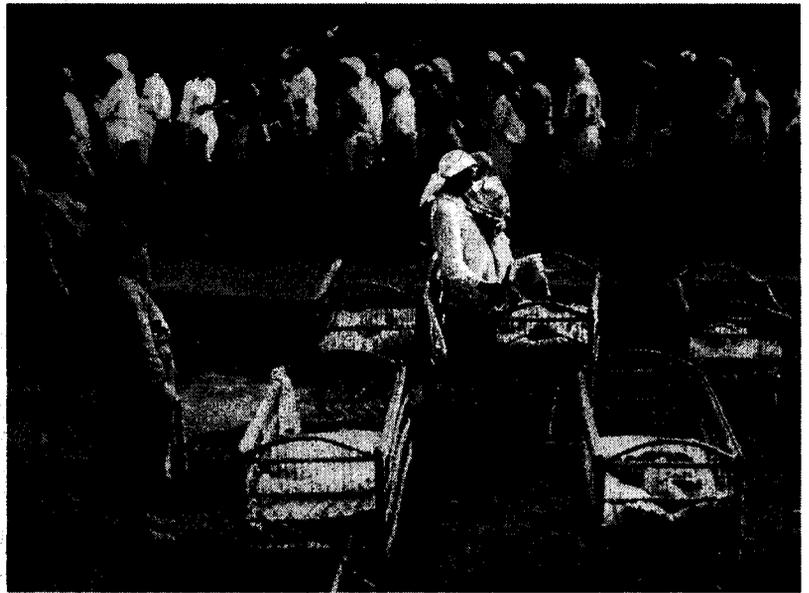
Le rôle indispensable de la famille c'est d'élever la prochaine génération. C'est cette fonction qui doit être remplacée et qui ne peut pas simplement être abolie. Sous le capitalisme, la jeunesse, dans son immense majorité, est destinée à l'esclavage salarié et à servir de chair à canon dans l'armée bourgeoise, et la famille joue un rôle important en lui apprenant à obéir à l'autorité. C'est aussi dans la famille qu'est en grande partie inculquée l'arriération religieuse, qui constitue un frein idéologique à une prise de conscience politique.

Beaucoup d'aspects du système capitaliste contribuent à saper et à éroder la famille (l'emploi des femmes et l'éducation publique par exemple), mais le capitalisme ne peut pas apporter de solution systématique au double fardeau qui pèse sur les femmes, et il doit chercher à raffermir son institution affaiblie. Les féministes bourgeoises, qui contestent dans le système capitaliste le statut subordonné qu'elles y occupent, proposent d'y remédier par une redivision des tâches domestiques au sein de la famille, en augmentant la part des responsabilités domestiques assumées par les hommes. Les marxistes cherchent à transférer le travail domestique lui-même dans la sphère publique. Comme l'expliquait le dirigeant bolchévique Evguéni Préobrajensky (plus tard allié de

Trotsky), « Notre tâche ne consiste pas à rechercher une division du travail juste entre les sexes. Notre tâche est de libérer les hommes et les femmes des corvées domestiques » (cité dans *Women, the State and Revolution*). Une des tâches de la révolution socialiste est donc de remplacer totalement l'institution de la famille par des crèches, des cantines, des laveries et des congés maternité rémunérés, des soins médicaux gratuits, en faisant des efforts particuliers pour intégrer pleinement les femmes dans la vie sociale et politique.

En Russie, le mouvement féministe faisait partie d'un courant démocratique bourgeois plus large qui s'opposait au tsarisme et voulait moderniser la Russie pour en faire une société capitaliste industrielle. Par exemple, en 1906, dans la période d'ébullition qui suivit la Première Révolution russe, les trois principales organisations féministes – l'Union pour l'égalité des droits des femmes, le Parti progressiste des femmes et la Société philanthropique mutuelle des femmes – cherchaient essentiellement à faire adopter des lois pour l'égalité des droits et pour le droit de vote des femmes à la *douma* (Parlement) nouvellement convoquée. Après la dissolution par l'autocratie de la première et de la deuxième *doumas*, dominées par les libéraux, le mouvement féministe russe commença à décliner.

En 1917 la principale « question féminine », aux yeux des travailleuses, c'était l'opposition à la guerre impérialiste qui faisait rage depuis trois ans. La guerre déclencha la révolte de février, qui commença avec une manifestation massive de femmes à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Après l'abdication du tsar et l'établissement du gouvernement provisoire démocratique bourgeois, la plupart des partis qui se proclamaient de gauche et pour des réformes – y compris les féministes russes – considéraient que les principaux buts de la révolution avaient été atteints. Ils avaient par conséquent abandonné leur opposition à la guerre et soutenaient la reprise du carnage impérialiste au nom de la « démocratie ».



Arkadi Chaïkhet

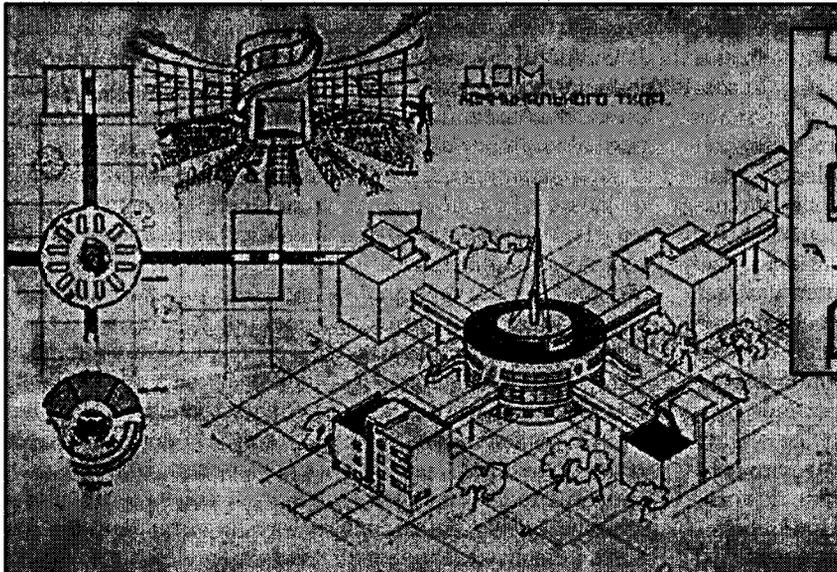
Crèche soviétique dans les années 1920

Les bolchéviques luttèrent pour que les soviets de délégués ouvriers et paysans deviennent les organes du pouvoir des exploités et des opprimés, y compris des femmes, et pour mettre immédiatement fin à la guerre, sans annexion d'autres pays. Ceux qui se battaient le mieux pour la libération des femmes, c'étaient les bolchéviques, qui savaient qu'on ne peut pas séparer la libération des femmes de celle de la classe ouvrière tout entière. Pas plus qu'on ne peut pleinement y parvenir, surtout dans un pays arriéré – et même avec un gouvernement révolutionnaire – si l'on est isolé politiquement, socialement et économiquement du reste du monde.

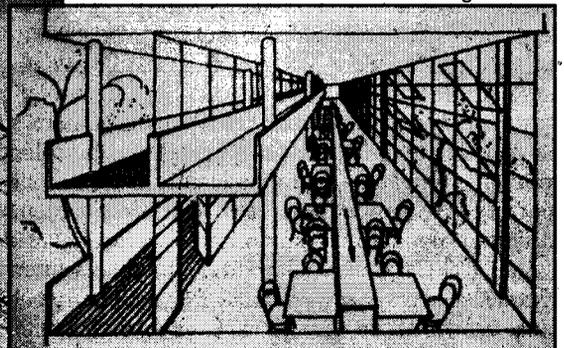
Les premières années du travail bolchévique parmi les femmes

La société russe était imprégnée des préjugés anti-femmes les plus grossiers. En 1917 les paysans, libérés du servage à peine 50 ans plus tôt, constituaient environ 80 % de la population. Ils vivaient dans le cadre d'un système

Corbis



George Braziller



L'architecture comme instrument de transformation sociale. Projets de lieux de vie et de restauration collectifs à la fin des années 1920.



Formation de femmes au métier de cheminot, 1923. L'entrée des femmes dans le monde du travail a ouvert la voie à leur libération.

villageois marqué par une hiérarchie patriarcale rigide, sans même une infrastructure moderne rudimentaire, sans système d'égouts, sans électricité ni routes pavées. L'ignorance et l'analphabétisme étaient la norme, les superstitions endémiques. Les anciennes institutions, la maisonnée (*dvor*) et la communauté villageoise, déterminaient la propriété foncière et les moyens de subsistance, et perpétuaient la dégradation des femmes. Cette oppression extrême était le corollaire inévitable de la faible productivité de l'agriculture russe, qui utilisait des techniques séculaires. Les paysannes étaient taillables et corvéables à merci ; par exemple, une *batratchka* était une travailleuse embauchée pour une saison comme « épouse », puis chassée quand elle tombait enceinte. Une paysanne décrivait ainsi sa vie : « A la campagne, une femme est considérée comme un cheval de trait. Tu travailles toute ta vie pour ton mari et toute sa famille, tu endures les coups et toutes sortes d'humiliations, mais ça ne fait rien, tu n'as nulle part où aller – tu es ligotée par le mariage » (*ibid.*)

Cependant en 1914 les femmes constituaient un tiers de la main-d'œuvre industrielle russe, peu nombreuse mais puissante. Le programme bolchévique répondait à leurs attentes avec des revendications comme « à travail égal, salaire égal », des congés de maternité rémunérés et des crèches dans les usines. Le fait qu'il n'y avait pas de crèches avait un impact énorme sur la mortalité infantile : deux enfants d'ouvrières sur trois mouraient avant l'âge d'un an. Le parti s'efforçait de défendre les ouvrières contre les abus et la violence conjugale ; il combattait toutes les manifestations de discrimination et d'oppression où qu'elles se produisent, jouant le rôle de tribun populaire, comme Lénine l'expliquait dans *Que faire ?* (1902). Cela voulait dire entre autres lutter dans les syndicats, après la révolution de Février, contre une proposition de combattre le chômage en licenciant les femmes mariées dont les conjoints travaillaient. Cette politique avait été appliquée, par exemple, dans l'usine de munitions Poutilov et les ateliers métallurgiques de Vyborg, et les bolchéviques la combattaient parce qu'ils y voyaient une menace pour l'unité politique du prolétariat. Avant la révolution des centaines de femmes avaient rejoint le Parti bolchévique, et elles participaient à tous les aspects du travail du parti, tant légal

que clandestin, y occupaient des postes de responsabilité dans les comités locaux du parti, ou comme agents de liaison, agitatrices et propagandistes.

Confinées à la maison et dans la famille, beaucoup de femmes sont isolées des interactions sociales et politiques, et peuvent par conséquent être un réservoir d'arriération sociale. Mais comme le déclarait Clara Zetkin en 1921 devant le Congrès de l'Internationale communiste, « Ou bien la révolution gagnera la masse des femmes, ou bien ce sera la contre-révolution qui les aura » (*Protokoll des III. Weltkongress der Kommunistischen Internationale* [Procès-verbal du Troisième Congrès mondial de l'Internationale communiste] – traduit par nos soins). Avant la Première Guerre mondiale les sociaux-démocrates allemands avaient été les premiers à construire une « organisation transitoire » de femmes – une instance spécifique, liée au parti par ses cadres les plus conscients, qui se consacrait à la lutte pour les droits des femmes et à d'autres questions politiques cruciales, s'occupait de la formation et publiait un journal. Les bolchéviques russes reprirent l'idée de leurs camarades allemands, et le parti entreprit notamment de faire un travail parmi les ouvrières dans les usines. En construisant des organisations transitoires, en fondant le journal *Rabotnitsa* [l'Ouvrière], et, après la révolution d'Octobre, le *Jenotdel*, les bolchéviques réussirent à mobiliser en masse, dans la classe ouvrière comme dans la paysannerie, des femmes que le parti n'aurait pas pu atteindre autrement.

Rabotnitsa organisait des meetings et des manifestations de masse à Petrograd contre la guerre et la hausse des prix, les deux questions qui mobilisaient principalement les ouvrières. La « Première Conférence des ouvrières de l'agglomération de Petrograd », organisée par *Rabotnitsa* en octobre 1917, fut interrompue pour que les déléguées puissent participer à l'insurrection ; elle reprit ultérieurement. Elle adopta notamment des résolutions pour une journée de travail standard de huit heures, et pour l'interdiction du travail des enfants avant l'âge de 16 ans. Un des objectifs de cette conférence était de mobiliser les ouvrières non membres du parti pour l'insurrection, et de les gagner au programme que le gouvernement soviétique voulait réaliser après l'établissement de la dictature du prolétariat.

C'est en partie parce que les travailleuses de la ville et de la campagne ont pris conscience de la mission historique du prolétariat que la cause révolutionnaire a pu prendre racine en Russie. Même les adversaires politiques les plus farouches de la révolution d'Octobre, comme les « socialistes » menchéviks russes partisans d'un retour au régime capitaliste, reconnaissaient à contrecoeur les succès des bolchéviks. Le dirigeant menchévik Youri Martov écrivait ainsi à son camarade Pavel Axelrod, démontrant par la même occasion son mépris pour les masses prolétariennes :

« Tu aurais du mal à imaginer à quel point, ces derniers temps (juste avant mon départ), il y avait un véritable et puissant *fanatisme* bolchévique, une adoration de Lénine et Trotsky et une haine hystérique à notre encontre, chez un grand nombre d'ouvrières de Moscou, tant dans les usines que dans les ateliers. Ceci s'explique dans une large mesure par le fait que le prolétariat féminin russe, du fait de son analphabétisme et de son impuissance, ne pouvait dans sa masse être attiré vers la "politique" que par les mécanismes de l'Etat (multiples cours de formation et institutions "culturelles" agitateurs, célébrations et manifestations officielles, et – *last not least* – au moyen de privilèges matériels). Les mots que l'on retrouve dans les lettres d'ouvrières à la *Pravda*, comme "c'est seulement après le renversement d'Octobre que nous autres femmes avons vu le soleil" ne sont donc pas des phrases creuses. »

– « Lettre à P. B. Axelrod, 5 avril 1921 », Y. O. Martov, *Letters 1916-1922* (Benson, Vermont, Chalidze Publications, 1990) [traduit par nos soins]

Le premier gouvernement soviétique et le Code de la famille de 1918

La révolution provoqua une flambée d'optimisme et d'espoir dans une société bâtie sur des principes socialistes. Parmi les jeunes, la discussion sur les relations sexuelles, l'éducation des enfants et la nature de la famille dans la transition vers le socialisme faisait rage. L'énergie créative envahissait aussi le domaine culturel, où on changea les priorités et les tâches pour refléter la position largement partagée que la famille allait bientôt dépérir (voir « Planification pour l'habitat collectif dans l'Union soviétique des premières années : l'architecture comme outil de transformation sociale », *Women and Revolution* n° 11, printemps 1976).

La législation soviétique de cette époque accordait aux femmes de Russie un niveau d'égalité et de liberté qui reste encore à atteindre dans les pays capitalistes « démocratiques » les plus avancés économiquement. Mais il y avait un problème, comme l'énonçait succinctement A.T. Stelmakhovitch, président des tribunaux de la province de Moscou : « La libération des femmes [...] sans base économique garantissant l'indépendance matérielle complète à tous les ouvriers, c'est un mythe » (cité dans *Women, the State and Revolution*).

Un peu plus d'un mois après la révolution, deux décrets instauraient le mariage civil et autorisaient le divorce à la demande d'un des deux partenaires, allant plus loin que ce que le ministre de la Justice, les journalistes progressistes, les féministes et la *douma* d'avant la révolution avaient jamais tenté. Le nombre de divorces fit un bond dans la période qui suivit. Un « Code sur le mariage, la famille et la garde des enfants » complet, ratifié en octobre 1918 par le Comité exécutif central (CEC), l'instance gouvernementale de l'Etat, balayait des siècles de pouvoir patriarcal et ecclésiastique et instaurait une nouvelle doctrine basée sur les droits individuels et l'égalité des sexes.

Les bolchéviks abolirent aussi les lois contre les actes homosexuels et toutes autres activités sexuelles librement consenties. Leur position était expliquée dans une brochure de Grigori Batkis, directeur de l'Institut d'hygiène sociale de Moscou, *la Révolution sexuelle en Russie* (1923) :

« La législation soviétique se base sur le principe suivant : *Elle déclare la non-ingérence absolue de l'Etat et de la société dans les affaires sexuelles, tant que cela ne porte atteinte à personne et que les intérêts de personne ne sont lésés.* »

– cité dans *The Early Homosexual Rights Movement (1864-1935)* [Les débuts du mouvement pour les droits des homosexuels (1864-1935)], John Lauritsen et David Thorstad (New York, Times Change Press, 1974)

Pour rédiger le nouveau code de la famille, un comité fut établi en août 1918 sous la présidence d'A. G. Goikhbarg, ancien menchévik et professeur de droit. Les juristes décrivaient ce code comme « non pas une législation socialiste, mais une législation de l'époque de transition », tout comme l'Etat soviétique lui-même, en tant que dictature du prolétariat, était un régime préparant la transition du capitalisme au socialisme (cité dans *Women, the State and Revolution*).

Les bolchéviks envisageaient la possibilité de « supprimer certaines formalités, le mariage par exemple, car la famille sera bientôt remplacée par une différenciation plus raisonnable et plus rationnelle, basée sur des individus distincts », comme l'expliquait Goikhbarg avec un peu trop d'optimisme. Il ajoutait : « le pouvoir prolétarien élabore ses codes et toutes ses lois dialectiquement, de sorte que chaque jour de leur existence mine leur besoin d'exister. » Quand « les chaînes entre mari et femme » seront devenues « obsolètes », la famille dépérira, remplacée par des rapports sociaux révolutionnaires basés sur l'égalité des femmes. C'est à ce moment-là seulement que, selon la formule du sociologue soviétique S. Ia. Volfson, la durée du mariage sera « définie exclusivement par l'inclination mutuelle des époux » (*ibid.*) Le divorce se fera en fermant une porte à clé, comme l'envisageait l'architecte soviétique L. Sabsovitch.

Les nouvelles lois sur le mariage et le divorce jouissaient d'une grande popularité. Toutefois, comme les femmes assumaient traditionnellement la responsabilité des enfants et qu'elles avaient davantage de difficultés à trouver et à garder un travail, le divorce s'avérait souvent plus problématique pour elles que pour les hommes. C'est pour cette raison qu'on instaura des pensions alimentaires pour les indigents des deux sexes, conséquence inévitable de l'incapacité de l'Etat, à cette époque, de garantir des emplois pour tous. Le code de 1918 supprimait la distinction entre enfants « légitimes » et « illégitimes », en la remplaçant par une formule où chaque mot avait été soigneusement pesé, « enfants de parents qui ne sont pas enregistrés comme mariés ». Les femmes pouvaient ainsi réclamer une pension alimentaire pour un enfant à un homme à qui elles n'étaient pas mariées.

Le code instaurait aussi le droit de tous les enfants à ce que leurs parents subviennent à leurs besoins jusqu'à l'âge de 18 ans, et le droit de chacun des époux à posséder des biens en propre. Dans l'application des dispositions du code, les juges tendaient à privilégier les intérêts des femmes et des enfants, sur la base que garantir les moyens d'existence pour l'enfant était prioritaire par rapport à la protection des intérêts financiers du requérant de sexe masculin. Dans une des affaires de ce type, le juge divisa la pension alimentaire en trois, parce

que la mère couchait avec trois hommes différents.

Pendant les débats sur le projet de code, Goïkhabrg dut le défendre contre des critiques qui voulaient carrément abolir le mariage. Par exemple, N. A. Roslavets, une déléguée ukrainienne, recommandait que le Comité exécutif central rejette la partie du code consacrée au mariage avec l'argument qu'elle s'éloignait « de la liberté des relations matrimoniales comme étant une des conditions de la liberté individuelle ». « Je ne comprends pas pourquoi ce code instaure la monogamie obligatoire », déclarait-elle ; elle s'opposait aussi à la possibilité (très limitée) de pension alimentaire comme « n'étant rien d'autre qu'une tarification de l'amour » (*ibid.*)

Goïkhabrg écrivait plus tard : « On nous apostrophait : "Enregistrement du mariage, mariage officiel, quel genre de socialisme est-ce là ?" » Son principal argument était que le mariage civil était crucial dans le combat contre l'emprise médiévale de l'Eglise orthodoxe russe. Sans mariage civil, la population aurait recours aux cérémonies religieuses et cela profiterait à l'Eglise. Il qualifiait les critiques de Roslavets de « radicales en paroles » mais « réactionnaires en pratique ». Il faisait remarquer que les pensions alimentaires étaient limitées aux indigents, et qu'on ne pouvait pas abolir tout en même temps. « Nous devons, disait-il, accepter ce [code] en sachant que ce n'est pas une mesure socialiste, parce qu'il n'existera pratiquement pas de législation socialiste. Il ne restera que des normes limitées » (*ibid.*)

Un développement inégal et combiné

La révolution d'Octobre avait remis le pouvoir entre les mains d'une classe ouvrière numériquement faible, dans un pays relativement arriéré. Les bolchéviks étaient par conséquent confrontés à des problèmes que Marx et Engels, qui s'attendaient à ce que la révolution se produise d'abord dans des pays plus industrialisés, n'avaient pas pu prévoir. Les bolchéviks espéraient que la Révolution russe inciterait les ouvriers des pays européens économiquement avancés à renverser leur bourgeoisie, et que ces nouvelles révolutions viendraient à leur tour à l'aide du prolétariat russe. Ces Etats ouvriers ne seraient pas des sociétés socialistes, mais des régimes transitoires qui jetteraient les bases du socia-

lisme à partir d'une économie planifiée au niveau international, dans laquelle il n'y aurait plus de distinctions de classe et où l'Etat lui-même dépérirait.

La prise du pouvoir en Russie venait après trois ans de guerre mondiale. Celle-ci avait perturbé l'approvisionnement alimentaire, et la faim régnait dans les villes. A la fin de la guerre civile, le pays était en ruines. Les réseaux de transports s'étaient effondrés ; pétrole et charbon n'arrivaient plus dans les zones urbaines. Des enfants affamés, sans-logis, les *besprizorniki*, erraient en bandes dans les campagnes et dans les villes. Dans le terrible hiver russe, l'écrivain Viktor Chklovsky écrivait qu'à cause du manque de combustible, « les gens qui vivaient dans des immeubles avec chauffage central mouraient en grand nombre. Ils mouraient de froid – par appartements entiers » (*ibid.*)

L'effondrement des forces productives dépassait tous les phénomènes similaires dans l'histoire. Le pays et son gouvernement étaient au bord de l'abîme. Les bolchéviks avaient gagné la guerre civile, mais le PNB de la Russie n'était plus que le tiers de ce qu'il avait été avant la guerre, et la production industrielle seulement le cinquième. En 1921 Moscou avait perdu la moitié de sa population, Petrograd les deux tiers. Le pays fut ensuite frappé par deux années de sécheresse, une tempête de sable et une invasion de criquets qui provoquèrent une famine dans les régions du sud et de l'ouest. Dans ces régions, 90 à 95 % des enfants de moins de trois ans moururent ; les enfants survivants étaient abandonnés quand l'un des parents mourait, ou les deux, les laissant affamés et sans abri. Il y eut des cas de cannibalisme.

Toutes les couches de la société payèrent un terrible tribut. 13 % des femmes cadres bolchéviques étudiées par Clements sont mortes entre 1917 et 1921, la plupart de maladies infectieuses. Parmi elles, Inessa Armand, qui dirigeait le Jenotdel, et Samoilova, toutes les deux mortes du choléra. Samoilova avait contracté la maladie quand elle militait sur la Volga. Horrifiée par les conditions de vie dans le delta du fleuve, elle consacra ses derniers jours à exhorter le comité local du parti à faire quelque chose.

Comme l'expliquait Marx, « Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond » (*Critique du programme de Gotha*, 1875). Les bolchéviks savaient qu'étant donné les siècles d'oppression et les ravages qu'avait subis le pays, même les plus démocratiques des lois ne pouvaient pas protéger les plus vulnérables, les ouvrières et particulièrement les paysannes, qui continuaient à subir misère et traitements dégradants. Tant que la famille ne serait pas totalement remplacée par un mode de vie communautaire et une prise en charge collective des enfants, il faudrait des lois s'adressant à la situation sociale existante ; elles faisaient partie de la lutte politique pour une société nouvelle.

La protection de la maternité

Immédiatement après la révolution, le gouvernement lança une campagne pour fournir des équipements sociaux et culturels ainsi que des services collectifs aux ouvrières, s'efforçant aussi de les intégrer à des programmes de formation et d'éducation. Le Code du travail de 1918 prévoyait une pause rémunérée de 30 minutes toutes les trois heures pour allaiter un nourrisson. Pour leur protection, le travail de nuit et les heures supplémentaires furent interdits

BOLCHEVIK

**الحجاب في المدرسة : لا للطراد العنصري !
من أجل تحرير النساء عن طريق الثورة الاشتراكية !**

تحتوي هذه النشرة لجمعية القويمة فرنسا بطبع ١
تشرين الأول ٢٠٠٣

٢٤ لأول-سبتمبر، لعين من اصدافية لوير فابري
(Ansbervilliers)، بالحدسية القويمة، في بارتا من المدرسة
لوزا فابري الحجاب، وفي قنطرة الجيب القويمة الذي يملكه هذا
منا القويمة وفي في جز الجبل الكبير، من الحدسية بشاري (Stasi)
التي يروى تحت اشراف من الحجاب والحدسية (الحدسية) (China)
وهران (Kaffrin) بأحد بولقة الاضداد بوسم القويمة
الحدسية هرادا لهم القويمة للحدسية لوزا فابري

**« Foulard à l'école : Non aux exclusions
racistes ! Libération des femmes
par la révolution socialiste ! »**

En arabe dans le *Bolchévik* n° 167, mars 2004
(en français dans le n° 166)

0,80 € 0,50 \$Cdn

Commande:
SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada



Marxist Internet Archive



Boris Ignatovitch

A gauche : des besprizorniki pendant la guerre civile. Des efforts héroïques avaient été entrepris par l'Etat soviétique face au problème de masse des enfants sans abri, qui était en voie de résolution à l'époque de cette photo de 1927 (à droite) montrant des besprizorniki défilant avec des Pionniers pour le Premier Mai.

aux femmes enceintes et aux mères qui allaitaient. Ceci entraîna des conflits incessants avec certains administrateurs, qui considéraient ces mesures comme un fardeau financier supplémentaire.

La mesure phare du droit des ouvrières c'était le programme d'assurance maternité de 1918, conçu et défendu par Alexandra Kollontai, la première Commissaire du peuple aux affaires sociales qui dirigea aussi le Jenotdel de 1920 à 1922. Cette loi instaurait un congé de maternité de huit semaines à plein salaire, des pauses pour l'allaitement et des salles de repos dans les usines, la gratuité des soins pré- et postnataux et des allocations en espèces. Elle était administrée par une « Commission pour la protection des mères et des nourrissons », rattachée au Secrétariat à la santé et dirigée par un médecin bolchévique, Vera Lebedeva. Avec son réseau de maternités, de centres de consultation, de centres d'allaitement, de pouponnières, de maisons de la mère et de l'enfant, ce programme était peut-être l'innovation du régime soviétique la plus appréciée des femmes russes.

Dans les années 1920 et 1930 on accordait couramment aux travailleuses quelques jours de repos sous forme de congé menstruel. Dans l'histoire de la protection des travailleuses, l'URSS était probablement le seul pays à le faire. Des spécialistes faisaient aussi des recherches sur les effets du travail physiquement pénible sur les femmes. Comme l'écrivait une historienne, « La préservation de la santé des travailleurs semble avoir été une préoccupation centrale de la recherche sur la protection de la main-d'œuvre pendant cette période » (Melanie Ilic, *Women Workers in the Soviet Interwar Economy: From « Protection » to « Equality »* [Les ouvrières dans l'économie soviétique de l'entre-deux-guerres : de la « protection » à l'« égalité »], New York, St. Martin's Press, 1999). Le travail physique intense pouvait conduire à des perturbations ou à des retards dans le cycle menstruel, en particulier chez les paysannes. La solution à ce problème – des machines limitant autant que possible le stress et les dangers potentiels du travail industriel et agricole pour tous les travailleurs, hommes

et femmes – dépassait les capacités de l'économie soviétique de l'époque.

L'avortement : libre et gratuit

En 1920 le gouvernement soviétique publiait un décret abolissant les lois contre l'avortement – c'était le premier gouvernement au monde à le faire :

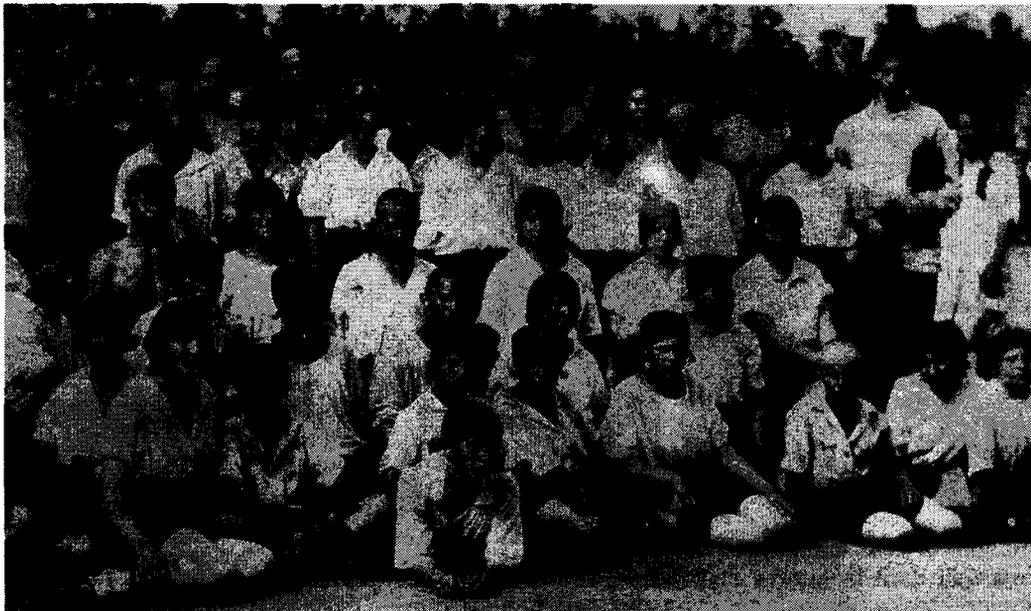
« Aussi longtemps que les vestiges du passé et la situation économique actuelle difficile contraignent certaines femmes à avorter, le Commissariat du peuple à la santé et aux affaires sociales et le Commissariat du peuple à la justice considèrent que recourir à des mesures pénales est inapproprié, et par conséquent, pour préserver la santé des femmes et protéger la race contre des profiteurs ignorants ou intéressés, il a été résolu ce qui suit :

« I. L'avortement gratuit, l'interruption de la grossesse par des moyens artificiels, sera pratiqué dans les hôpitaux d'Etat, où les femmes sont assurées que cette opération sera effectuée avec un maximum de sécurité. »

– « Décret du Commissariat du peuple à la santé et aux affaires sociales et du Commissariat du peuple à la justice de Russie soviétique », *Die Kommunistische Fraueninternationale* [L'Internationale communiste des femmes], avril 1921

Quand il fallut appliquer ce décret, la demande très forte se heurta là encore à l'insuffisance des ressources ; et comme il y avait une pénurie de produits anesthésiants, les avortements étaient généralement pratiqués sans leur secours, aussi affreux que cela soit. La loi stipulait que tous les avortements devaient être pratiqués par un médecin dans un hôpital, mais le pays manquait d'hôpitaux suffisamment équipés. Les travailleuses étaient prioritaires. Dans les campagnes beaucoup de femmes n'avaient pas accès à des hôpitaux d'Etat. Des avortements continuaient par conséquent à être pratiqués dans des conditions périlleuses, notamment par des sages-femmes, et des milliers de femmes devaient être hospitalisées à cause des séquelles de ces dangereuses opérations.

Les médecins et les responsables de la santé publique disaient qu'il y avait un besoin urgent de contraceptifs de qualité, qui dans le pays arriéré qu'était la Russie étaient généralement impossibles à obtenir. Au milieu des années 1920, la



Archives Alexandr Staritsine

**Ouvrières élues
delegatki, Moscou,
mai 1924. Les
réunions de
déléguées étalent
des écoles de
politique et de
libération.**

« Commission pour la protection des mères et des nourrissons » proclamait officiellement que l'information sur le contrôle des naissances devait être dispensée dans toutes les consultations et centres gynécologiques. La pénurie de contraceptifs était en particulier due à l'impossibilité de se procurer des matières premières comme le caoutchouc – résultat direct du blocus impérialiste contre l'Union soviétique.

Goldman, tout en admettant que l'Union soviétique était le premier pays à accorder aux femmes la légalisation et la gratuité de l'avortement, prétend que les bolchéviks n'ont jamais reconnu l'avortement comme un droit pour les femmes, mais seulement comme une nécessité de santé publique. Il est certain que lorsque le décret de 1921 parle par exemple de « ce fléau », cela sonne bizarrement à des oreilles du XXI^e siècle, habituées à entendre ce langage seulement dans la bouche des fanatiques religieux. Mais il faut voir que l'avortement était beaucoup plus dangereux dans les années 1920, avant les antibiotiques et dans un pays où l'hygiène la plus élémentaire était encore problématique. Ce que voulaient les bolchéviks c'était améliorer la protection des mères et des enfants, ce qu'ils considéraient comme une responsabilité de l'Etat prolétarien et une tâche fondamentale pour le remplacement de la famille par des méthodes communautaires.

L'assertion de Goldman est contredite par Trotsky, qui affirmait qu'au contraire l'avortement était pour la femme « l'un de ses droits civiques, politiques et culturels essentiels ». Il fustigeait la bureaucratie stalinienne pour avoir criminalisé l'avortement en 1936, signe qu'elle avait une « philosophie de curé disposant par surcroît de la poigne du gendarme » :

« Ces messieurs ont visiblement oublié que le socialisme devait éliminer les causes qui poussent la femme à l'avortement et non faire bassement intervenir le policier dans la vie intime de la femme pour lui imposer les "joies de la maternité". »

– la Révolution trahie

Le Jenotdel mobilise les masses féminines

Le Jenotdel, fondé en 1919, infusa de l'énergie dans les commissions femmes fragiles et hétérogènes du parti. Il contribua beaucoup à mobiliser les femmes dans la lutte pour

le socialisme en Russie. En 1920 Samoïlova rapportait que les gens parlaient d'une « deuxième révolution d'Octobre » parmi les femmes (cité dans *Feminism and Bolshevism : The Zhenotdel and the Politics of Women's Emancipation in Russia, 1917-1930* [Féminisme et bolchévisme : le Jenotdel et la politique de l'émancipation des femmes en Russie, 1917-1930], mémoire de thèse non publié de Carol Eubanks Hayden, Université de Californie à Berkeley, 1979). Le précepte organisationnel fondamental du Jenotdel c'était « l'agitation par la pratique ». L'historien Richard Stites parle du « travail délibéré, laborieux, de centaines de femmes déjà "libérées" pour injecter leurs convictions, leur programme et leur confiance en elles-mêmes dans le sang de la Russie rurale et prolétarienne » (Stites, *The Women's Liberation Movement in Russia*). Le fait que tant de femmes aient été membres du gouvernement soviétique et du parti illustre l'extraordinaire mobilité sociale que celui-ci encourageait.

Le système des « réunions de déléguées » instauré par le Jenotdel pour servir d'école de la politique et de la libération, était un vecteur essentiel de ce travail. Dans les usines on organisait des élections où les ouvrières choisissaient l'une d'entre elles comme déléguée au Jenotdel pour une période de trois à six mois. L'élection elle-même était un pas en avant dans la prise de conscience. La *delegatka*, arborant un foulard rouge comme signe distinctif, servait d'apprentie observatrice dans différentes branches de l'activité publique, comme l'usine, le soviet, le syndicat, l'école, l'hôpital ou la cantine. Après son séjour dans le monde de la politique pratique, elle faisait un rapport au Jenotdel et à ses camarades de travail sur ce qu'elle avait appris dans ses fonctions de politicienne élue, d'administratrice, de propagandiste et de critique. Un observateur décrivait les *delegatki* comme « une menace pour les bureaucrates, les ivrognes, les koulaks, les sous-koulaks et tous ceux qui s'opposaient aux lois soviétiques » (*ibid.*)

En plus du journal *Kommunistka*, où l'on trouvait des articles sur les aspects théoriques et pratiques essentiels de la question femmes, le Jenotdel publiait des pages femmes (*stranitchki*) dans beaucoup de journaux nationaux et locaux du parti. On encourageait les ouvrières à devenir des

correspondantes et à envoyer des rapports et des lettres à la presse. Conférences et congrès rassemblaient de nombreuses femmes de toutes origines et de diverses régions. La dernière réunion importante fut le Congrès des déléguées aux soviets de 1927, témoignage du caractère massif du travail qui avait été effectué au cours des dix années précédentes, où les femmes avaient montré « combien elles ressentaient qu'elles pouvaient accomplir quelque chose » (*ibid.*)

La vie communautaire et le remplacement des tâches ménagères

Les premières mesures visant à instituer un mode de vie communautaire en Russie soviétique avaient été fortement influencées par la guerre civile. Pour mobiliser la population dans l'effort de guerre, les bolchéviques avaient institué le « communisme de guerre », qui comprenait l'organisation du rationnement par l'Etat, des cantines publiques, les produits alimentaires gratuits pour les enfants et les salaires en nature. En janvier 1920 à Petrograd, un million de personnes se nourrissait dans des cantines publiques ; à Moscou, 93 % de la population prenait ses repas de cette manière. Les repas étaient de mauvaise qualité, mais dans l'optimisme révolutionnaire de l'époque, c'était vu comme un problème temporaire. Des années plus tard, beaucoup exprimaient leur nostalgie de l'avenir idéaliste que promettait la vie communautaire sous le « communisme de guerre », contrastant avec la dure réalité qui devait lui succéder. Un sentiment qu'exprimait ainsi I. Stepanov, dirigeant du parti :

« Nous autres les adultes, nous avons tous terriblement faim, mais nous pouvions à juste titre dire au monde entier : les enfants sont les premiers citoyens privilégiés de notre république. Nous pouvions dire que nous étions en train de commencer à libérer l'amour [...] des contraintes économiques, et les femmes de l'esclavage domestique. »

— cité dans *Women, the State and the Revolution*

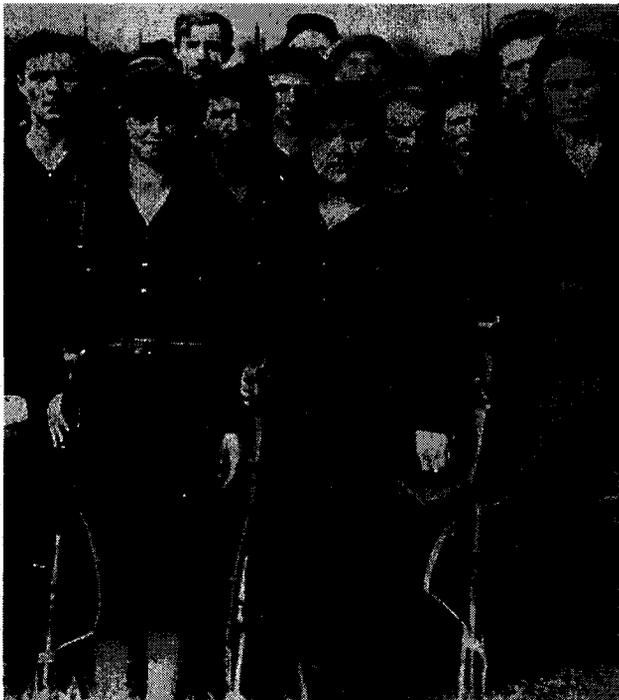
La socialisation de l'éducation des enfants était un aspect important de la libération des femmes de l'esclavage

domestique. Le programme bolchévique reposait sur la conception que tous les individus devaient avoir pleinement accès aux bénéfices culturels et sociaux de la société, et non subir les restrictions dictées par leur statut social et économique. Un « Congrès pan-russe pour la protection de l'enfance » avait été convoqué en 1919. Les délégués y débattirent des théories sur l'éducation des enfants, et se demandèrent dans quelle mesure l'Etat et les parents devaient être impliqués dans l'éducation des très jeunes enfants. Ces mots d'Anna Elizarova, membre du présidium du congrès, exprimaient bien ce que pensait la majorité des délégués : « Il ne doit pas y avoir d'enfants malheureux qui n'appartiennent à personne. Tous les enfants sont les enfants de l'Etat » (*ibid.*)

Une disposition du Code de la famille promulgué l'année précédente avait totalement interdit l'adoption, l'Etat assumant la prise en charge des orphelins. Cette mesure était particulièrement importante parce qu'en Russie, il était de notoriété publique que l'adoption était utilisée par les paysans comme source de main-d'œuvre bon marché. Au lieu de cela, le gouvernement assumait la tâche d'assurer à tous les enfants des soins et une éducation de qualité.

Mais il y avait toujours une immense contradiction entre les aspirations et la réalité. L'Etat était incapable de prendre en charge les millions d'orphelins sans abri de Russie, les *besprizorniki*. Ce problème était antérieur à la révolution, et sept ans de guerre puis la famine avaient fait grimper leur nombre à environ 7 millions et demi en 1922. Le gouvernement autorisait la distribution gratuite de nourriture à tous les enfants de moins de 16 ans ; on mit en place des réfectoires et des centres d'accueil, et les châteaux de la noblesse furent transformés en orphelinats, avec un certain succès. Goldman résume ainsi le cercle vicieux dû au manque de ressources pour faire face aux besoins : « Sans crèches, beaucoup de mères célibataires ne pouvaient pas chercher de travail et sans travail, elles ne pouvaient pas subvenir aux besoins de leurs enfants, qui fuyaient alors

Corbis



A gauche : des femmes à l'entraînement militaire avec les hommes, Moscou, 1918. Deux chefs militaires soviétiques : Elena Rozmirovitch (au centre), membre de l'organisation militaire du CC bolchévique, et Evguènia Bosch (ci-dessous), commandant pendant la guerre civile, photographiée ici en 1925.

Nezakonetchnoe Pismo



leur foyer misérable pour rejoindre les *besprizorniki* dans la rue » (*ibid.*) Le nombre de *besprizorniki* diminua dans la décennie qui suivit la famine de 1921, mais ils demeurèrent un problème pour le gouvernement soviétique jusqu'au milieu des années 1930.

Un recul temporaire : la Nouvelle politique économique

Fin 1920, avec la fin de la guerre civile, les limites de la politique du « communisme de guerre » apparurent clairement. L'industrie s'était pratiquement effondrée. Les ouvriers les plus avancés politiquement avaient été tués pendant la guerre civile ou intégrés à l'administration de l'Etat et du parti ; beaucoup des ouvriers qui restaient étaient retournés dans les campagnes pour tenter de survivre en cultivant la terre. Dans le sud, les paysans commençaient à se révolter contre les réquisitions de céréales (voir dans ce numéro « Cronstadt, 1921 : bolchévisme ou contre-révolution »).

Pour faire redémarrer la production et préserver l'alliance avec la paysannerie, Lénine, début 1921, avait proposé la Nouvelle politique économique (NEP). Les réquisitions de céréales devaient être remplacées par un impôt sur les produits agricoles, et les paysans seraient désormais autorisés à vendre librement une grande partie de leurs céréales sur le marché. Le gouvernement essaya de stabiliser la monnaie ; le rationnement des produits alimentaires et de quelques produits de consommation fut supprimé, la production et la distribution commerciale de produits de consommation par de petites entreprises étaient autorisées. Ces concessions au marché contribuèrent beaucoup à faire redémarrer l'économie, mais elles avaient aussi tendance à exacerber les déséquilibres existants. On faisait peu ou pas d'investissements dans l'industrie lourde, tandis qu'à la campagne, la couche préexistante de paysans aisés (*koulaks*) s'enrichissait aux dépens de paysans les plus pauvres. Une couche de nouveaux riches, petits producteurs et commerçants prospères (les *Nepmen*) apparut.

Comme on pouvait s'y attendre, la NEP eut un impact négatif sur la situation des femmes et des enfants. Il y eut une augmentation générale du chômage des femmes qui dura jusqu'en 1927, et elles furent reléguées vers des secteurs « traditionnels » comme le textile et l'industrie légère. Les pratiques du « marché libre » signifiaient des discriminations à l'embauche contre les femmes, et les femmes étaient plus facilement licenciées étant donné notamment le coût des congés de maternité et la protection dont bénéficiaient les femmes enceintes ou allaitant sur le lieu de travail. Des services publics jusque-là gratuits, comme les repas communautaires, devinrent payants. On dut fermer la moitié des crèches et des foyers pour mères célibataires, ce qui minait tous les efforts faits pour libérer les femmes : les mères n'avaient plus guère la possibilité d'étudier, d'acquérir une qualification ou de participer à la vie sociale et politique.

La conséquence peut-être la plus tragique de la NEP pour les femmes, c'était la résurgence de la prostitution. Elle n'était pas illégale dans la Russie soviétique. Le gouvernement cherchait plutôt à « redonner aux prostituées un travail productif, les réinsérer dans l'économie de la société » selon la formule de Lénine rapportée par Clara Zetkin (« Souvenirs sur Lénine », extraits publiés dans *Batailles pour les femmes* [Editions sociales, 1979]). En 1921 une commission gouvernementale réaffirmait l'oppo-



Marxist Internet Archive

Un marché de légumes privé pendant la NEP

sition à l'ingérence de l'Etat dans les affaires privées :

« Dans le combat contre la prostitution le gouvernement n'a aucunement l'intention de s'immiscer dans la sphère des relations sexuelles, car dans ce domaine toute tentative d'influencer par la force et la réglementation ne conduira qu'à déformer l'autodétermination sexuelle de citoyens économiquement libres et indépendants. »

– *The Baba and the Comrade : Gender and Politics in Revolutionary Russia* [La baba et la camarade : genre et politique dans la Russie révolutionnaire], Elizabeth A. Wood, Bloomington, Indiana University Press, 1997

Pendant les années de la NEP les deux groupes les plus importants parmi les prostituées urbaines étaient les chômeuses et les *besprizorniki*.

Goldman note que des déléguées réunies en 1922 pour discuter du travail des femmes sonnèrent l'alarme sur « la situation catastrophique des services destinés à protéger les mères et les nourrissons, du fait des pressions budgétaires de l'Etat sous la NEP » (Goldman, *Women, the State and Revolution*). Elles soulignaient que les problèmes des femmes étaient « étroitement liés à la situation d'ensemble de la classe ouvrière, et ne devaient en aucun cas être considérés comme étrangers à l'Etat prolétarien ». Le gouvernement essaya de remplacer les ressources perdues par des contributions et du travail volontaires, et les commissariats publièrent des décrets visant à mettre un terme aux discriminations anti-femmes.

Mais ces mesures n'eurent que peu d'effets. Début 1923 un débat pour savoir s'il fallait prendre de nouvelles mesures pour faire face à ces problèmes éclatait parmi les dirigeantes, dont Vera Goloubeva et Alexandra Kollontaï, qui argumentaient qu'il fallait donner plus d'envergure au travail du parti parmi les femmes. Goloubeva, numéro deux du *Jenotdel*, argumentait que, comme il y avait de plus en plus de chômage parmi les femmes, le parti devait chercher à toucher des secteurs de la population extérieurs à la classe ouvrière, et rassembler chômeuses et paysannes dans des organisations spécifiques (« transitoires ») liées au parti. La question fut discutée au congrès du parti d'avril 1923.

Mais en fait le gouvernement soviétique n'avait pas

d'autre choix que de recourir à la NEP. L'alternative, continuer la politique du communisme de guerre dans une situation d'effondrement social, aurait conduit à des révoltes paysannes massives et à la contre-révolution. Mais la NEP conduisait aussi à des dangers de ce type. Comme l'expliquait Trotsky : « Avec la NEP, les fondances bourgeoises bénéficièrent d'un terrain plus favorable » (*la Révolution trahie*). Toutefois, même dans les limites des contraintes imposées par l'isolement national et la faiblesse économique, la dégradation du statut des femmes n'était pas réglée d'avance. C'est un combat politique sur des décisions gouvernementales qui en a déterminé le cours. Ces décisions politiques auraient pu être différentes.

En fait la politique d'ensemble défendue par l'Opposition de gauche aurait pu permettre une véritable amélioration de la condition des femmes, même dans le cadre de la situation matérielle existante. Si on avait mis en œuvre un plan systématique d'industrialisation, comme celui préconisé par l'Opposition en 1923, on aurait contré les tendances bourgeoises alimentées par la NEP, tout en augmentant considérablement le nombre d'emplois pour les femmes dans l'industrie et en modifiant le comportement des directeurs d'usine. La discrimination à l'encontre des ouvrières en matière de salaire et d'emploi était une manifestation de la dégénérescence bureaucratique au sein de l'appareil administratif industriel ; celle-ci aurait pu être combattue et inversée.

Une « mer de stagnation paysanne »

Dans le domaine de la libération des femmes c'est dans les campagnes que les conflits entre les buts de la Révolution bolchévique et la situation réelle de la société russe étaient les plus criants. Le Code foncier de 1922 avait aboli la propriété privée des terres, des lacs et rivières, des forêts et du sous-sol, et placé toutes les terres entre les mains de l'Etat. De par la loi, tous les citoyens, sans distinction de sexe, de religion ou de nationalité, avaient le même droit à la terre, et chaque adulte devait avoir une voix dans la *skhod*, l'assemblée de village. Le Code de la famille accordait à tous les individus le droit de se séparer de leur conjoint, de divorcer et de recevoir une pension alimen-

taire. L'extrême pauvreté exacerbait le fossé entre la loi et la vie réelle, et faisait qu'il était presque impossible à beaucoup de foyers paysans d'accorder aux femmes ce qui leur était légalement dû. Aussi longtemps que la famille demeurait l'unité de base de la production, aussi longtemps que le système patriarcal déterminait les institutions de la vie du village, ni les paysannes ni les paysans ne pouvaient concrétiser les libertés individuelles promises par le code civil soviétique.

Les contradictions ne pouvaient pas être résolues par la loi ; le problème était inhérent à la nature même de la Révolution russe. Un prolétariat relativement faible numériquement avait réussi à instaurer sa dictature révolutionnaire parce qu'il avait repris à son compte le combat de la paysannerie contre la barbarie féodale. Mais, une fois au pouvoir, le prolétariat avait dû aller plus loin que les tâches démocratiques bourgeoises découlant de l'abolition de l'absolutisme tsariste. Comme Trotsky l'avait prédit avant même qu'éclate la Révolution de 1905, face à des questions comme la longueur de la journée de travail, le chômage et la protection du prolétariat agricole, « l'antagonisme entre les divers secteurs qui composent [la paysannerie] croîtra à mesure que la politique du gouvernement ouvrier se définira davantage, et cessera davantage d'être une politique démocratique au sens général du terme, pour devenir une politique de classe » (*Bilan et perspectives*, 1906). Pour réussir à éradiquer les rapports sociaux féodaux dans les campagnes, il fallait investir d'énormes ressources dans la construction de l'infrastructure nécessaire, comme des écoles, des routes et des hôpitaux, et il fallait mécaniser l'agriculture. Les bolchéviks comptaient sur une révolution ouvrière dans les pays européens avancés, qui pourrait fournir les ressources technologiques permettant au prolétariat russe de démontrer aux masses paysannes les bénéfices de l'agriculture collectivisée.

Le Commissariat à la justice mit en place plusieurs commissions pour enquêter sur les problèmes compliqués auxquels les femmes et les enfants étaient confrontés dans les campagnes. Les juristes s'obstinaient à défendre l'égalité des droits face à une forte opposition paysanne. Par exemple, la propriété foncière était basée sur l'unité familiale (*dvor*) dominée par les hommes, et les pensions

Déclaration de principes et quelques éléments de programme de la LCI

La Déclaration de principes de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est une expression concrète de notre raison d'être : bâtir les sections nationales d'une internationale centraliste-démocratique qui puisse diriger la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Allemand 2 € . . . 2,50 \$Cdn	Italien 1 € . . . 1,25 \$Cdn
Anglais 2 € . . . 2,50 \$Cdn	Japonais 2 € . . . 2,50 \$Cdn
Chinois 1 € . . . 1,25 \$Cdn	Polonais 1 € . . . 1,25 \$Cdn
Espagnol . . . 1,50 € . . . 1,50 \$Cdn	Portugais 1 € . . . 1,25 \$Cdn
Français 2 € . . . 2,50 \$Cdn	Russe 1 € . . . 1,25 \$Cdn
Grec 1 € . . . 1,25 \$Cdn	Tagalog 1 € . . . 1,25 \$Cdn
Indonésien . . . 1 € . . . 1,25 \$Cdn	Turc 1 € . . . 1,25 \$Cdn

Pour toute commande :
 Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
 ou : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
 ou : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada

SPARTACIST
 EDICION FILIPINOSA
 SEPTIEMBRE 1988

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre!

Déclaration de principes et quelques éléments de programme
 Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)
 Page 10

SPARTACIST

1. Pangkalahatang Bayangang Rebolusyong at ang Pambansang Ligtas	8. Ang Pambansang Ligtas sa Inyapanglikang Digmaan
2. Ang Hukap ng Pambansang Ligtas	9. Ang Pambansang Sulat ng ang Kampanya ng Ligtas ng Bansa sa Pambansang Pagpapalaganap
3. Kamang ang Pambansang Rebolusyong Hukap	10. Rebolusyong Hukap, Pambansang Rebolusyong at ang "Siyangang Ligtas"
4. Ang Rebolusyon at Kampanya ng Pambansang Ligtas	

Vient de paraître en tagalog !

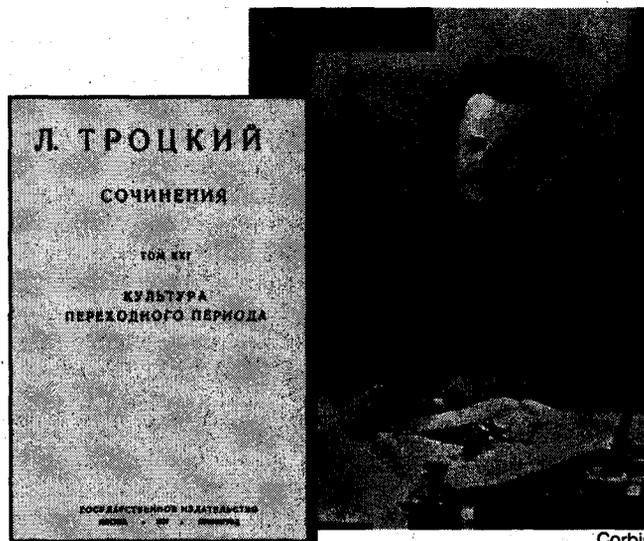
alimentaires étaient attribuées sur la base des biens possédés par la famille. Lorsqu'ils devaient payer une pension alimentaire, les paysans trouvaient des ruses pour ne pas le faire ; ils créaient une division fictive de l'unité familiale, réduisant ainsi la quantité de biens que le tribunal pouvait accorder à une femme divorcée. Les responsables des commissariats à la terre et à la justice refusaient de céder aux paysans qui demandaient d'abolir le divorce et les pensions alimentaires, et défendaient les droits des plus vulnérables, des plus faibles et des paysannes sans terre. Les codes de la terre et de la famille avaient instauré des droits pour les femmes qui pouvaient avoir pour conséquence des parcelles familiales plus petites et une baisse de la production, à un moment où augmenter la production de céréales était une priorité d'Etat. La commission de Moscou déclarait : « Accepter que le *dvor* n'assume pas ses responsabilités dans les pensions alimentaires signifie noyer notre loi soviétique dans une mer de stagnation paysanne » (cité dans *Women, the State and the Revolution*).

En dépit de ces difficultés, ces lois, que l'Etat soviétique faisait respecter, avaient un impact. Melnikova, une *batratshka* sans ressources chassée du *dvor* de son mari, s'était présentée devant le juge en déclarant : « J'ai entendu dire au village que maintenant il y avait cette loi et qu'ils ne pouvaient plus insulter les femmes de cette façon » (*ibid.*) Malgré bien des résistances dues à la peur, l'ignorance et l'inertie de la tradition, une fois que les institutions et les changements dans la vie quotidienne fonctionnèrent, au début et au milieu des années 1920, ils rencontrèrent de plus en plus de soutien dans la paysannerie, particulièrement de la part des femmes.

Une minorité, petite mais significative, de paysannes avait vu leur vie transformée par les efforts d'éducation du parti, les activités du Jenotdel et leurs nouveaux droits. Les déléguées à un congrès des femmes évoquaient avec fierté leur lutte de femmes célibataires pour conserver leur part de la terre, pour assister aux réunions de la *skhod*, et pour organiser des coopératives agricoles pour les femmes. Les mères d'enfants illégitimes et les paysannes divorcées défiaient des siècles de tradition patriarcale en attaquant le foyer familial en justice pour le droit à une pension alimentaire.

Les questions du mode de vie

En 1923 une discussion s'était engagée au sein du Parti bolchévique sur comment améliorer la qualité de la vie quotidienne (*byt*). Cette question apparemment banale touche directement à la lutte pour créer des rapports économiques et sociaux entièrement nouveaux. L'émancipation des femmes, qui est le prisme politique des « rapports quotidiens », dans un sens social large, est au cœur de cette question. Aucune autre question ne plonge aussi profondément dans la vie quotidienne des masses, ployant sous des siècles de coutumes, d'habitudes de déférence sociale et de réaction religieuse. Et cela d'autant plus que la Russie au début du XX^e siècle était un pays arriéré et misérable comparable à l'Iran ou à l'Inde d'aujourd'hui. Comme le fit remarquer Trotsky deux ans plus tard : « La manière la plus scientifique de mesurer notre progrès consiste à observer les mesures pratiques mises en œuvre pour l'amélioration de la situation de la mère et de l'enfant [...]. L'importance de la question de la mère s'exprime par le fait que, par elle-même, elle constitue le point vivant où se croisent de



Corbis

Culture de la période de transition, le tome 21 des Œuvres complètes de Trotsky, inclut les textes publiés en français dans *Les questions du mode de vie*.

manière décisive tous les aspects du travail économique et culturel » (« Construire le socialisme implique émanciper les femmes et protéger les mères », décembre 1925).

Même des membres du parti, hélas, se moquaient parfois du Jenotdel en parlant de « bab-kom » ou de « tsentro-baba » (*baba* est un terme péjoratif pour désigner les femmes). A ce propos, Zetkin rapportait ces paroles de Lénine :

« L'activité des communistes dans les masses féminines, notre action politique parmi elles implique un gros travail d'éducation auprès des hommes. Il faut que nous extirpions l'idéologie du maître et seigneur jusqu'à sa dernière et plus petite racine – dans le parti comme dans les masses. Cela fait partie de notre tâche politique, de même qu'il est urgent de former une équipe de camarades, hommes et femmes, pourvus d'une solide instruction théorique et pratique, pour assurer et développer l'activité du parti parmi les femmes travailleuses. »

– Zetkin, « Souvenirs sur Lénine »

A cette époque la société n'avait pas encore été réorganisée et les conditions matérielles n'existaient pas encore pour pouvoir mettre en place un nouveau type plus progressiste de vie familiale, et de toute façon il aurait fallu plusieurs générations pour qu'elle puisse évoluer. En fait, il se pourrait bien que l'émancipation la dernière à être accomplie dans une société sans classes soit l'égalité sociale réelle des femmes ; de même que dans l'histoire l'assujettissement des femmes a été la première oppression qui ne soit pas une oppression de classe.

Trotsky entreprit alors d'écrire une série d'articles sur cette question de la vie quotidienne, comme « De l'ancienne famille à la nouvelle » et « La vodka, l'église et le cinématographe » (datés tous les deux de juillet 1923), qui furent plus tard rassemblés dans le recueil *les Questions du mode de vie*. Bien sûr il soulignait l'importance de l'abondance matérielle dans l'élaboration de la « culture », qu'il définissait non dans le sens étroit de la littérature et de l'art, mais comme recouvrant tous les domaines de l'activité humaine. C'est seulement dans une société communiste avancée qu'on pourra véritablement parler de « choix » et de « liberté ». D'ici là, Trotsky voulait encourager les initiatives volontaires dans la vie de tous les jours.

Les articles de Trotsky suscitèrent une vive réaction de la part de Polina Vinogradskaïa, membre du Jenotdel, qui argumentait que tout le problème était le manque d'initiative de la part du gouvernement, et qui était contre ouvrir une discussion plus large sur la vie quotidienne. Mais Trotsky faisait remarquer que cette discussion faisait nécessairement partie du développement social :

« Les fondations matérielles héritées du passé font certes partie de notre mode de vie, mais notre nouvelle attitude psychologique en fait partie aussi. L'aspect domestique et culinaire des choses fait certes partie de la conception de la famille, mais c'est aussi le cas pour les rapports mutuels entre mari, femme et enfants tels qu'ils sont en train de prendre forme dans la nouvelle société soviétique, avec les nouvelles tâches, buts, droits et obligations. [...] »

« Il faut acquérir une connaissance consciente de la vie quotidienne, précisément pour pouvoir montrer clairement, concrètement et intelligemment aux travailleurs les contradictions qu'il y a entre la vieille coquille matérielle de la vie de tous les jours et les nouveaux rapports et besoins qui sont apparus. »

– « Contre la bureaucratie, progressiste et non progressiste », août 1923, *les Questions du mode de vie* [texte non reproduit dans l'édition française]

Dans le processus révolutionnaire les masses ouvrières ne sont pas simplement des objets passifs, elles doivent aussi être des acteurs. Trotsky proposait par exemple aux « familles les plus progressistes de prendre l'initiative de se regrouper dès maintenant sur une base collectiviste » (« De l'ancienne famille à la nouvelle »), ajoutant que « l'expérience de ces collectivités familiales » était « une première approche, encore très imparfaite, du mode de vie communiste ». Ce type d'initiative pour construire le socialisme n'était pas central à la lutte politique contre la dégénérescence stalinienne du parti et de l'État, mais il était tout à fait possible dans la réalité difficile de la Russie soviétique des années 1920.

La dégénérescence de la révolution

Ces débats de 1923 sur comment s'adresser à la contradiction déchirante entre le programme communiste pour la libération des femmes et la terrible pénurie matérielle dans le pays, prenaient place à la veille de la bataille décisive sur

la dégénérescence de la révolution. La pauvreté du pays créait de fortes pressions encourageant les déformations bureaucratiques. Sous la NEP les inégalités sociales n'avaient fait qu'exacerber ces pressions. Comme Trotsky devait l'expliquer plus tard dans son analyse de la dégénérescence stalinienne :

« L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte contre tous qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chalands peuvent venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. Elle "sait" à qui donner et qui doit patienter. »

– *la Révolution trahie*

Ces pressions matérielles finirent inévitablement par trouver leur expression à l'intérieur même du Parti bolchévique. Staline, qui avait été nommé secrétaire général du parti en mars 1922, avait considérablement augmenté les salaires, les avantages et les privilèges matériels des responsables du parti ; il était devenu le défenseur des intérêts de la nouvelle couche bureaucratique. Peu après sa nomination Lénine fut victime d'une grave attaque cérébrale ; il ne reprit le travail que pendant quelques mois, fin 1922, durant lesquels il pressa Trotsky d'engager une bataille résolue contre l'influence de la couche bureaucratique qui se développait dans le parti (voir « Bilan critique : Trotsky et l'Opposition de gauche russe », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001). A partir de décembre Lénine eut plusieurs attaques qui paralysèrent son activité jusqu'à sa mort, en janvier 1924.

Staline avait constitué un « triumvirat » secret au sein de la direction soviétique avec Lev Kamenev et Grigori Zinoviev, eux aussi membres du bureau politique, et ils s'employaient activement à bloquer l'ascension de Trotsky. Celui-ci savait que l'alliance entre les ouvriers et les paysans demeurerait fragile tant que le régime soviétique ne pourrait pas fournir aux paysans des produits industriels et des produits de consommation abordables. Il préconisait par conséquent d'investir davantage dans l'industrie lourde et d'avoir une planification centralisée. La bureaucratie n'y

Basil Blackwell Inc.



Militants de l'Opposition de gauche exilés en Sibérie manifestant en 1928 pour l'anniversaire de la Révolution bolchévique. Sur les banderoles : « Tournez le feu contre la droite – contre le koulak, le Nepman et le bureaucrate, pas en paroles mais en actes » et « Vive la dictature du prolétariat ! »

était pas favorable, préférant laisser la NEP suivre son cours, et cédant de plus en plus aux pressions économiques des koulaks et des Nepmen.

Pendant l'été 1923 le mécontentement économique croissant provoqua des grèves à Moscou et à Petrograd. Dans une série de lettres au comité central, Trotsky demanda que le parti lance immédiatement une campagne contre le bureaucratisme et qu'il élabore un plan d'investissement dans l'industrie. Quarante-six dirigeants du parti (dont la responsable militaire Evguenia Bosch) avaient signé une pétition sur une ligne similaire. L'opposition antibureaucratique encore peu organisée et le « cours nouveau » proposé dans les pages de la *Pravda*, le journal du parti, rencontrèrent un énorme soutien.

A ce moment-là il y avait aussi une crise révolutionnaire en Allemagne, qui faisait entrevoir la possibilité d'une révolution ouvrière dans ce pays et qui permettait d'espérer que l'isolement de l'Etat ouvrier soviétique allait bientôt prendre fin. Lorsque la direction de l'Internationale communiste, sous Zinoviev, et le Parti communiste allemand laissèrent passer l'occasion révolutionnaire qui s'était présentée pendant l'été 1923, et qu'ils annulèrent lâchement l'insurrection prévue pour la fin octobre, la démoralisation s'empara de la Russie (voir « Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001).

Dans la discussion qui s'ensuivit à l'intérieur du parti, le triumvirat ne s'arrêta devant rien pour détruire l'Opposition. Les élections à la 13^e Conférence du parti, qui eut lieu en janvier 1924, étaient tellement truquées que, malgré un soutien important dans le parti à Petrograd, Moscou et dans d'autres villes plus petites, Trotsky et ses partisans ne remportèrent que trois des 124 mandats de délégué. La victoire du triumvirat à cette conférence marqua un tournant décisif dans la dégénérescence de la révolution. Après la mort de Lénine, le même mois, le triumvirat se lança dans une campagne d'adhésions massive (la « promotion Lénine »), laissant ainsi entrer dans le parti des ouvriers arriérés, des carriéristes en tous genres, des Nepmen et autres éléments indésirables. C'est ainsi que s'est engagé le processus qui devait transformer le parti, d'avant-garde prolétarienne qu'il était, en un appareil bureaucratique capricieux au sommet de l'Etat soviétique.

Fin 1924 la victoire bureaucratique prit une forme programmatique, avec la promulgation par Staline de l'idée absurde qu'on pouvait construire le socialisme dans les limites de l'URSS, sans révolutions dans les autres pays. Dans la quinzaine d'années qui suivit, la bureaucratie stalinienne zigzagua entre une politique de conciliation vis-à-vis des différentes puissances impérialistes et un aventurisme débridé voué à l'échec ; mais la théorie du « socialisme dans un seul pays » constituait le socle du dogme stalinien en voie de constitution. L'Internationale communiste, de parti voué à la révolution ouvrière internationale qu'elle était, devenait un instrument de la diplomatie du Kremlin.

En URSS même la bureaucratie commençait à assouplir la législation originelle de la NEP, qui autorisait le commerce libre des produits agricoles mais qui avait sévèrement restreint l'emploi du travail salarié et l'acquisition de la terre. On allait construire le socialisme en URSS « à une allure de tortue », selon la formule de Nikolai Boukharine, alors allié à Staline. La politique de conciliation avec les



Photos Dietz Verlag Berlin

Des enfants soviétiques collectent des fonds en solidarité avec les enfants allemands affamés, fin 1923 ou début 1924. Ci-dessous : Berlin, la grève générale contre le gouvernement Cuno en août 1923, au plus fort de l'agitation révolutionnaire.



petits négociants de la NEP et les *dvors* paysans arriérés eut des conséquences graves et néfastes pour les femmes et les enfants soviétiques. En avril 1924 il fut décrété d'envoyer des adolescents travailler dans l'agriculture. L'interdiction de l'adoption fut en pratique levée. En 1926, quelque 19 000 enfants sans abri furent chassés des maisons de l'enfance financées par l'Etat, et envoyés dans des foyers paysans pour labourer avec les charrues de bois séculaires et moissonner à la faucille et à la faux.

Entre mi-1926 et fin 1927, Trotsky s'était allié à Zinoviev et Kamenev, qui, sous la pression de leurs bases prolétariennes de Leningrad (anciennement Petrograd) et Moscou, avaient rompu avec Staline. L'Opposition unifiée (OU) luttait contre la politique du « socialisme dans un seul pays » et pour la perspective de la révolution internationale. Elle réclamait un impôt sur les koulaks pour financer les investissements dans l'industrie lourde, et une politique de collectivisation volontaire de la paysannerie « en amenant petit à petit cette partie, la plus nombreuse de la paysannerie [les paysans moyens], au passage à une production collective, au moyen de machines » (« Plate-forme de l'Opposition », septembre 1927, dans Trotsky, *la Lutte antibureaucratique en URSS* [éditions 10/18, 1975]).

A partir de 1924 le Jenotdel fut directement impliqué dans la lutte fractionnelle ; beaucoup de militantes connues soutenaient l'Opposition, notamment la responsable du Jenotdel, Klavdia Nikolaeva. Celle-ci fut remplacée en 1925 par Alexandra Artioukhina, favorable à Staline. Pendant la bataille contre Zinoviev et son organisation de Leningrad, Artioukhina mobilisa les militantes du Jenotdel du côté de Staline pour garder un « parti léniniste uni, solide, discipliné » (Hayden, *op. cit.*) Artioukhina disait que les ouvrières pourraient s'imaginer qu'étant donné le mot d'ordre d'« égalité », elles devaient recevoir le même salaire que les ouvriers hommes plus qualifiés, et elle voulait que le Jenotdel entreprenne de leur expliquer pourquoi les différentiels de salaires étaient nécessaires. La plate-forme de l'Opposition unifiée par contre réclamait « à travail égal, salaire égal » pour les ouvrières, et qu'il fallait « élever la qualification du travail féminin » (« Plate-forme de l'Opposition »).

Comme il contrôlait fermement les appareils du parti et de l'Etat, Staline pouvait calomnier puis écraser l'OU, dont la plupart des dirigeants furent exclus du parti fin 1927. Zinoviev et Kamenev capitulèrent devant Staline, mais Trotsky et de nombreux autres dirigeants de l'OU furent envoyés en exil intérieur. La bureaucratisation de la vie interne du parti eut un effet démoralisant sur le Jenotdel. A partir de 1927 la participation aux réunions de déléguées diminua brutalement – le taux de présence allant de 40 à 60 %, contre 80 à 95 % auparavant.

Le Code de la famille de 1926

La bureaucratisation du parti et de l'Etat soviétiques ne s'est pas produite d'un seul coup. Il a fallu des années à la bureaucratie pour étouffer totalement la conscience révolutionnaire, qui s'érodait aussi du fait de la dévastation du pays. Le débat passionné sur le Code de la famille de 1926 est un des exemples montrant qu'il y avait toujours des débats passionnés dans certains secteurs de la vie politique soviétique. Les bolchéviks savaient que les rapports sociaux continueraient à évoluer après la révolution. Le Code de la famille de 1918, conçu délibérément comme un ensemble

transitoire de lois, n'avait jamais été considéré comme définitif. Les débats et les discussions sur la politique de la famille avaient continué pendant toute la période de la guerre civile et de la NEP. En 1923 un comité avait été constitué pour rédiger un nouveau code. En octobre 1925, après plusieurs projets et un débat public intense, un projet était présenté au CEC. Et le débat se poursuivit dans tout le pays pendant un an encore.

Le Code de la famille de 1926 est à mi-chemin, dans la dégénérescence de la politique soviétique, entre l'ébullition libératrice des premières années révolutionnaires et la réhabilitation stalinienne de l'institution de la famille en 1936. En 1925-1926 les arguments en faveur de l'abolition de tous les codes du mariage n'étaient plus de saison. Maintenant c'était les partisans de politiques plus tolérantes, comme la reconnaissance du mariage « de fait », qui s'opposaient à des forces plus conservatrices. Ceux qui voulaient un code civil plus strict étaient essentiellement issus de la paysannerie, mais on comptait aussi dans leurs rangs des ouvrières préoccupées par la vulnérabilité des femmes et des enfants dans une société où le remplacement complet de la famille par des méthodes socialisées n'était pas encore possible.

Parmi les modifications apportées par le Code de la famille de 1926 aux lois de 1918, il y avait l'extension des pensions alimentaires aux chômeurs valides, alors qu'auparavant seuls les chômeurs invalides y avaient droit, ainsi qu'un régime de communauté de biens pour les propriétés acquises pendant le mariage, alors qu'auparavant les époux ne conservaient que leurs biens propres. Le code de 1926 facilitait aussi le divorce avec le « divorce carte postale » : il suffisait que l'un des conjoints fasse une demande de dissolution du mariage. L'obligation de se présenter devant un tribunal était supprimée. La controverse la plus importante avait porté sur la reconnaissance par le gouvernement des mariages de fait, c'est-à-dire le fait d'accorder aux gens vivant simplement ensemble le même statut juridique qu'aux couples officiellement mariés.

La difficulté juridique portait principalement sur le

Anciens numéros de Spartacist édition française

Commande :
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York,
NY 10116, USA

ou
SEDI, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10,
France

ou
Spartacist Canada,
C.P. 6967, succursale A,
Toronto, Ontario M5W 1X6,
Canada



SPARTACIST 4

NUMÉRO 30
MARS 1997

La lutte pour un parti révolutionnaire

Syndicalistes et révolutionnaires

n° 30, printemps 1997
1,30 € / 2 \$Cdn (64 pages)



SPARTACIST 4

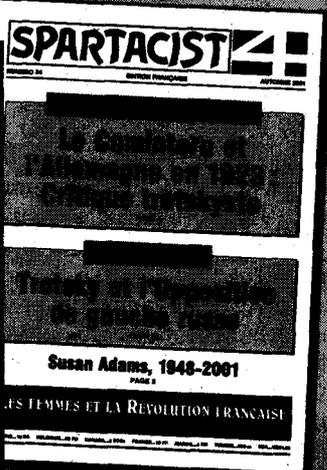
NUMÉRO 31
AUTOMNE 1997

Pour un parti léniniste-trotskyiste !
Le combat de Trotsky contre la trahison stalinienne de la Révolution bolchévique

Publication d'inédits tirés des archives soviétiques
Le combat de Trotsky contre la trahison stalinienne de la Révolution bolchévique

Regroupement révolutionnaire ou alchimie contriste ?

n° 31, automne 1997
1,30 € / 2 \$Cdn (64 pages)



SPARTACIST 4

NUMÉRO 34
AUTOMNE 2001

Susan Adams, 1948-2001

LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

n° 34, automne 2001
1,30 € / 2 \$Cdn (64 pages)



Robert B. Luce, Inc.

L'industrialisation rapide introduisit beaucoup de femmes dans la production sociale. Femmes mineurs de charbon en Ukraine, 1930.

Grigori Chegal



Une affiche de 1931 : « A bas l'esclavage de la cuisine ! Nous voulons une vie nouvelle. »

problème de la définition du mariage quand il n'avait pas été enregistré auprès de l'état civil, parce que naturellement, une fois devant le tribunal, un homme et une femme pouvaient bien avoir une opinion différente sur le fait qu'il y ait ou non « mariage » entre eux. 45 % des actions en justice pour réclamer une pension alimentaire étaient engagées par des femmes célibataires abandonnées pendant leur grossesse.

Pour beaucoup de femmes, moins qualifiées, moins éduquées, moins en mesure d'obtenir un salaire décent ou même un emploi, le divorce facile signifiait trop souvent, pour elles et leurs enfants, être abandonnés dans la pauvreté et la misère par un mari exerçant son droit à l'« union libre ». Leur situation de dépendance ne pouvait pas être résolue par des lois facilitant le divorce si l'Etat ne pouvait pas fournir des emplois, des formations et des moyens de faire garder les enfants. Comme l'expliquait une femme dans un article de *Rabotnitsa*, « Les femmes, dans la majorité des cas, sont plus arriérées, moins qualifiées, et par conséquent moins indépendantes que les hommes [...]. Se marier, avoir des enfants, être esclave à la cuisine, et ensuite se faire jeter par son mari – c'est très douloureux pour une femme. C'est pourquoi je suis contre le divorce facile. » Une autre notait que « Nous devons lutter pour la préservation de la famille. Les pensions alimentaires sont nécessaires aussi longtemps que l'Etat ne peut pas prendre tous les enfants sous sa protection » (cité dans « Les ouvrières et le «dépérissement» de la famille » de Wendy Z. Goldman, dans *Russia in the Era of NEP* [La Russie à l'époque de la NEP], textes rassemblés par Fitzpatrick, Rabinowitch et Stites, Bloomington, Indiana University Press, 1991). Ces terribles contradictions illustrent une dure vérité : la famille doit être *remplacée* et ne peut pas être simplement abolie.

Les divergences autour du projet de code n'opposaient pas clairement la droite et la gauche, mais cette discussion était parallèle aux débats généraux dans le parti, et elle reflétait de façon similaire la pression de forces de classe. Ceux qui étaient contre le projet de code avaient tendance à refléter l'influence de la paysannerie, qui s'opposait farouchement à la reconnaissance du mariage de fait et au divorce facile, y voyant une menace pour la stabilité et l'unité économique du foyer et les considérant comme un « complot de femmes », comme le « chaos social et moral » et de la « débauche » (Goldman, *Women, the State and Revolution*).

L'Opposition unifiée n'avait pas, autant qu'on le sache, de position officielle sur le code ; mais des membres de l'Opposition participaient au débat. Alexander Beloborodov, qui allait être exclu du parti avec Trotsky en 1927, avait beaucoup de réserves sur le code ; il s'inquiétait en particulier des conséquences de l'instabilité familiale sur les enfants, « dans la mesure où nous sommes incapables d'organiser une éducation communautaire pour les enfants et que nous faisons élever les enfants par la famille » (cité dans *Changing Attitudes in Soviet Russia : The Family in the U.S.S.R.* [Les changements d'attitude dans la Russie soviétique : la famille en URSS], Rudolph Schlesinger, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1949). Trotsky, lui, avait dénoncé l'opposition au mariage de fait dans un discours prononcé le 7 décembre 1925 devant la « Conférence pan-Union sur la protection des mères et des enfants » :

« Camarades, cette [opposition] est tellement monstrueuse qu'on se demande vraiment si nous sommes réellement dans une société qui se transforme à la manière socialiste [...] ? Voilà une attitude envers les femmes qui non seulement n'est pas communiste, mais qui est réactionnaire et philistine, dans le pire sens du mot. Qui peut penser que les droits de la femme, qui doit supporter les conséquences de toutes les unions maritales, aussi transitoires soient-elles, pourraient être préservés avec *trop* de zèle dans notre pays ? [...] C'est symptomatique, et ça témoigne du fait que dans notre façon de voir, nos conceptions et nos coutumes traditionnelles, il y a beaucoup de choses qui sont vraiment bêtes et qu'il faut les écraser avec un marteau-pilon. »

– Trotsky, « La protection de la maternité et la lutte pour la culture », *Women and the Family*

La collectivisation forcée et le plan quinquennal

En 1928 la politique de la bureaucratie consistant à encourager les koulaks à « s'enrichir » avait abouti au désastre prévu par l'Opposition : les paysans riches commençaient à stocker les céréales. Rien ne les incitait à les vendre à l'Etat, puisqu'il n'y avait pas grand-chose à acheter avec le produit des ventes. Comme il ne pouvait plus approvisionner les villes, Staline effectua un tournant à 180 degrés. Il se retourna contre son allié Boukharine et collectivisa de force la moitié des paysans du pays en l'espace de quatre mois. Les paysans répliquèrent par le sabotage, tuant les animaux de ferme, dont plus de 50 % des chevaux que comptait le pays. Au cours des bouleversements sociaux qui s'ensuivirent tout au long du

début des années 1930, plus de trois millions de personnes périrent.

Du même coup Staline abandonna sa politique de construction du socialisme « à une allure de tortue », et adopta un plan d'industrialisation, mesure qui était d'une urgente nécessité mais qu'il accéléra à un rythme effréné et meurtrier. Le développement économique qui s'ensuivit apporta un changement qualitatif dans la situation des travailleuses. Les crèches et les réfectoires poussaient comme des champignons dans les quartiers et les usines pour permettre aux femmes de travailler. « A bas la cuisine ! », s'écriait un propagandiste :

« Nous détruirons ce pénitencier miniature ! Nous libérerons des millions de femmes des tâches ménagères. Elles veulent travailler tout autant que nous. Dans une cuisine industrielle, une seule personne peut préparer entre cinquante et cent repas par jour. Nous obligerons les machines à éplucher les pommes de terre, à laver la vaisselle, à couper le pain, à remuer la soupe, à faire des glaces : »

« La casserole est l'ennemie de la cellule du parti » et « A bas les marmites et les casseroles » étaient devenus des mots d'ordre du parti (cité dans Stites, *Women's Liberation Movement in Russia*).

Toutefois, la planification économique en URSS ne se basait pas sur les contributions démocratiques des travailleurs, mais sur des oukases bureaucratiques. L'industrialisation faisait des progrès considérables, mais aux dépens de la qualité des produits, et avec une énorme inefficacité bureaucratique. Malgré ces problèmes, l'Union soviétique a été au XX^e siècle le seul pays arriéré, paysan dans son immense majorité, qui ait pu devenir une puissance industrielle avancée. C'est une confirmation du formidable

La glorification de la famille par Staline : médaille « gloire à la maternité » décernée aux mères de famille nombreuse. Ci-dessous : une Kazakh avec dix enfants honorée comme « mère-héroïne ».

Foreign Languages Publishing House



sans crédit

élan que l'abolition du capitalisme et l'instauration d'une économie collectivisée et planifiée, même dans un seul pays, peuvent donner au bien-être humain – et au statut des femmes notamment. Sans ce développement industriel l'URSS n'aurait pas réussi à repousser l'agression des armées hitlériennes pendant la Deuxième Guerre mondiale, bien qu'au prix de 27 millions de morts soviétiques. D'un autre côté la bureaucratie obstruait tous les pores de la société, faisant régner gaspillage, répression et inconstance, tout en s'employant à empêcher l'extension internationale de la révolution, la seule défense réelle des acquis d'Octobre à long terme.

Mais la bureaucratie, malgré les réelles avancées que l'industrialisation avait apportées aux femmes, a renoncé à la lutte communiste pour la libération des femmes. Pour couvrir sa retraite, elle a eu recours à la phraséologie aventuriste de l'époque. Le gouvernement eut le toupet d'annoncer en 1930 que la question femme avait été officiellement résolue. En même temps, il liquidait le Jenotdel ; il avait commencé par abolir le « Secrétariat international des femmes » en 1926, qui avait été réduit à un département femmes du comité exécutif du Comintern. La liquidation du Jenotdel avait été présentée en 1929 comme une « réorganisation » du parti, sous prétexte que le travail femmes deviendrait le travail du parti tout entier. Mais ces paroles, empruntées aux années révolutionnaires, ne servaient maintenant plus qu'à couvrir l'inaction et le recul.

1936 et le triomphe de la « famille socialiste »

En 1929 le Parti communiste appelait encore au dépérissement de la famille. En 1936-1937, la dégénérescence du PC russe une fois achevée, il s'agissait désormais d'une « erreur grossière » selon la doctrine stalinienne et il fallait « reconstruire la famille sur une nouvelle base socialiste ». Le troisième Code de la famille, entré en vigueur en 1936, rendait aussi le divorce plus difficile. Il fallait passer devant un tribunal, les frais administratifs étaient plus importants et le divorce devait être inscrit sur les passeports intérieurs des divorcés de manière à empêcher « un usage criminellement irresponsable de ce droit, qui désorganise la vie communautaire socialiste » (Schlesinger, *The Family in the U.S.S.R.*)

La glorification officielle de la vie de famille et le recul par rapport à la politique bolchévique sur le divorce et l'avortement faisaient partie intégrante de la contre-révolution politique qui avait usurpé le pouvoir politique de la classe ouvrière. Trotsky y a consacré de longs développements :

« La réhabilitation solennelle de la famille qui a lieu – coïncidence providentielle ! – en même temps que celle du rouble, résulte de l'insuffisance matérielle et culturelle de l'Etat. Au lieu de dire : "Nous avons été trop pauvres et trop incultes pour établir des relations socialistes entre les hommes, mais nos enfants et arrière-neveux le feront", les chefs du régime font recoller les pots cassés de la famille et imposent, sous la menace des pires rigueurs, le dogme de la famille, fondement sacré du socialisme triomphant. On mesure avec peine la profondeur de cette retraite ! »

– la Révolution trahie

Répudiant l'engagement bolchévique à ne pas s'ingérer dans la vie personnelle des gens, on déclara que la théorie de l'« extinction de la famille » conduisait à la débauché sexuelle, tandis que des apologies des « bonnes ménagères » commençaient à apparaître dans la presse soviétique vers le milieu des années 1930. Un éditorial de la *Pravda* de 1936 qualifia un projet de logements sans cuisines individuelles



Corbis



NTVRU.com Archive

Images de la contre-révolution capitaliste : à gauche, une Tchétchène pleure des victimes des forces d'occupation russes en 1995 ; ci-dessus : un enfant sans abri dans la Russie capitaliste.

de « déviation de gauche » et de tentative d'« introduire artificiellement une vie communautaire ». Comme l'écrivait Trotsky, « La reculade revêt des formes d'une écœurante hypocrisie et va beaucoup plus loin que ne l'exige la dure nécessité économique. »

Pour le grand malheur des femmes soviétiques, le Code de la famille de 1936 interdisait l'avortement, et la mortalité due aux avortements augmenta considérablement. En même temps le gouvernement commençait à décerner des « prix » et à qualifier d'héroïnes les mères de famille nombreuse, tandis que les responsables décrétaient qu'en Union soviétique « on vit heureux », et que les femmes n'avortaient que par égoïsme. Le Code de la famille de 1944 supprima même la reconnaissance du mariage de fait, restaura l'humiliant concept de l'enfant « légitime », abolit la mixité scolaire et interdit les actions en justice pour reconnaissance de paternité. C'est seulement en 1955 que l'avortement fut à nouveau autorisé en URSS.

1991-1992 : la contre-révolution capitaliste piétine les femmes

Dans les années 1930 Trotsky avait prédit que la bureaucratie du Kremlin aboutirait à une impasse sur le front économique quand il faudrait passer d'augmentations grossièrement quantitatives à des améliorations qualitatives, de la croissance extensive à la croissance intensive. Il réclamait une « *révision de l'économie planifiée* du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs » (*Programme de transition*, 1938). En partie à cause de la pression incessante de l'impérialisme mondial sur l'Etat ouvrier, ces problèmes économiques éclatèrent au grand jour dans les années 1970 et 1980.

Succédant au modéré Mikhaïl Gorbatchev, qui n'avait pas osé prendre les mesures drastiques nécessaires pour restaurer une économie totalement capitaliste, Boris Eltsine s'est emparé du pouvoir en août 1991. Pendant l'année qui suivit, en l'absence de résistance ouvrière, la contre-révolution capitaliste triomphait en Russie. Ce fut une défaite historique à l'échelle mondiale pour la révolution prolétarienne. L'URSS éclata en régimes nationalistes hostiles les uns aux autres. Depuis, la situation a empiré pour tout le monde – à l'exception d'une infime minorité au sommet – et elle a

empiré surtout pour les femmes et les enfants. L'immense majorité de la population a été plongée dans une affreuse pauvreté et un chômage chronique. Le réseau de crèches et d'aides pour les mères a disparu ; il y a de nouveau des *bes-prizorniki*, la prostitution est florissante, et les femmes d'Asie centrale ont été rejetées des siècles en arrière.

La Ligue communiste internationale reconnaît la dure réalité : avec ces défaites sans précédent, la conscience politique a subi un recul. Une de nos tâches les plus importantes, c'est de lutter pour expliquer ce qu'est clairement le programme marxiste, et le débarrasser de la boue des trahisons stalinienne et des mensonges des idéologues capitalistes. Lorsqu'on examine le combat des bolchéviks pour l'émancipation des femmes, et que l'on voit tout ce qui a pu être réalisé malgré la pauvreté, l'étranglement impérialiste et plus tard la dégénérescence stalinienne de l'URSS, on mesure ce que les exploités et les opprimés du monde entier peuvent attendre d'une économie planifiée collectivisée mondiale, née de nouvelles révolutions d'Octobre. Trotsky a bien exprimé l'ampleur de notre vision historique d'un avenir socialiste à long terme, d'un nouveau mode de vie qui ne pourra se développer qu'après avoir éradiqué l'inégalité et l'oppression profondes qu'engendre l'exploitation capitaliste :

« Le marxisme procède du développement de la technique, comme du ressort principal du progrès, et bâtit le programme communiste sur la dynamique des forces de production. A supposer qu'une catastrophe cosmique ravage dans un avenir plus ou moins rapproché notre planète, force nous serait de renoncer à la perspective du communisme comme à bien d'autres choses. Abstraction faite de ce danger, problématique pour le moment, nous n'avons pas la moindre raison scientifique d'assigner par avance des limites, quelles qu'elles soient, à nos possibilités techniques, industrielles et culturelles. Le marxisme est profondément pénétré de l'optimisme du progrès et cela suffit, soit dit en passant, à l'opposer irréductiblement à la religion.

« La base matérielle du communisme doit consister en un développement de la puissance économique de l'homme tel que le travail productif, cessant d'être une charge et une peine, n'ait besoin d'aucun aiguillon et la répartition – comme aujourd'hui dans une famille aisée ou une pension "convenable" – d'autre contrôle que ceux de l'éducation, de l'habitude, de l'opinion publique. »

– la Révolution trahie ■

Ligue Spartaciste Internationale (quadrilèze international)

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA
Site web : www.icl-fi.org

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 42886, London N19 5WY, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year
International rate : £7—Airmail
Europe outside Britain and Ireland : £5

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

SPARTACIST 

English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste

\$3/4 issues
International rate : \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 4

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands

4 Ausgaben : € 4
Auslandsabo : € 7,50
Übersee Luftpost : € 10

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
4 numéros : 3 € (chèques à l'ordre de la SEDI)
Europe : 4,50 €
Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$

Groupe trotskyste de Grèce

Box 8274, Athènes 10010, Grèce

Spartacist Group Ireland

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

SPARTACIST IRELAND 

Newspaper of the Spartacist Group Ireland
€4 for 4 issues
International rate : €10—Airmail
Europe outside Britain and Ireland : €7

Lega trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Organo della Lega trotskista d'Italia
Abbonamento a 4 + supplemento : € 4
Europa : € 4,10
Paesi extraeuropei : € 6,20

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku
Tokyo 115-0091, Japon

スバルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Abonnement (2 ans) : ¥500
International : ¥1000

Grupo Espartaquista de México

Roberto García, Apdo. Postal 1251, Admón. Palacio Postal 1
C.P. 06002, México D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
México : Mex. \$15/4 números (por correo)
Extranjero : US \$4/4 números (via aérea)
US \$2/4 números (via terrestre/marítima)

Spartacist/South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248, Private Bag X2226
Johannesburg 2000, Afrique du Sud

SPARTACIST SOUTH AFRICA 

Marxist publication of Spartacist South Africa
South Africa : R10/4 issues
International rate : \$4/4—Airmail

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$10/21 issues (1 year)
International :
\$25/21 issues—Airmail \$10/21 issues—Seamail

Femmes et Révolution



Viktor Bulla

Manifestation d'ouvrières à Petrograd en mars 1917. Sur la banderole : « Camarades ouvriers et soldats, soutenez nos revendications. »

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 59, PRINTEMPS 2006

« La "libération" est un fait historique et non un fait intellectuel, et elle est provoquée par des conditions historiques, par l'état de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des relations. »

– Karl Marx et Friedrich Engels,
l'Idéologie allemande (1846)

Aujourd'hui, même dans les « démocraties » capitalistes avancées, la vie pour des millions de femmes est pénible et pleine de corvées ingrates. Pour ne mentionner que deux exemples d'arriération vis-à-vis des femmes, aux Etats-Unis, le droit à l'avortement est de plus en plus remis en cause et la garde des enfants est si coûteuse qu'elle est inabordable pour la plupart des travailleuses. Dans le tiers-monde la condition des femmes est mille fois pire. Pourtant il y a quinze ans, en Union soviétique, les femmes bénéficiaient encore de nombreux avantages, comme des crèches et garderies financées par l'Etat, le droit à l'avortement sans restriction, l'accès à une grande variété de métiers et de profes-

sions, et il y avait relativement peu d'inégalité économique entre les hommes et les femmes – bref, les femmes avaient un statut à certains égards plus avancé que dans les sociétés capitalistes d'aujourd'hui.

C'est la Révolution bolchévique de 1917 qui avait rendu ces acquis possibles. La Révolution russe n'était pas simplement une transformation superficielle, c'était, comme l'explique l'historien Richard Stites :

« [...] une révolution sociale classique – un processus, pas un événement, un phénomène qui n'a pas pu être déclenché, provoqué ou mis en branle par un simple changement de pouvoir qui se serait confiné au centre, et qui aurait limité ses efforts à des décrets et des lois énonçant les principes de l'égalité. Une vraie révolution sociale dans une société sous-développée ne se limite pas à une redistribution de la propriété, pas plus qu'elle ne se limite à une redistribution des ministères ; c'est le résultat d'une mobilisation sociale. Autrement dit, c'est aussi des gens qui se mêlent au peuple avec des plans soigneusement élaborés, des compétences et de l'enthousiasme révolutionnaire ; cela veut dire instruire, pousser, inciter, cajoler les entêtés, les ignorants et les arriérés grâce à l'élément indispensable à toute propagande radicale :

suite page 42